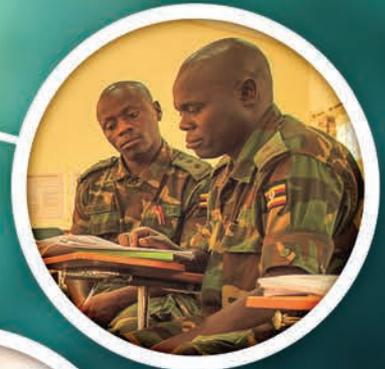


adf

AFRICA DEFENSE FORUM



LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

L'éducation, la formation
et l'équipement pour
la sécurité de demain



PLUS

Forgé dans le creuset : Les pays combattent
le Covid-19 avec leur expérience

VISITEZ-NOUS EN LIGNE : ADF-MAGAZINE.COM



articles

8 Forgé dans le creuset

Les expériences des pays africains lors des pandémies précédentes les aident à affronter la menace du Covid-19.

14 Les leçons d'une pandémie

Alors que le Covid-19 ravage la planète, le Liberia peut offrir des suggestions du fait de son expérience dans la lutte contre l'Ebola.

20 Des chiens « éduqués » combattent les braconniers

Des chiens qui ont suivi un dressage poussé suivent la piste de la contrebande, en protégeant la faune sauvage et en sauvant des vies.

28 Comment préparer la sécurité du futur

La Conférence au sommet des forces terrestres africaines pousse les chefs militaires à considérer l'avenir.

34 La préservation d'une tradition de maintien de la paix

L'Éthiopie offre une expérience de sept décennies dans un centre de formation pour le soutien de la paix.

38 Un accès portuaire qui n'est pas pour tous

Un accord global combat la pêche illégale en empêchant les contrevenants d'amener leurs prises à terre.

44 L'éducation des guerriers de demain

Les institutions pédagogiques professionnelles des forces armées doivent se réformer pour affronter les nouveaux défis sécuritaires.

50 Comment résoudre l'insuffisance des capacités de transport aérien

Les pays peuvent s'associer pour développer des flottes aériennes régionales de transport militaire.

rubriques

4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

26 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



**Africa Defense Forum
est disponible en ligne.**

Veillez nous rendre visite sur le site
adf-magazine.com



SUR LA COUVERTURE :

Des soldats sont engagés dans une série d'activités pour développer leurs capacités, notamment la lutte contre le braconnage, les mises à niveau d'équipement, les leçons de classe et la formation sur le terrain.

ILLUSTRATION D'ADF

Si l'an 2020 a enseigné quoi que ce soit à l'Afrique et au monde, c'est le fait qu'il est crucial d'être préparé à tout.

Cela veut dire étudier l'horizon des menaces et se préparer à ce qui va se passer prochainement. Cela veut aussi dire penser à des possibilités invisibles et se préparer pour elles. Cette année a montré que les menaces prennent toutes les formes et les tailles, qu'elles soient visibles ou non. Si ces menaces ont une seule chose en commun, c'est qu'elles exigent une réponse coordonnée pour assurer la sûreté et la sécurité.

Les menaces de cette année ont aussi enseigné quelque chose d'autre : les pays africains ont tiré des leçons de leurs expériences pour développer des institutions efficaces, des capacités et des connaissances pour affronter une série de défis sécuritaires. Ceci est particulièrement évident lorsqu'on considère la réponse du continent face à la maladie de coronavirus appelée Covid-19.

Les chefs africains de la santé, de la politique et de la sécurité, ayant toujours en tête les leçons de la crise de l'Ebola de 2014 à 2016 en Afrique de l'Ouest, relèvent le défi du Covid-19.

L'infrastructure érigée lors des épidémies d'Ebola et de la lutte contre les maladies telles que la tuberculose et le VIH/sida a fourni une charpente pour les réponses et les tests de dépistage en République démocratique du Congo, au Liberia, au Nigeria et en Afrique du Sud. L'Union africaine et les communautés économiques régionales ont aussi donné rapidement l'alarme sur le potentiel meurtrier du Covid-19.

Au milieu de la pandémie mondiale, l'Afrique n'a pas été exemptée des autres menaces en cours. Le braconnage de la faune sauvage, qui alimente un commerce mondial lucratif, continue à un rythme allègre. Mais les pays tels que l'Afrique du Sud, le Kenya, la Tanzanie et le Zimbabwe ont enregistré des succès en utilisant des chiens dressés pour dissuader, suivre à la piste et appréhender les braconniers qui traquent et dépècent les trésors de la faune sauvage du continent.

Dans les eaux territoriales africaines, des vaisseaux de pêche internationaux venant de la Chine, de la Russie et d'ailleurs ont volé des quantités incalculables de poissons dont dépendent les pêcheurs artisanaux. L'Accord international relatif aux mesures du ressort de l'état du port est un outil qui gagne des adeptes parmi les nations africaines côtières. Il limiterait ou refuserait l'accès aux ports pour les vaisseaux qui enfreignent les règlements de pêche. Les autorités portuaires et d'autres autorités maritimes au Liberia et en Sierra Leone ont été formées séparément sur l'application des dispositions de l'accord en février 2020.

Peut-être de façon plus importante, les professionnels africains de la sécurité continuent à se réunir et à échanger des idées et des expériences dans des forums tels que la Conférence au sommet des forces terrestres africaines, organisée cette année à Addis-Abeba (Éthiopie), et dans les établissements d'éducation militaire professionnelle. Ces lieux de rencontre aideront à développer une approche africaine pour affronter les défis du futur.

Les épreuves ne peuvent pas être évitées mais elles peuvent être affrontées. Les nations africaines démontrent leur désir et leur capacité de confronter les défis ensemble.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique

Un soldat nigérian contrôle la température d'un visiteur à l'hôpital de référence 68 de l'armée nigériane de Yaba à Lagos.

AFP/GETTY IMAGES



LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Volume 13, 3ème trimestre

ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES
ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE



POUR NOUS CONTACTER :

U.S. AFRICA COMMAND

Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 USA

ADF.Editor@ADF-Magazine.com

**HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND**

Attn: J3/Africa Defense Forum
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart, Germany

ADF est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'ADF, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire à la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

Quelques-uns peuvent faire la guerre ; un village doit bâtir la paix

Le général Adem Mohammed, chef d'état-major des Forces de défense nationale éthiopiennes, est intervenu lors de la cérémonie d'ouverture de la Conférence au sommet des forces terrestres africaines, coparrainée par l'Armée de terre des États-Unis pour l'Afrique, à Addis-Abeba le 18 février 2020. Son allocution a été modifiée pour l'adapter au présent format.



ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE



L'Afrique a aujourd'hui une importance stratégique. Les

superpuissances militaires mondiales accroissent leur présence sur le continent. Le terrorisme, les groupes extrémistes, les contrebandiers, les pirates, les criminels organisés et d'autres acteurs non traditionnels qui impactent la sécurité cherchent à prendre pied et menacent notre environnement sécuritaire.

Les menaces complexes sont diverses et ne connaissent pas de limite. Elles franchissent les frontières et sapent la sécurité régionale et internationale. Cette dynamique est compliquée par le changement climatique et les appels de tous pour la justice sociale et économique.

Ces défis exigent une coopération militaire bilatérale et multilatérale, une bonne compréhension de l'environnement sécuritaire et une confiance entre les chefs militaires.

L'engagement des leaders de haut rang est important pour développer et conserver la confiance entre les pays. Comme le déclarait le Dr Abiy Ahmed, premier ministre éthiopien, lors de son acceptation du prix Nobel de la paix en 2019, il existe un dicton commun à beaucoup de langues africaines : « Pour que vous puissiez avoir une nuit paisible, il faut que votre voisin ait lui aussi une nuit paisible ».

Le thème de cette conférence au sommet est : « La sécurité de demain exige le leadership aujourd'hui ». La Conférence au sommet des forces terrestres africaines réunira les chefs militaires de haut rang provenant de tout le continent pour discuter des questions d'intérêt commun et utiliser une approche collaborative pour confronter les problèmes sécuritaires régionaux et continentaux. Ce sommet offre pour les leaders militaires l'opportunité d'explorer l'importance du développement des institutions de défense de demain pour former des chefs militaires

professionnels et responsables.

J'espère que notre discussion soulignera l'importance des efforts collectifs en vue de réaliser nos objectifs communs pour un continent africain sécurisé, stable et prospère. Il suffit de quelques-uns pour faire la guerre, mais il faut un village et une communauté des nations pour bâtir la paix. Il est donc important que les pays africains travaillent ensemble pour préserver la paix du continent. Les menaces sécuritaires ne connaissent pas de frontière et aucun pays ne devrait affronter tout seul les menaces non traditionnelles contre la sécurité.

Les défis de la sécurité sur le continent africain ne peuvent pas être adressés uniquement par l'utilisation de la force dure ou du pouvoir militaire. Les gouvernements doivent créer une synergie, une convergence et un travail d'équipe dans les secteurs du développement économique et de la sécurité pour le bénéfice du peuple africain.

Un « robocop » tunisien impose le confinement du Covid-19

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le ministère tunisien de l'Intérieur a déployé un robot de police pour conduire des patrouilles dans les rues de la capitale et imposer le confinement décrété en mars 2020 pour aider le pays à combattre la propagation du Covid-19.

Ce « robocop », appelé PGuard, est télécommandé et équipé de caméras infrarouge et thermique, en plus d'un système d'alarme sonore et lumineux.

Anis Sahbani, créateur tunisien du robot, déclare que la machine avait été produite pour la première fois en 2015 pour conduire des patrouilles de sécurité. Il fonctionne aussi de façon autonome grâce à sa fonction d'intelligence artificielle.

Le robot, fabriqué par la société Enova Robotics de M. Sahbani, coûte entre 100.000 et 140.000 dollars. Il est surtout vendu outre-mer aux entreprises à des fins liées à la sécurité.

Plusieurs de ces robots ont fait l'objet d'une donation au ministère de l'Intérieur.

Le robocop déployé à Tunis a fait sensation sur les réseaux sociaux. Les utilisateurs affichent des vidéos de la machine au travail dans plusieurs quartiers de la capitale.

On peut l'entendre articuler des messages enregistrés demandant aux habitants de « respecter la loi... et de rester chez eux pour limiter la propagation [du virus] et sauver des vies humaines ».



Les chevaux apparaissent à nouveau en République centrafricaine

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un cheval alezan apparaît dans une rue poussiéreuse de Bangui parmi les voitures défoncées, les mototaxis et les édifices croulants. Le cavalier est quelqu'un de bien connu dans la capitale de la République centrafricaine : Soumaila Zacharia Maidjida, surnommé « Dida », est un ancien sprinter qui avait établi un record national pour la course du 800 mètres aux Jeux olympiques de Barcelone de 1992.

C'est l'un d'une poignée de cavaliers de Centrafrique, pays dont la pauvreté, le climat et la guerre en font l'un des pires environnements du monde pour les chevaux.

« Tout le monde connaît Dida, déclare le cavalier. Lorsqu'un ministre ou un boss veut monter à cheval, il vient me voir. »

Dida rêve de créer un centre d'équitation mais admet que cette vision est très lointaine. Il travaille comme garde pour aider à nourrir ses animaux.

Les chevaux ont des antécédents problématiques en Centrafrique, pays sans littoral qui a gagné son indépendance de la France en 1960. Beaucoup de gens ici associent les chevaux avec les maraudeurs qui franchissent la frontière sur des chevaux depuis le Tchad ou le Soudan. Toutefois, les aînés se souviennent de Jean-Bedel Bokassa, despote amoureux des chevaux qui s'était fait couronner empereur en 1977.

M. Bokassa avait fait venir de France un carrosse bronze et or pour défilé dans Bangui. Lors d'un événement tragique, deux des chevaux étaient morts d'un coup de chaleur sous le soleil tropical impitoyable. M. Bokassa avait importé des centaines de chevaux lorsqu'il était au pouvoir. Il avait même créé une cavalerie.

Dans son enfance, Dida observait les défilés et devint



Soumaila Zacharia Maidjida, surnommé « Dida », sur son cheval dans Bangui (République centrafricaine). AFP/GETTY IMAGES

enthousiasmé à l'idée de monter à cheval.

Bangui avait deux centres d'équitation d'une bonne réputation : un pour la « haute société », essentiellement les émigrés français, et l'autre pour le grand public.

En 1996, les jours heureux du cheval en Centrafrique ont pris fin de façon terrible. L'armée s'est mutinée, en déclenchant un cycle de violence et d'instabilité dont le pays ne s'est jamais remis. Les deux centres d'équitation de Bangui ont été abandonnés et les chevaux ont été volés ou vendus à l'étranger, ou se sont retrouvés sur les étalages des marchés.

Dida a réussi à sauver quelques animaux et aujourd'hui, malgré les groupes de miliciens qui contrôlent les deux tiers du pays, il se rend toujours à la frontière du Tchad pour ramener des chevaux à Bangui.

« Les chevaux sont ma raison de vivre. Je ne peux pas vivre sans eux », déclare-t-il.

Des drones seront mis à l'épreuve dans la lutte contre les essaims de locustes

THOMSON REUTERS FOUNDATION

Les Nations unies effectuent des essais avec des drones équipés de capteurs cartographiques et de pulvérisateurs pour répandre les pesticides dans les régions d'Afrique de l'Est sujettes à une invasion de criquets pèlerins. Des centaines de millions de ces insectes voraces se sont propagés en Éthiopie, au Kenya et en Somalie dans ce que l'ONU appelle la pire infestation depuis un quart de siècle. Djibouti, l'Érythrée et l'Ouganda ont aussi été affectés.

Les insectes qui peuvent se déplacer sur une distance quotidienne jusqu'à 150 kilomètres menacent d'aggraver la carence alimentaire dans une région où jusqu'à 25 millions de personnes ont été fragilisées par trois années consécutives de sécheresse et d'inondation, selon les agences humanitaires.

En février 2020, Keith Cressman, responsable principal des prévisions sur les locustes chez l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, déclare que des prototypes capables de détecter les essaims à l'aide de capteurs spéciaux et de modifier leur vitesse et leur altitude en conséquence seront mis à l'essai.

« Personne n'a jamais fait cela auparavant avec les criquets pèlerins, déclare M. Cressman. Nous n'avons donc aucune méthodologie prouvée pour utiliser les drones aux fins de pulvériser les locustes. Il existe déjà de petits atomiseurs conçus pour les drones. Mais avec les locustes, nous ne connaissons tout simplement pas l'altitude et la vitesse de vol. »

Les responsables kényans déclarent que les drones pourraient jouer un rôle important pour fournir une alerte précoce lorsque les essaims de locustes arrivent dans une zone.

« Chaque comté veut un aéronef, mais nous en avons seulement cinq pour le moment, et ils ne peuvent pas être situés partout à la fois », déclare David Mwangi, chef de la protection des plantes au ministère kényan de l'Agriculture. « Nous n'avons pas utilisé de drone auparavant mais je pense que ça vaut la peine de les mettre à l'essai parce qu'ils pourraient aider. »



Des hommes samburu essaient de chasser un essaim de criquets pèlerins au Kenya. REUTERS

Un gangster de la Sierra Leone quitte les rues pour se consacrer à la poésie



REUTERS

Dans son poème intitulé *Chemin difficile*, Yousef Kamara réfléchit sur ses années passées à vendre des drogues et à commettre des vols en tant que leader d'un gang de rue de Freetown, capitale de la Sierra Leone.

« Comme un voyageur dans une jungle brutale/Autopropulsé et tout seul/Esquivant des dangers plus tranchants que des lames/Mon chemin difficile est une zone fissurée », écrit-il.

Après avoir quitté son gang il y a trois ans, M. Kamara espère maintenant que son périple vers la renommée en tant que poète pourra servir d'exemple aux autres jeunes de Freetown, dont un nombre croissant rejoignent les gangs.

Les compositions de M. Kamara ont été publiées dans plusieurs magazines internationaux de poésie et il a été invité en 2019 à participer à la Conférence des écrivains africains au Kenya.

C'est un revirement spectaculaire pour quelqu'un qui a passé la majeure partie de sa vie à diriger Giverdam Gaza, un gang de plusieurs douzaines de membres qu'il avait fondé lorsqu'il était adolescent dans Exodus Lane à Freetown.

« Si on cherchait des voyous... pour tabasser quelqu'un, on se précipitait dans Exodus Lane et on donnait du boulot aux garçons de Giverdam », déclare M. Kamara.

Lorsqu'il en eut assez de vivre dans les rues, il trouva un moyen d'en sortir grâce à Way Out, un studio médiatique fondé par un cinéaste anglais en 2008 qui encourage les jeunes gens défavorisés pour qu'ils deviennent artistes. M. Kamara décida d'essayer d'écrire des poèmes après avoir vu certains de ses amis qui avaient suivi un cours de poésie. Cela lui a plu rapidement et il a écrit des vers sur son portable délabré.

« Vous devez donner aux gens... quelque chose qu'ils puissent ramener dans leur communauté et dire : "je ne suis pas le méchant garçon que vous connaissiez" », déclare Gibrilla Kamara (sans lien de parenté avec Yousef), chef de bureau de Way Out.

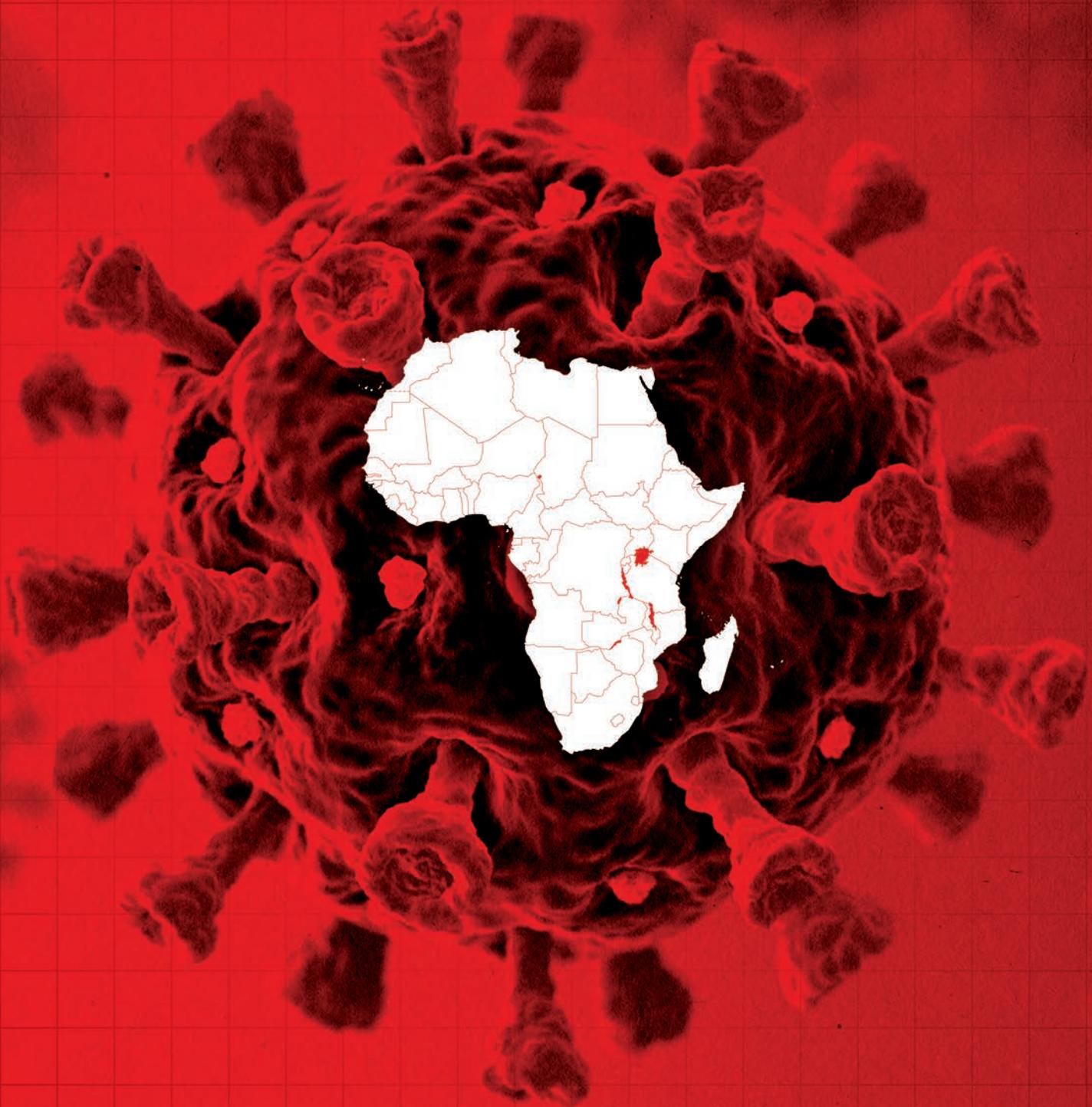
M. Kamara déclare qu'il souhaiterait créer sa propre organisation pour aider les jeunes gens vulnérables à développer leur confiance en soi et passer « du crime à une carrière ».

Le défi est urgent. Dans toute la Sierra Leone, des conditions économiques désastreuses, y compris le chômage galopant, ont conduit beaucoup de jeunes nés après la guerre civile du pays de 1991 à 2002 à se joindre à des gangs, déclarent les chercheurs.

M. Kamara pense que la poésie peut être un outil efficace pour combattre cette tendance en forçant les jeunes gens à être honnêtes avec eux-mêmes.

« Lorsque vous écrivez un poème, si vous pouvez être sincère avec ce que vous avez vu, ce que vous ressentez, ce que vous avez entendu, vous n'aurez jamais besoin d'inventer une histoire », déclare-t-il.

Yousef Kamara tient sa fille Stylyvia dans les bras devant leur maison de Freetown (Sierra Leone). REUTERS



FORGÉ DANS LE CREUSET

*Les expériences des pays
africains lors des pandémies
précédentes les aident à affronter
la menace du Covid-19*

PERSONNEL D'ADF

A lors qu'une nouvelle maladie respiratoire effrayante apparaissait dans l'Ouest de la Chine et se propageait finalement en Europe, l'Afrique faisait face à plusieurs autres épidémies de maladies infectieuses.

En République démocratique du Congo (RDC), les spécialistes essayaient d'enrayer une épidémie tenace d'Ebola dans l'Est du pays, qui s'était manifestée en août 2018. En janvier 2019, une épidémie de rougeole avait frappé la RDC, et infecté plus de 300.000 personnes en date de la mi-mars 2020. Au Nigeria, les responsables de la santé faisaient face à la plus grande épidémie de fièvre de Lassa de son histoire, maladie saisonnière transportée par les rats et transmise par leurs détritiques.

Tout cela s'est produit alors que le continent affrontait des épidémies saisonnières de choléra et les menaces omniprésentes du paludisme, de la fièvre jaune et de la tuberculose. L'Afrique australe continuait à faire face au grave problème du VIH/sida, qui est depuis des décennies un souci de la santé publique. Le souvenir de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, de 2014 à 2016, qui avait tué plus de 11.000 personnes en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, continuait à hanter le continent.

C'est dans ce contexte que le SARS-CoV-2, coronavirus qui cause le Covid-19, est arrivé en Égypte, puis en Algérie. Le premier cas positif en Afrique subsaharienne s'est manifesté au Nigeria après le

voyage d'un Italien sans symptômes de Milan à Lagos le 24 février 2020, selon un reportage de France 24. Quatre jours plus tard, il était placé en quarantaine dans un hôpital de Yaba.

Le taux d'infection élevé de Covid-19, combiné à un manque de vaccin ou de traitement médical efficace et à une faible capacité de soins de santé, fit planer le spectre d'une catastrophe sur le continent de 1,2 milliard d'habitants. Début mai 2020, l'Afrique avait enregistré 54.027 cas positifs de Covid-19 dans 53 pays, et 2.074 décès.

Une fois de plus, une maladie meurtrière frappait à la porte de l'Afrique. Mais, alors que les pays se préparaient au pire, les professionnels de la santé, les responsables gouvernementaux et le personnel de sécurité ont démontré leurs grandes connaissances, leur ingénuité et leur prévoyance. L'expérience et la résilience seraient leurs armes les plus importantes.

LE NIGERIA PASSE À L'ACTION

Lorsque l'épidémie d'Ebola d'Afrique de l'Ouest s'est manifestée en 2014, certains organismes, y compris l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ont été critiqués pour leur réponse léthargique. Toutefois, ce n'était pas le cas pour le Nigeria.

Bien qu'il n'ait pas été à l'épicentre de la maladie, l'Ebola s'est propagé dans ce pays à forte densité de population le 20 juillet 2014, selon *Scientific American*. En quelques semaines, 19 personnes ont été infectées par la maladie. Les ingrédients d'une catastrophe étaient présents mais les responsables nigériens de



Des ambulanciers algériens portent une tenue de protection dans l'unité spéciale de l'hôpital El-Kettar pour soigner les patients du Covid-19. L'Algérie est le second pays d'Afrique à avoir enregistré un cas positif du virus. AFP/GETTY IMAGES

la santé publique y ont répondu en suivant trois tactiques clés :

- La recherche rapide et complète de tous les contacts potentiels
- La surveillance soutenue de ces contacts
- L'isolement rapide des personnes potentiellement infectées

Ces actions ont stoppé la propagation du virus mortel, ce qui a limité le nombre de cas positif à seulement 20 dans tout le pays.

L'Ebola est beaucoup plus meurtrier que le Covid-19 : son taux de décès était proche de 50 % pendant la pandémie d'Afrique de l'Ouest, mais sa transmission d'une personne à une autre est plus difficile. Il nécessite un contact direct avec les fluides corporels tels que le sang, les matières fécales et autres sécrétions ou tissus. On a découvert que certaines pratiques funéraires traditionnelles constituent un mode courant de transmission.



Le Dr Chikwe Ihekweazu, directeur général du Centre pour le contrôle des maladies du Nigeria REUTERS

Le Covid-19 se propage beaucoup plus facilement. Il suffit que les gens serrent la main d'une personne infectée ou entrent en contact avec une surface que la personne avait touchée, puis qu'ils se touchent le visage, pour introduire le pathogène dans le corps. Le virus peut aussi être inhalé par l'intermédiaire des gouttelettes d'eau émises pendant que l'on tousse ou on éternue. Puisqu'il est moins mortel, et qu'un très grand nombre de personnes ne présentent jamais de symptômes, le Covid-19 se propage beaucoup plus rapidement et à plus grande échelle que l'Ebola. C'est aussi la raison pour laquelle il est beaucoup plus probable d'accabler les systèmes de soins de santé, même dans les nations hautement développées.

En 2018, le Nigeria avait activé pleinement le Centre pour le contrôle des maladies du Nigeria

(NCDC) et créé un réseau de laboratoires dans tout le pays pour identifier rapidement les cas positifs, selon *The Scientist*. Depuis l'épidémie du Covid-19, le NCDC a entrepris des campagnes agressives d'engagement public pour encourager les pratiques sûres et sanitaires.

La capacité améliorée du Nigeria a été validée à la suite de son premier cas positif de Covid-19. Les professionnels de la santé ont recueilli, testé et analysé des échantillons du voyageur italien qui avait amené le virus dans le pays. Les techniciens ont séquencé le génome de ces échantillons au Centre africain d'excellence pour la génomique des maladies infectieuses à Redeemer's University. C'était la première analyse du SARS-CoV-2 en Afrique.

Ce succès dénote la capacité du Nigeria à contribuer à la recherche génomique importante des maladies et la progression des infections en temps réel, déclare Chikwe Ihekweazu, directeur général du NCDC. Il montre aussi les investissements que les pays ont faits dans leur capacité de diagnostic.

« Que l'outil soit utilisé pour les épidémies de maladie ou pour la surveillance de routine, nous possédons maintenant la capacité d'effectuer des séquencements dans le pays, quelque chose qui avait été fait traditionnellement en collaboration avec les laboratoires étrangers », déclare M. Ihekweazu au *Scientist*.

Le Nigeria a aussi effectué agressivement le dépistage des passagers arrivant aux aéroports et conduit des visites de porte à porte à domicile pour stopper l'avance du Covid-19. L'OMS a fourni une coopération et une aide technique au personnel dans les terminaux d'arrivée de l'aéroport international Murtala Muhammed à Lagos.

À la mi-mars, la surveillance des passagers était effectuée avec des formulaires d'auto-déclaration et des vérifications de température. Une infirmière observait aussi les passagers pour déceler tout signe visible de maladie. Les gens présentant de tels symptômes ou sujets à de tels rapports de maladie ou d'exposition devaient subir des tests de dépistage additionnels.

Le 10 avril, le Nigeria envoya des professionnels de la santé dans les résidences et les installations de soins de santé de Lagos, ville de 21 millions d'habitants, pour conduire des enquêtes électroniques sur les symptômes du Covid-19. « Ceci s'inscrit dans le cadre de l'intensification de notre recherche des cas positifs potentiels de Covid-19 dans diverses communautés du pays », déclare Akin Abayomi, commissaire pour la santé publique de l'état de Lagos, à Radio France Internationale.

Au milieu de ces efforts de surveillance de la maladie, le Nigeria et d'autres pays ont aussi employé l'une des plus importantes armes contre l'épidémie d'Ebola : la recherche des contacts. Cette technique est essentielle pour lutter contre toute épidémie

majeure de maladie contagieuse. La personne malade initiale est isolée et traitée, et tous ceux qui auraient pu s'approcher d'elle sont recherchés et soumis à des tests de dépistage. Les contacts sans symptômes sont surveillés jusqu'à la fin de la période d'incubation. S'ils présentent des symptômes, ils sont isolés et traités, et leurs propres contacts sont recherchés, ainsi de suite.

Il est important de garder les patients atteints du Covid-19 isolés des autres personnes recevant un traitement médical, si cela est possible. Le Nigeria a établi rapidement des cliniques d'isolement séparées pour ne pas accabler son système de santé alors que le nombre de cas positifs augmentait, selon un article du Centre africain pour les études stratégiques (ACSS). Ce même modèle est en place dans 20 pays environ.

Ces pays démontrent qu'ils ont tiré des leçons de l'épidémie d'Ebola et des autres maladies, selon l'article de l'ACSS. Les pays qui avaient établi des centres d'isolement pendant l'épidémie de 2014 et l'épidémie d'Ebola de la RDC les ouvrent à nouveau pour séparer les patients du Covid-19 des autres centres de soins de santé. Les expériences précédentes ont aussi renforcé le besoin de se concentrer sur les mesures préventives plutôt que les traitements thérapeutiques.

L'AFRIQUE DU SUD EST LE LEADER DES TESTS DE DÉPISTAGE

En Afrique du Sud, toutes les années de traitement et de suivi de la tuberculose et du VIH ont fourni aux responsables de la santé publique les connaissances et l'infrastructure nécessaires pour effectuer un dépistage à grande échelle.

« Nous possédons une infrastructure de dépistage, des antécédents de dépistage et une expérience qui est sans précédent dans le monde. C'est une opportunité que nous ne pouvons pas nous permettre de gaspiller. »

~ FRANÇOIS VENTER, *Institut Wits de la santé sexuelle et du VIH à l'université du Witwatersrand*

Les experts pensent qu'un dépistage exhaustif est une façon de suivre la propagation du virus tout en s'assurant que les personnes infectées soient isolées et traitées et que leurs contacts soient vérifiés. L'Afrique du Sud a répondu à ce besoin en déployant des unités de dépistage mobiles et des centres de dépistage dans ses centres urbains les plus peuplés, où vit jusqu'à 25 % de la population de 57 millions du pays, selon un reportage de l'Associated Press (AP).

La forte densité de population, condition courante dans beaucoup de centres urbains d'Afrique, présente un défi. La distanciation sociale, tactique cruciale dans la lutte contre le Covid-19, est pratiquement impossible dans ces zones. Les familles nombreuses partagent souvent une seule pièce et les maisons sont rapprochées. Le lavage des mains est aussi un problème, lorsque des centaines de personnes sont parfois forcées de partager un seul robinet. Toutes ces conditions rendent le dépistage crucial.



Une Somalienne vend des fruits à un client à l'intérieur d'un cercle pour aider à gérer la distanciation sociale dans un marché de Mogadiscio. REUTERS

« Ce sont des zones où il existe de fortes concentrations de personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose, qui courent le risque de présenter des symptômes graves », déclare à l'AP Denis Chopera, directeur exécutif du réseau d'Afrique subsaharienne pour l'excellence de la recherche TB/VIH. « Ce sont les zones qui peuvent rapidement devenir des points sensibles. »

Il était anticipé que l'Afrique du Sud conduirait 30.000 tests de dépistage du Covid-19 quotidiens à la fin avril 2020. Ce chiffre serait l'un des meilleurs d'Afrique.

« Nous possédons une infrastructure de dépistage, des antécédents de dépistage et une expérience qui est sans précédent dans le monde », déclare à l'AP François Venter de l'Institut Wits de la santé sexuelle et du VIH à l'université du Witwatersrand. « C'est une opportunité que nous ne pouvons pas nous permettre de gaspiller. »

L'Afrique du Sud utilise depuis longtemps un test de dépistage de la tuberculose qui fournit des résultats en deux heures seulement. Ce système, qui extrait du matériel génétique pour obtenir ses résultats, a conduit au développement d'un test pour le Covid-19, selon le reportage de l'AP. Il était anticipé que le pays l'utiliserait au printemps. Il est beaucoup

plus rapide que les tests de prélèvement conventionnels par chiffonnette.

« Ceci raccourcira considérablement notre temps de test, et les machines plus petites peuvent être placées à bord de véhicules mobiles, ce qui est idéal pour le dépistage communautaire », déclare à l'AP le Dr Kamy Chetty, PDG du Service national des laboratoires de santé.

LE NOUVEAU DÉFI DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

L'Ebola a laissé une impression durable en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone. Aucun des trois pays n'était préparé pour le virus mortel et leur capacité de réponse s'appuyait fortement sur l'aide fournie par les autres nations d'Afrique et d'ailleurs. Toutefois, lorsque les informations concernant le Covid-19 ont été connues, les fortes connexions de la région avec la Chine l'ont incitée à réagir rapidement et avec beaucoup de prévoyance et d'expérience.



Un professionnel de la Croix-Rouge du Kenya livre du désinfectant pour les mains dans l'un des quartiers pauvres de Nairobi pour enrayer la propagation du Covid-19. La distanciation sociale est difficile dans de telles zones et l'eau propre de lavage peut être difficile à obtenir. AFP/GETTY IMAGES

Le Dr Mosoka Fallah, vétéran de la pandémie de 2014 et chef de l'Institut national de la santé publique du Liberia, qui avait été créé dans le sillage de l'Ebola, a dirigé la stratégie du pays pour se préparer au Covid-19. Il constata presque immédiatement son danger potentiel, en apprenant que plus de 300 ressortissants chinois avaient voyagé de la Chine au Liberia, ainsi que 80 Libériens. Il commença à correspondre avec ses homologues en Sierra Leone et en Guinée sur un groupe de WhatsApp, selon un reportage du magazine *Time*. Ils parlèrent des tests de dépistage dans les aéroports, des interdictions potentielles de vol et des quarantaines. C'était en janvier 2020, lorsqu'un grand nombre de pays ne réalisaient toujours pas la menace potentielle de ce nouveau virus.

Vers la fin janvier, le Dr Fallah travaillait avec le Dr Jerry Brown, qui dirige l'un des plus grands centres de traitement de l'Ebola au Liberia. Ils ont travaillé pour préparer une formation permettant d'aider le personnel des hôpitaux à identifier les symptômes du Covid-19, selon un reportage de *Time*. L'OMS les a aidés à acheter des trousse de dépistage et ils ont formé un de leurs employés pour effectuer le dépistage du virus. Ceci a permis au Liberia d'effectuer tous les tests de dépistage du Covid-19 dans le pays, quelque chose qui n'avait pas été possible pendant la crise de l'Ebola. Le Dr Fallah a aussi remis en service les postes de lavage des mains qui avaient été déployés partout pendant l'épidémie d'Ebola.

Le Liberia confirma son premier cas positif le 16 mars 2020. Une semaine plus tard, les responsables déclarèrent un état d'urgence lié à la santé publique et demandèrent l'assistance du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA). Les responsables recrutèrent en toute urgence des employés qu'ils affecteraient à la recherche des contacts, ils leur donnèrent une formation et ils furent déployés.

« Ce n'est pas facile de travailler comme enquêteur de recherche des contacts, surtout lorsqu'il existe toujours un niveau élevé de refus et de stigmatisation dans la communauté », déclare l'enquêteur Octavius Koon.

Étant donné la capacité faible du secteur des soins de santé à l'époque de l'épidémie de l'Ebola, les pays affectés ont appris qu'il était nécessaire de disposer de robustes communications pour éviter la propagation de la désinformation. Les rumeurs pouvaient rapidement déraiper et tourner les populations contre ceux qui combattaient la maladie.

Pour lutter contre le manque de confiance pendant l'épidémie de Covid-19, l'UNFPA recrute les enquêteurs dans les zones les plus affectées et les déploie dans leur communauté.

Le pays a appris une dure leçon lors de l'épidémie d'Ebola sur l'importance de gagner la confiance des habitants. « La baisse précipitée d'infections a été obtenue grâce aux changements de comportement du grand public », déclare à l'ACSS Gyude Moore, ancien conseiller d'Ellen Johnson Sirleaf, la présidente de l'époque. « Et cela s'est produit seulement après avoir fait de l'engagement et de la confiance communautaires une partie centrale de la réponse. »

LE RÔLE DES FORCES DE SÉCURITÉ

Pour gagner et maintenir la confiance des civils, il faut s'assurer que les responsables gouvernementaux, en particulier les forces de sécurité, se comportent de façon à respecter les droits des gens et suivre les règles de l'état de droit. Les pays d'Afrique de l'Ouest ont appris pendant la crise de l'Ebola qu'il fallait faire très attention lors du déploiement des forces de police et des soldats pour soutenir la réponse à la pandémie. Auparavant, les responsables

gouvernementaux avaient déployé les forces de sécurité pour le bénéfice de leur propre régime, sans se préoccuper des droits civiques. Ces antécédents peuvent susciter une résistance de la part des civils qui constatent qu'une quarantaine est mise en application par des soldats armés.

Il peut être difficile de parvenir à un équilibre délicat entre la sécurité et l'obéissance civile pour des forces en général entraînées seulement pour les champs de bataille. John Siko, directeur du cabinet-conseil Burnham Global basé à Dubaï, déclare à Voice of America (VOA) que la plupart des forces armées africaines ne sont pas formées pour maintenir « l'ordre public ».

Certaines forces du continent, par exemple celles qui ont une vaste expérience dans le maintien de la paix, construisent des villages fictifs et utilisent des acteurs rémunérés pour tester la réponse des soldats avant leur déploiement. « Il existe un grand désir et une grande nécessité de formation dans le maintien de l'ordre, pour s'assurer que les soldats puissent répondre de façon conforme aux droits humains lorsque cela se produit », déclare M. Siko à VOA.

En Afrique du Sud, pays ayant enregistré le plus de cas positifs de Covid-19 sur le continent, le confinement a été généralement un succès, mais certains soldats et policiers ont été accusés d'utiliser une force excessive. En mars dernier, 2.820 soldats ont été déployés pour le confinement. Dans la troisième semaine d'avril, le président Cyril Ramaphosa a annoncé qu'il déploierait 73.180 soldats de plus pour assurer le maintien de l'ordre jusqu'au 26 juin, selon The Defense Post.

« Avec le soutien nécessaire, nous pourrons bâtir à partir de ce que nous avons. Nous pourrons renforcer l'infrastructure et les systèmes de soins de santé sur le continent. ... Nous pourrons renverser la situation contre cette pandémie, un pays après l'autre. »

~ CYRIL RAMAPHOSA, président d'Afrique du Sud

Début mai, des soldats brandissant des armes à feu patrouillaient dans les rues et les magasins d'Afrique du Sud, en stoppant les habitants qui étaient sortis sans masque facial.

Avec ce genre de présence militaire, il est essentiel que les soldats fassent preuve de retenue et respectent les droits humains. S'ils ne le font pas,

cela peut en fait réduire la probabilité que les gens malades cherchent de l'aide, écrit le Dr Shannon Smith, professeur de pratique médicale et directrice de l'engagement à l'ACSS. Les forces de sécurité devraient être déployées avec prudence, idéalement sous la direction des professionnels de la santé.



Un professionnel de la santé contrôle la température d'un voyageur à l'aéroport international de Kotoka à Accra (Ghana) en janvier 2020.

REUTERS

Il est plus probable que c'est la pression sociale qui encouragera les civils à suivre les exigences de distanciation sociale et autres exigences de la pandémie, écrit le Dr Mark Duerksen, associé de recherche à l'ACSS.

« Il serait préférable d'employer les forces militaires et les policiers pour sécuriser les lieux tels que les centres de dépistage, les hôpitaux et les professionnels des soins de santé si nécessaire », écrit le Dr Duerksen dans un article de l'ACSS du 9 avril 2020. « En outre, la police peut être déployée pour protéger les femmes et les enfants qui font face à une augmentation de violence domestique alors qu'ils sont confinés chez eux. »

Le président Ramaphosa d'Afrique du Sud a demandé aux troupes sud-africaines affectées à la pandémie d'être une « force de compassion ». Dans un article qu'il écrit pour *Time* en avril 2020, M. Ramaphosa déclare que l'Afrique est unie, mise à l'épreuve par la pression des épidémies de maladie, et peuplée de scientifiques et de chercheurs de classe mondiale.

« Avec le soutien nécessaire, nous pourrons bâtir à partir de ce que nous avons », écrit M. Ramaphosa. Nous pourrons renforcer l'infrastructure et les systèmes de soins de santé sur le continent. Nous pourrons protéger nos populations contre les répercussions économiques inévitables et nous pourrons renverser la situation contre cette pandémie, un pays après l'autre. » □

LES LEÇONS D'UNE PANDÉMIE

ALORS QUE LE COVID-19 RAVAGE LA PLANÈTE, LE LIBERIA
PEUT OFFRIR DES SUGGESTIONS DU FAIT DE SON
EXPÉRIENCE DANS LA LUTTE CONTRE L'EBOLA

MAJOR-GÉNÉRAL PRINCE C. JOHNSON III





Des soldats libériens construisent une unité de traitement de l'Ebola le 5 octobre 2014 à Tubmanburg (Liberia). AFP/GETTY IMAGES

ENCART : Major-général Prince C. Johnson III
FORCES ARMÉES DU LIBERIA

Au moment où le monde fait face à l'ennemi invisible du coronavirus, à l'origine du Covid-19, il pourrait être utile de réexaminer l'expérience du Liberia pendant l'épidémie d'Ebola de 2014 à 2016. Bien que nous ayons commis des erreurs et subi des revers, nous avons aussi appris beaucoup sur le rôle approprié des forces armées dans la lutte contre une épidémie. En fin de compte, je pense que les efforts entrepris par les Forces armées du Liberia (AFL) et leurs partenaires internationaux ont aidé à ralentir la propagation du virus et ont sauvé des vies. Je suis confiant que les leçons que nous avons apprises nous mettront dans une meilleure position pour affronter les épidémies futures. Dans ce sens, je voudrais partager quelques-unes de ces leçons avec nos alliés sur le continent et dans le monde.

L'Ebola est apparu dans une zone de denses forêts de Guinée vers la fin 2013. Au mois d'août suivant, il s'était propagé dans au moins trois pays voisins et le nombre de décès s'élevait à plus de 900, dont 232 au Liberia. La crise a dépassé les capacités de la police du Liberia et des autres forces de sécurité régionales. Le 7 août 2014, Ellen Johnson Sirleaf, présidente à l'époque, a déclaré un état d'urgence de 90 jours. En vertu de la section 2.3 de la Loi sur la défense nationale du Liberia, cela signifie que les AFL ont été chargées de fournir « le commandement, le contrôle, la logistique, les services médicaux, les transports et le soutien humanitaire à l'autorité civile » pour combattre la catastrophe.

Mais des questions se posaient. Qu'est-ce que cela signifiait exactement, et étions-nous préparés ? Pour servir de contexte, les AFL avaient été reconstruites à partir de zéro à la suite d'une guerre civile de 15 ans. Sous la supervision des États-Unis et de deux compagnies de sécurité, environ 2.000 soldats des AFL ont été recrutés, approuvés, formés et équipés. La Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest a fourni un mentorat et les nouvelles AFL sont nées en 2006. En 2014, nous cherchions toujours à nous stabiliser. Nous avons partagé les responsabilités de sécurité avec les Nations unies et les seules missions des AFL consistaient à être déployées vers la frontière ivoirienne en 2012 et contribuer des troupes à la mission de l'ONU au Mali à partir de 2013.

En outre, la totalité du corps médical était constituée d'une seule unité de la taille d'un peloton. La lutte contre l'Ebola fut quelque chose que nous n'avions jamais vu auparavant. Nous avons été chargés d'assurer la sécurité des professionnels et des institutions de santé du pays pour qu'ils puissent travailler pour sauver les vies. Il nous a aussi été demandé de limiter les mouvements des personnes dans cinq comtés du Nord-Ouest du Liberia (Lofa, Gbarpolu, Montserrado, Bomi et Grand Cape Mount), qui avaient une population combinée d'environ 2 millions.

OPÉRATION WHITE SHIELD

La mission qui a été créée s'appelait Opération White Shield. Ses tâches étaient les suivantes :

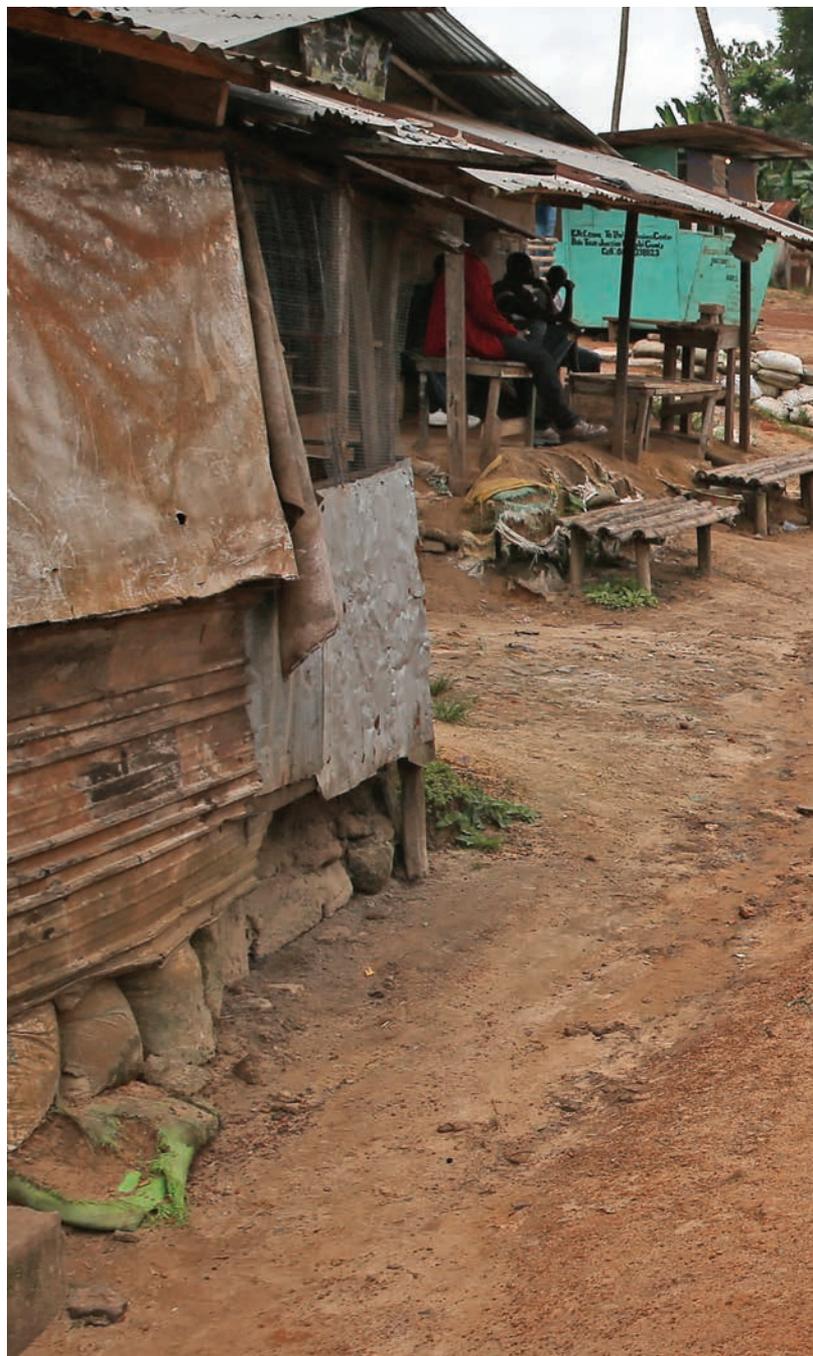
- Mettre en application la quarantaine et le couvre-feu.
- Affecter du personnel aux postes de contrôle près de

la frontière et sur les routes principales et prendre la température des civils.

- Fournir une escorte de sécurité aux équipes d'enterrement dans les zones hostiles.
- Transporter des éléments logistiques clés dans des lieux dont le terrain était difficile d'accès.

Parmi toutes ces tâches, peut-être la plus difficile était la fourniture d'une escorte de sécurité pour les équipes d'enterrement. Cela posait un défi parce que certaines personnes ne voulaient pas accepter le fait que, pour empêcher la maladie de se propager, leurs proches devaient être enterrés dans des zones éloignées de leur foyer.

Ce problème de culture est passé au premier plan. Les organismes humanitaires et les organisations non gouvernementales internationales ne pouvaient pas convaincre les membres des communautés que c'était préférable pour contrôler la propagation. Au Liberia, nous connaissions



mal la pratique d'incinérer les corps et nous autres, les soldats des AFL, devons l'expliquer aux gens et leur dire qu'ils devaient changer leurs pratiques culturelles pour contrôler le virus. Les gens étaient frustrés par le fait que les êtres aimés qui étaient morts leur étaient enlevés par la force. Dans certaines religions, les gens effectuent la toilette rituelle des morts, mais cette opportunité leur avait été refusée. Nous nous sommes heurtés à beaucoup de résistance.

Nous avons appris que, pour essayer de contrôler une épidémie, la culture était aussi importante que les tactiques puisque les maladies se propagent à cause du comportement humain.

OPÉRATION UNITED ASSISTANCE/UNITED SHIELD

En septembre 2014, notre présidente a demandé l'assistance de la communauté internationale. Les premières

forces armées à rejoindre les AFL étaient l'Armée de terre des États-Unis, et plus précisément la 101^{ème} division aéroportée. Elle a été déployée dans le cadre de l'Opération United Assistance. Et nous avons eu deux opérations militaires actives dans un seul pays. Nous avons rapidement constaté l'importance du bon leadership.

Lorsque la 101^{ème} est venue, l'équipe avancée était dirigée par le major-général Darryl Williams de l'Armée de terre des États-Unis. Il est venu avec des avions et des équipements pour construire les unités de traitement de l'Ebola (ETU) dont nous avons tellement besoin. Mais lorsqu'il est arrivé dans le pays, sa première démarche fut une visite au bureau du commandant des AFL pour lui demander : « Qu'est-ce que vous avez et de quoi avez-vous besoin ? » Il n'a pas dit : « Nous utiliserons nos outils » ou « Nous établirons le plan ». Il a voulu connaître nos idées. C'est ça, le modèle du leadership. Le pays



Un soldat libérien affecté à la force opérationnelle de l'Ebola met en application une quarantaine en août 2014 dans la commune de Dolo.

AFP/GETTY IMAGES

hôte doit jouer un rôle important pour affronter une crise humanitaire et pour déterminer comment arrêter la propagation d'une maladie meurtrière. Le général Williams a reconnu cela dès le début.

Nous avons combiné nos ressources et nous avons créé notre propre modèle. Et cela s'est reflété dans le nouveau nom de l'effort conjoint. Nous avons utilisé le mot « United » (unis) de la mission des États-Unis et le mot « Shield » (bouclier) de la mission du Liberia pour former l'« Opération United Shield ».

Le général Williams avait le mandat particulier de construire 17 ETU, parce qu'à l'époque il existait une seule ETU dans tout le pays, celle du Comté de Montserrado. Les 14 autres comtés du Liberia n'avaient pas d'ETU et les gens qui ne pouvaient pas voyager étaient victimes de la maladie et mouraient sans recevoir de traitement spécialisé.

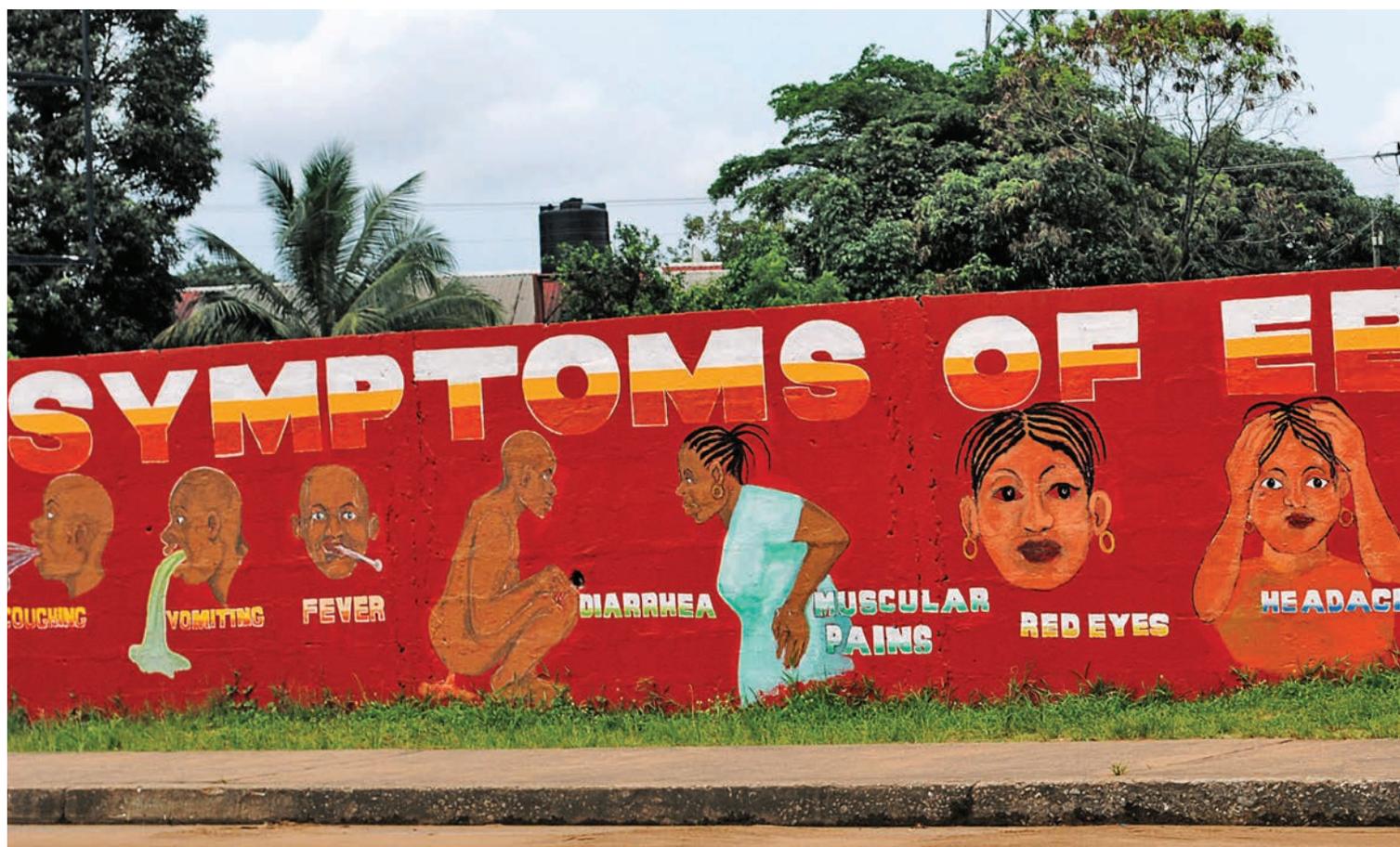
Lorsque nous avons discuté de cela avec le général

Williams, nous avons décidé de réduire le nombre et de construire 10 ETU, et aussi de réduire la capacité de chacune, des 100 lits prévus à 50 lits. C'était le meilleur plan pour assurer que les Libériens puissent soutenir et gérer les ETU une fois construites. Nous avons réussi à construire rapidement trois ETU, ce qui a commencé à réduire le nombre de victimes qui n'avaient pas d'endroit où aller. En octobre 2014, nous avions un nombre de lits disponibles supérieur au nombre de nouveaux cas positifs.

Nous avons aussi collaboré avec les États-Unis pour offrir une formation de simulation à nos professionnels médicaux et à certains fantassins pour qu'ils sachent la meilleure approche à suivre en présence d'une victime. La formation a abordé les sujets de l'identification des symptômes d'Ebola et de l'utilisation correcte de l'équipement de protection individuelle (EPI). Les États-Unis ont formé un partenariat avec les Libériens pour développer

« En tant que commandants, nous avons toujours besoin de surveiller et de nous préparer parce que nous ne savons pas où la pandémie va frapper. Notre capacité de gérer les défis futurs dépend du leadership d'aujourd'hui. »

– Major-général Prince C. Johnson III



un programme de formation des formateurs pour que les étudiants qui avaient suivi ce cours puissent l'enseigner aux autres.

Nous avons établi une structure pour soutenir les troupes déployées en position avancée et les professionnels de la santé, pour assurer un flux continu de personnel et d'équipement vers les zones les plus affectées. Ce plan de soutien logistique s'est appuyé sur la capacité de fret aérien des hélicoptères américains et la capacité de transport terrestre du Liberia.

En quelques semaines, des centres de dépistage ont été ajoutés, ce qui a réduit le temps nécessaire pour confirmer un cas positif de deux ou trois jours à plusieurs heures. Les patients subissaient les tests dans ces centres mobiles et étaient amenés immédiatement aux ETU pour réduire le temps de contagion possible. Dès la première semaine de 2015, il y eut une réduction de 60 % des nouveaux cas confirmés, comparé aux pires périodes du mois d'août précédent.

LES LEÇONS APPRISSES

Partenariats régionaux : L'année 2014 nous a rappelé très rapidement que nous vivons dans un village global. Vous devez observer ce qui se passe chez votre voisin pour vous protéger vous-même. Nous l'avons fait, et c'est grâce à ça que nous sommes ici aujourd'hui. Les partenariats peuvent beaucoup atténuer les défis dans notre région. Les relations bilatérales entre les leaders

politiques, militaires et civils des pays voisins facilitent le partage de l'information et la coordination des réponses. Les pays du Liberia, de la Guinée et de la Sierra Leone ont appris cela, et je pense que les partenariats régionaux sont plus forts que jamais aujourd'hui.

Réseaux : La question de la confiance dans un pays est un thème difficile, mais vous ne pouvez pas attendre de développer la confiance pendant un conflit ou une crise. Vous devez commencer à développer la confiance parmi vous à l'avance. Les leaders civils des secteurs publics et privés concernés par la réponse aux urgences, les médicaments, l'assistance humanitaire, les tests de dépistage et la production d'EPI doivent avoir des relations basées sur la confiance avant qu'une épidémie ne se manifeste.

Éducation : L'éducation publique s'est avérée vitale pour la situation de sécurité au Liberia. À mesure que le public en savait davantage sur la façon dont le virus se propageait et la raison pour laquelle certaines choses telles que les quarantaines étaient nécessaires, il devint plus facile de les protéger.

Formation : À cause de la crise, les AFL ont été chargées de maintenir l'ordre dans certains lieux, mission qui relève en général de la police. Il est important que les soldats soient formés et préparés pour gérer les questions telles que le contrôle de la foule, pour lequel la patience, la retenue et le non-recours à la force sont des composants clés.

Responsabilité locale : Lorsque les États-Unis sont venus, le général Williams avait un message clair : « Je ne vais pas diriger. Vous êtes responsable pour cela. » C'était important de l'entendre pour nous. Lorsque les Libériens assument la responsabilité d'un problème et le leadership pour arrêter la propagation, le succès est réalisable.

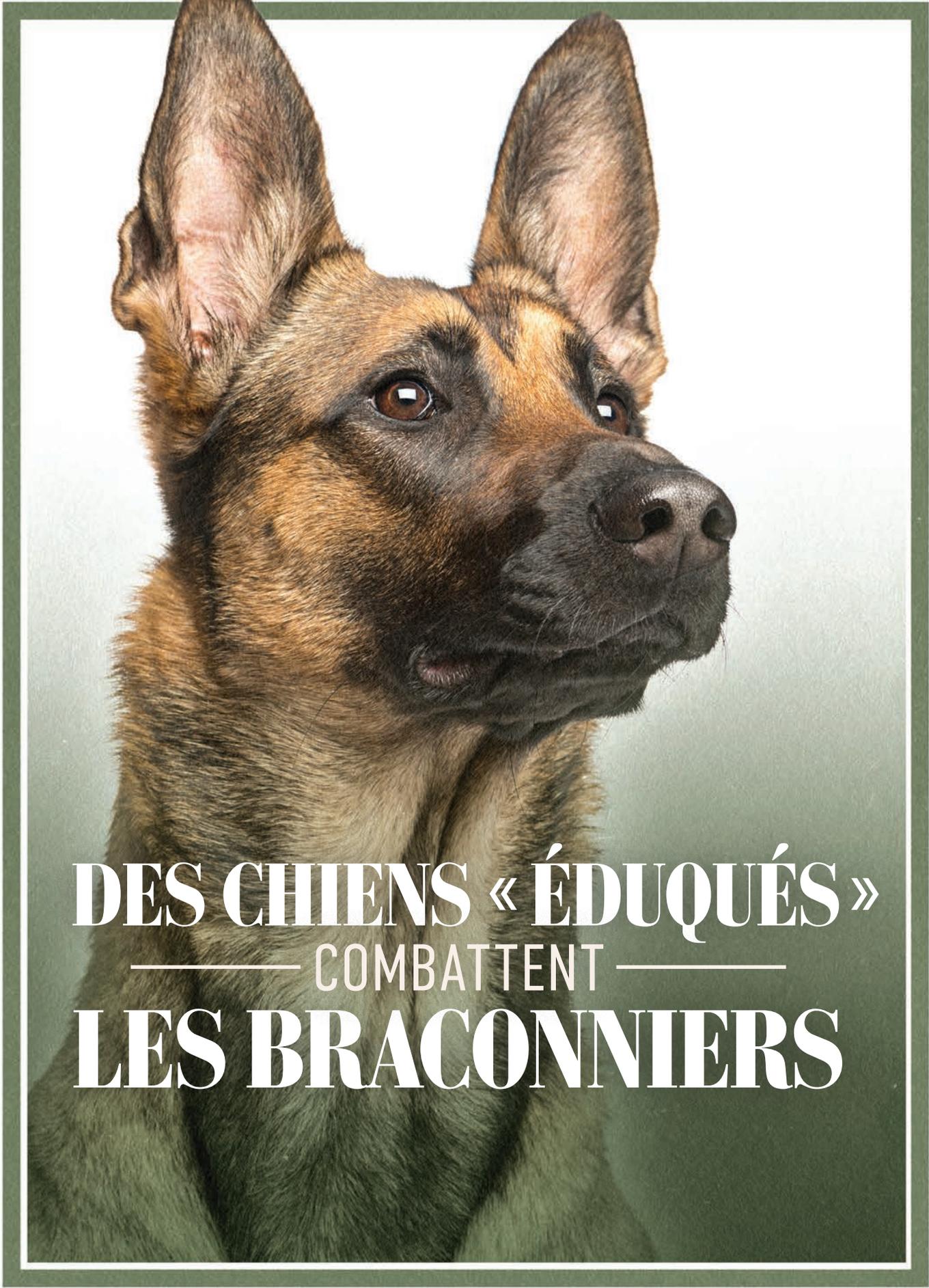
LES DÉFIS FUTURS

Ce virus a affecté plus de 28.000 personnes dans notre région. Parmi celles-ci, plus de 11.000 sont décédées. Au Liberia, nous avons enregistré près de 5.000 décès. Ayant traversé cette crise, je sais ce qui est nécessaire pour y répondre. Dans mon commandement, j'ai dû prendre des décisions difficiles. J'ai dû par exemple dire à un jeune officier qu'il n'était pas autorisé à visiter sa mère qui était sur le point de mourir de la maladie. Je lui ai ordonné de rester en quarantaine. Ces décisions sont déchirantes mais la discipline est essentielle pour enrayer la propagation du virus. Tout relâchement de la quarantaine peut conduire à une nouvelle vague de cas positifs. Pour l'avenir, je n'ai pas peur mais je suis préoccupé par le Covid-19 et par la menace des pandémies futures. J'ai déjà commencé à planifier. En tant que commandants, nous avons toujours besoin de surveiller et de nous préparer parce que nous ne savons pas où la pandémie va frapper. Notre capacité de gérer les défis futurs dépend du leadership d'aujourd'hui. □

Le major-général Johnson est depuis 11 ans un membre des Forces armées du Liberia. Depuis 2018, il est le chef d'état-major. Il a fait ses études dans plusieurs écoles militaires, notamment le United States Army Command and General Staff College à Fort Leavenworth (Kansas). Il a reçu une maîtrise en études de paix au Kofi Annan Institute for Conflict Transformation, Université du Liberia.



Un homme marche devant une peinture murale enseignant au public les symptômes de l'Ebola à Monrovia (Liberia).
REUTERS



DES CHIENS « ÉDUQUÉS »
— COMBATTENT —
LES BRACONNIERS

Des chiens qui ont suivi un dressage poussé suivent la piste de la contrebande, en protégeant la faune sauvage et en sauvant des vies

PERSONNEL D'ADF

Alors que les braconniers passent à la haute technologie avec les hélicoptères, les sédatifs pour animaux et les fusils à gros calibre, les hommes et les femmes qui protègent la faune sauvage menacée adoptent les méthodes surannées, avec les chiens.

Les responsables de la conservation au Zimbabwe et en Afrique du Sud déclarent que les braconniers survolent maintenant les parcs d'animaux sauvages en hélicoptère pour identifier les rhinocéros et, en cours de vol, ils tirent sur les animaux avec des sédatifs.

Une fois que les animaux ciblés sont affaiblis, les voleurs atterrissent et découpent brutalement les cornes avec des tronçonneuses. Ils ne pratiquent pas le meurtre par compassion : ils laissent saigner les animaux jusqu'à ce qu'ils meurent. Mettre fin à leur souffrance attirerait les vautours et alerterait donc les autorités.

L'étendue du problème est dévastatrice. Par exemple, le parc national Kruger d'Afrique du Sud dépense 13,5 millions de dollars par an dans des efforts anti-braconnage. Il possède la force anti-braconnage la mieux formée et la plus engagée d'Afrique. Le service d'actualités de conservation MongaBay signale que le parc est divisé en 22 sections, chacune avec son propre garde forestier de section et une équipe de gardes forestiers de terrain. Les gardes forestiers ont un soutien par hélicoptère et ils sont aidés par la Force nationale de défense d'Afrique du Sud. Mais malgré tout l'argent qui est dépensé, malgré tous ces efforts, des centaines de rhinocéros sont toujours braconnés chaque année dans le parc Kruger. Bien que le nombre ait baissé au cours

Suite à la page 23

Un chien est capable de sécuriser la même superficie que 7 gardes forestiers, selon Animals Saving Animals. AFP/GETTY IMAGES



« CE SONT DES CHIENS RÉSISTANTS »



Depuis le début du programme Canines for Conversation en 2011, financé par l'African Wildlife Foundation, il y a eu près de 400 saisies de produits illégaux de faune sauvage. Will Powell, le directeur de Canines for Conservation qui vit en Tanzanie, a parlé à ADF des chiens de son organisation.

ADF : Quels types de chiens utilisez-vous pour détecter les braconniers et les articles de contrebande ?

M. Powell : Nous avons 50 chiens de détection. Ils sont de trois types différents. Certains chiens de détection sont utilisés aux postes de contrôle des aéroports et aux frontières. Les chiens pisteurs sont utilisés dans la brousse. Il y a aussi les chiens d'attaque, que nous n'utilisons pas.

Notre approche de pistage des braconniers ne consiste pas à enflammer les chiens, pour qu'ils attrapent et mordent les bandits. Ces chiens sont très souvent affectés par la chaleur excessive. Nous enseignons aux dresseurs d'être beaucoup plus détendus. Leurs chiens peuvent suivre une piste toute la journée. Pendant le pistage, ils font reposer un peu les chiens et leur donnent de l'eau. Si vous voyez un peu d'ombre mais ce n'est pas encore l'heure du repos, faites-les reposer quand même.

Si vous avez un braconnier de rhinocéros au Nord du Kenya ou en Afrique du Sud, c'est une course, une course effrénée du point de vue du braconnier pour qu'il sorte de là. Parfois, c'est un peu trop tard pour attraper le braconnier mais il reçoit le message tout de même : le risque d'être attrapé est beaucoup plus élevé à cause des chiens. Dans le (parc national du) Serengeti, cela fait huit ans que nous avons des chiens. Au cours des six dernières années, aucun éléphant n'a été tué. Si vous braconnez quoi que ce soit, vous serez suivi chez vous et capturé.

ADF : Quelles races de chien utilisez-vous ?

M. Powell : Nous utilisons plusieurs types de chien : des malinois et certains bergers allemands, des braques allemands à poil court, des chiens de chasse hanovriens.

Nous avons un chien qui a suivi la piste d'un braconnier qui était passé par là six jours et demi auparavant. Lorsqu'une piste est si vieille, c'est presque impossible. Quand l'équipe rencontra le braconnier, il pensa que c'était de la sorcellerie. Il avait tué un éléphant et caché les défenses dans la cour d'un voisin, sous du fumier. Le chien fut tout de même capable de sentir et de récupérer l'ivoire. C'était un berger allemand, un chien qui possède un processus de pensée. Avec un berger allemand, vous avez une conversation.

ADF : Un reportage d'actualités a dit que, même si ces chiens ne sont pas dressés pour flairer les tortues braconnées, un chien en avait trouvé une.

M. Powell : Lorsqu'ils sentent une odeur biologique forte, ils changent de comportement. Un chien avait senti quelque chose, alors son maître a inspecté le sac [qu'un voyageur transportait]. Ils flairent des choses pour lesquelles ils n'ont pas été dressés : des tortues, du corail, du bois.

Dans le parc national du Serengeti, nous avons un problème avec le commerce de la viande de brousse. Les gnous et les zèbres y sont tués chaque jour.

ADF : Où obtenez-vous les chiens ?

M. Powell : Nous sélectionnons nos chiens en Europe. Les chiens proviennent de Hollande, de Tchéquie, de France, de Belgique, de Hongrie, de Pologne. Lorsque nous les sélectionnons, je dis en plaisantant qu'ils ont déjà un diplôme de licence avant de les dresser.

Une partie importante du processus consiste à sélectionner correctement les chiens appropriés. Nous commençons avec un KONG, jouet de chien standard. C'est un excellent outil pour enseigner aux chiens à suivre à la piste. Ils adorent le KONG. Je cache le jouet dans des lieux différents. Nous conduisons des tests environnementaux pour déterminer comment ils agissent dans des endroits différents.

Après les avoir sélectionnés, nous les dressons pendant deux ou trois mois avant de leur donner un maître. Ensuite, ils suivent 8 à 10 semaines de dressage. Nos chiens sont sociaux mais indépendants. Ils vivent dans des chenils.

Un chien particulier pourrait ne pas être dressé par un maître particulier. Nous avons ici des chiens qui peuvent accompagner n'importe quel maître-chien. Nous sélectionnons des chiens qui acceptent tous les maîtres. Et nous enseignons aux maîtres d'aimer les chiens.

Nous enseignons aux maîtres l'amour, l'attention et l'affection. Nous essayons d'avoir des chiens qui ne nécessitent pas trop d'entretien, mais aussi des chiens qui ne sont pas trop agressifs.

Les chiens de pistage au Serengeti sont placés dans des chenils qui protègent contre les mouches tsé-tsé. Nous avons des

cibles pour les mouches, qui sont attirées par la couleur bleu foncé. Nos cibles sont imprégnées d'insecticide.

Les piqûres des mouches tsé-tsé peuvent provoquer la maladie du sommeil. Les menaces principales pour nos chiens sont les mouches tsé-tsé et la chaleur. Les chiens sont plus facilement affectés par les mouches tsé-tsé que les humains. Pour les mouches tsé-tsé, les chiens sont comme les canaris

dans une mine. Ce sont des chiens résistants ; ils passent toute leur vie sur le terrain.

Nos maîtres promènent les chiens, ils leur donnent un toilettage et ils vérifient qu'ils sont en bonne santé. Nous avons eu deux

chiens qui ont été mis à la retraite après 7 années passées sur le terrain, et ils n'avaient jamais été piqués par une mouche tsé-tsé.

Les maîtres-chiens maasaï de Tanzanie font reposer leurs chiens chaque fois qu'ils trouvent de l'ombre, même avant qu'un repos soit nécessaire. Il est préférable de recharger les batteries avant qu'elles ne soient complètement déchargées.

Un jour, un chien a suivi la piste d'un braconnier pendant huit heures le long d'un fleuve. Puis nous avons amené un deuxième chien. Ce deuxième chien suivit la piste pendant deux minutes avant de rattraper le braconnier.

Jerry, l'un de nos chiens, a 14 ans. Il a travaillé comme pisteur pendant 8 ans. Il a pris sa retraite dans une jolie maison chez une gentille famille d'Arusha. Ces chiens peuvent avoir une très bonne vie après leur mise à la retraite. Passer son temps sur une plage de sable blanc en Tanzanie n'est pas si mal.

Les maîtres-chiens courent certains risques. Nous ne voulons pas qu'ils soient identifiés. Leur visage est caché et ils voyagent dans des véhicules dont les vitres sont obscurcies. S'ils ont trop de succès, ils sont en danger.

Les gens questionnent l'efficacité des équipes qui ne font pas régulièrement de découvertes. Mais ce n'est pas le cas. Depuis que nos chiens ont été affectés à l'aéroport du Mozambique [à Maputo], une rumeur s'est propagée dans les rues : vous ne pouvez rien transporter d'illégal par l'aéroport parce que les chiens vont vous attraper. N'y allez pas ! Cela a un effet prophylactique : nous ne conduisons pas de saisie parce que les chiens ont convaincu tout le monde qu'ils vont être attrapés.

ADF : Dites-nous un peu comment ça se passe sur le terrain.

M. Powell : Lorsque vous êtes un braconnier sur le terrain, vous pouvez être pisté jusque chez vous par nos chiens. Nous ramassons la poussière des empreintes. Si nous perdons la piste, nous utilisons du bon sens et nous nous rendons à l'arrêt de bus ou au village suivant, jusqu'à 20 kilomètres de distance. Là, nous présentons à nouveau la poussière au chien. Dans le deuxième ou le troisième village, le chien retrouve la piste. Nous nous rendons chez le braconnier et lui disons : « Mon ami, vous venez avec nous ». Ils pensent que c'est de la sorcellerie.

Nous faisons des parades d'identification dans lesquelles nous faisons défiler les suspects. Les chiens les reconnaissent immédiatement. Et les braconniers commencent à vous raconter toute l'histoire.

En face : Will Powell,
directeur de Canines
for Conservation,
travaille avec un chien.
AFRICAN WILDLIFE FOUNDATION

Suite de la page 21

des dernières années, cela est dû en partie au fait qu'il y a de moins en moins de rhinocéros à braconner, leur population ayant diminué dans le parc Kruger depuis 2011.

Alors que les responsables de la faune sauvage recherchent de nouvelles façons de protéger les rhinocéros, les éléphants et autre faune contre les braconniers, ils s'appuient de plus en plus sur les chiens très bien formés, « des chiens qui ont obtenu leur diplôme de maîtrise » comme certains les appellent.

Les chiens proviennent d'autres régions du monde pour se joindre à la mission. L'Irlande a envoyé un berger hollandais de 14 mois appelé Scout à une réserve d'Afrique du Sud. *The Independent* du Royaume-Uni signale que de tels chiens, lorsqu'ils sont dressés correctement, ont un prix de plus de 30.000 dollars et peuvent être utilisés pour « aider à protéger les rhinocéros, les gardes forestiers du parc et même le personnel de la réserve ». Bien que le chien provenant d'Irlande ait été déjà bien dressé, il a suivi un nouveau cours de dressage intensif en Afrique du Sud pour le préparer à son nouvel environnement.



Un membre de l'unité K9 anti-braconnage du parc national Kruger et son chien en patrouille dans le parc.

AFP/GETTY IMAGES

Il y a aussi Drum, qui avait 10 mois en 2019 lorsqu'il était arrivé à la réserve Ol Pejeta Conservancy du Kenya. L'organisme caritatif Animals Saving Animals a dressé cet épagneul du Royaume-Uni. La Conservancy déclare que le chien s'est révélé avoir une « capacité exceptionnelle » de détection des munitions et des armes. Son travail consiste principalement à effectuer des fouilles de véhicules.

« Je l'ai sélectionné dans une portée de chiots lorsqu'il était âgé de 8 semaines », déclare le dresseur de chiens Daryll Pleasants

à la Conservancy. « Lorsqu'il était chiot, il bondissait toujours, et cela est parfait pour ce travail. Ce rôle est très actif. »

Animals Saving Animals a été fondé en 2016 et entraîne aujourd'hui des chiens qui sont utilisés partout dans le monde. M. Pleasants déclare qu'il pense que ses chiens ont aidé à réduire le braconnage jusqu'à 72 % dans certaines zones.

DES CHIENS PROVENANT DU MONDE ENTIER

Des chiens de races diverses, notamment des malinois belges, des braques de Weimar, des springers anglais, des bergers allemands et des braques allemands à poil court, ont été envoyés en Afrique pour traquer les braconniers, détecter la contrebande aux aéroports et aider pendant les haltes de véhicule.

Sous de bonnes conditions, un chien peut détecter la présence d'un braconnier à une distance jusqu'à 1 kilomètre. Ceci rend les responsables anti-braconnage bien mieux équipés pour le pistage de nuit et leur donne un plus grand rayon d'action.

L'African Wildlife Foundation (fondation pour la faune sauvage africaine) a créé en 2014 son programme pour chiens, Canines for Conservation. Depuis lors,

les chiens ont participé à 400 saisies d'articles illégaux de faune sauvage tels que les défenses d'éléphant, les cornes de rhinocéros et les écailles de pangolin. La plupart des produits partaient pour la Chine et d'autres régions d'Asie du Sud-Est, pour être utilisés comme ingrédients dans les produits de la fausse médecine traditionnelle chinoise.

Les responsables de la faune sauvage qui n'avaient jamais travaillé avec des chiens, sauf peut-être des chiens de garde, ont fini par respecter les animaux.

« Le service cynotechnique est devenu un emploi recherché parmi les employés des agences de faune sauvage en Tanzanie, au Kenya, en Ouganda, au Mozambique, au Botswana et, tout récemment, au Cameroun », précise Albert Schenk de la Wildlife Conservation Society (Société pour la conservation de la vie sauvage) sur Twitter. En général, les maîtres-chiens apprennent à travailler avec les chiens pendant 8 à 10 semaines.

Will Powell, directeur de Canines for Conservation, a déclaré à la BBC que le programme est un partenariat public-privé avec les gouvernements et les aide à développer des unités canines au sein de leurs agences de protection de la faune sauvage.

« Ceci inclut la stratégie, les procédures opérationnelles standard et le protocole vétérinaire, dit-il. Avec leur

Un limier suit une odeur à la piste pendant son dressage au Sud du Kenya. AFP/GETTY IMAGES



aide, nous sélectionnons les gardes forestiers et nous les formons comme maîtres pour les chiens de détection ».

M. Powell choisit ses chiens en Europe, dans les pays qui ont déjà une culture de chiens de travail. Sa carrière de spécialiste cynotechnique a commencé lorsqu'il leur avait enseigné à détecter les mines terrestres.

La première classe de Canines for Conservation a complété sa formation en juillet 2015, en compagnie des maîtres-chiens du Kenya Wildlife Service et de la Tanzania Wildlife Division. Les chiens ont été déployés dans les aéroports et les ports maritimes principaux des deux pays. Entre janvier et août 2016, les équipes canines basées à l'aéroport international Jomo-Kenyatta du Kenya ont découvert plus de 26 cachettes d'ivoire, de cornes de rhinocéros et d'écaillés de pangolin.

DES CHIENS ENGAGÉS DANS DES POURSUITES AGRESSIVES

Les chiens de M. Powell pratiquent le repérage ; ils n'attaquent pas. Mais les dresseurs de chiens des autres organisations suivent parfois une approche différente. Au Zimbabwe, les chiens dressés par M. Pleasants sont munis d'une armure pour leur autodéfense.

En 2018, deux chiens équipés d'une armure qui s'appelaient Polaris et Rogue ont suivi la piste des braconniers et parcouru une zone suffisamment grande en condition de faible luminosité pour trouver ces hommes en une heure.

« Les braconniers ont paniqué, ils ont abandonné leur équipement y compris des munitions de gros calibre, et ils se sont rendus », selon le reportage de *l'Independent* du Royaume-Uni. « Avant la tombée de la nuit, l'équipe de braconnage a intercepté et arrêté une bande, et elle a récupéré des armes dangereuses. »

« La nuit lorsque les yeux ne servent pas, l'odorat du chien nous aide vraiment », déclare un dresseur de chiens à Insider, site Web consacré aux actualités. « L'idée consiste à amener l'équipe suffisamment près du braconnier pour être capable de procéder à son arrestation. »

DES MALINOIS POLYVALENTS

La race des malinois belges, qui est similaire à celle des bergers allemands, s'est révélée utile pour suivre à la piste les braconniers, à cause de leur intelligence, leur force, leur agilité et, dans certains cas, la puissance de leurs morsures. Ces chiens ont été utilisés dans le monde entier pour des opérations militaires et aussi comme chiens de garde. Certains dresseurs affirment qu'un chien et son maître peuvent couvrir une superficie 60 fois plus vaste que celle couverte par un garde forestier sans chien.

Conraad de Rosner, fondateur et directeur de K9 Conservation, est bien connu pour son travail avec les braques de Weimar et les malinois. Il a déclaré à *Africa Geographic* qu'il utilise des braques de Weimar pour suivre à la piste les animaux, détecter les reliquats d'animaux et piéger et localiser les animaux blessés. Ses malinois sont utilisés pour suivre la piste des suspects



Un garde forestier saute d'un hélicoptère avec un chien pendant un exercice anti-braconnage au Kenya. AFP/GETTY IMAGES

humains, déceler les armes à feu et les munitions, et utiliser la force si nécessaire.

« Bien que les deux races soient classifiées comme des "chiens de patrouille", leurs fonctions sont quelque peu différentes, leurs aptitudes et capacités se complètent souvent et ils s'assistent entre eux sur le terrain, déclare-t-il. C'est pour cette raison que, en fonction de la situation, deux gardes forestiers de terrain, chacun avec un chien de race différente, sont parfois déployés ensemble. Tous nos chiens sont dressés pour les tâches de protection et sont capables d'appréhender les suspects si nécessaire. Ces chiens sont spécialement dressés pour mordre ou appréhender un suspect sur simple commande ou pour détenir le suspect avec un minimum de force. »

Tous les dresseurs déclarent qu'il est essentiel de protéger les chiens contre la chaleur excessive. Les chiens, qui proviennent surtout d'Europe, doivent être protégés d'une chaleur qu'ils n'avaient jamais connue auparavant. Certains portent un gilet pare-balles en kevlar, qui se vend à partir de 500 dollars environ. M. de Rosner déclare qu'il existe des entreprises qui sont en train de mettre au point des gilets de chien pare-balles légers qui ont un gel spécial permettant de réguler la température du chien par temps chaud ou froid.

La maladie du sommeil transmise par les piqûres des mouches tsé-tsé constitue l'autre menace principale des chiens. Elle peut causer la mort du chien si elle n'est pas décelée rapidement. Les maîtres mettent en œuvre des moyens extraordinaires pour protéger leurs chiens contre ces mouches, surtout pendant la nuit.

Les chiens nécessitent beaucoup de soins. Ils doivent avoir des logements spéciaux pour les protéger et on leur donne de la nourriture de première qualité. Mais ils sont économiques.

« Bien que les chiens ne soient pas une panacée dans la lutte contre le braconnage, ils représentent d'énormes multiplicateurs de force en matière de sécurité », déclare à BBC Earth M. Pleasants d'Animals Saving Animals. « Un chien est capable de sécuriser la même superficie que 7 gardes forestiers. » □

— SA VIE S'EST ÉTENDUE SUR —
GÉNÉRATIONS



Lorsque Fredie Blom est né, l'automobile était encore à ses débuts, le premier avion avait moins d'un an et la Première Guerre mondiale n'avait pas commencé.

Plus de 116 ans plus tard, M. Blom marchait toujours, avec une canne. Lorsqu'il faisait chaud, il s'asseyait à l'extérieur de sa maison dans le quartier Delft du Cap (Afrique du Sud) et fumait les cigarettes qu'il adorait.

« J'ai vécu pendant si longtemps par la grâce de Dieu », a déclaré M. Blom à l'Agence France-Presse le jour de son anniversaire en mai 2020. Toutefois, environ trois mois plus tard, la longue vie de M. Blom a pris fin, suite à des causes naturelles.

M. Blom est né en 1904 à Adélaïde, hameau rural de la province du Cap-Oriental en Afrique du Sud. Lors de son plus récent anniversaire, un Britannique âgé de 112 ans était certifié officiellement comme l'homme le plus vieux du monde, selon le Livre Guinness des records. L'âge de M. Blom n'avait pas été certifié par Guinness.

Il se distingue parce qu'il a vécu pendant deux pandémies mondiales notoires, la première étant ce qu'on avait appelé la grippe espagnole de 1918. Cette grippe avait anéanti toute sa famille.

Mais le Covid-19 n'a pas donné à M. Blom une raison de paniquer. Il accepta avec équanimité cette dernière pandémie. Il avoua sa consternation lorsqu'on annonça une disposition du confinement pour la pandémie en Afrique du Sud : l'interdiction de vente des cigarettes. Mais le gouvernement relâcha plus tard l'interdiction de vente du tabac, ce qui l'aida à réaliser son souhait d'anniversaire.

Alors que sa famille célébrait son anniversaire, M. Blom, connu avec affection sous le nom de « Oupa » (grand-père), est sorti de sa maison pour aller s'asseoir sur un fauteuil en bois. Sa belle-fille lui a passé du désinfectant sur les mains. Jeanette, son épouse, l'a bientôt rejoint. Ils s'étaient tous deux mariés il y a 46 ans.

Les enfants du quartier et les petits-enfants de sa femme lui ont chanté une chanson d'anniversaire et ont apprécié une assiette de nourriture chaude offerte par la famille de M. Blom.

Lorsqu'il est décédé, cela faisait plus de deux ans que M. Blom n'avait pas consulté de médecin. Il déclarait qu'il en a assez d'être piqué et tripoté.

M. Blom n'avait jamais eu d'enfants mais il avait adopté les deux enfants de Jeanette issus d'un mariage précédent. « Il a tout fait pour nous », déclara en mai dernier Jasmien Toerien, sa belle-fille. « Il se levait à 3 ou 4 heures du matin pour se rendre au travail sur son vélo. Il adore les animaux et le jardinage. »

Sa longue vie a pris fin soudainement. Le 22 août 2020, M. Blom est décédé de causes naturelles à l'hôpital Tygerberg du Cap. Deux semaines avant sa mort, il « coupait toujours du bois », a déclaré Andre Naidoo, porte-parole de la famille, à l'Agence France-Presse. « C'était un homme fort, rempli de fierté. »

Comment préparer la sécurité du futur

La Conférence au sommet des forces terrestres africaines pousse les chefs militaires à considérer l'avenir

PERSONNEL D'ADF

Il y a 20 ans, peu de personnes connaissaient l'expression « guerre cybernétique ». La plupart des pays ne considéraient pas l'extrémisme religieux comme une menace. Et l'on pensait que la piraterie avait été éliminée cent ans auparavant.

Les choses peuvent changer rapidement.

Lorsque les chefs des armées de terre d'Afrique se sont réunis à Addis-Abeba (Éthiopie) en février 2020, ils ont contemplé le futur. Cette Conférence au sommet des forces terrestres africaines (ALFS) parrainée par l'Armée de terre des États-Unis pour l'Afrique (USARAF) et organisée conjointement par les Forces de défense nationale éthiopiennes (ENDF) offre une opportunité de regarder au-delà de l'horizon et de commencer à se préparer pour affronter les menaces qui deviendront très répandues dans quelques années.

« Il est toujours plus facile d'anticiper que de corriger », a déclaré aux leaders réunis le général Birame

Diop, chef d'état-major de la défense du Sénégal.

L'anticipation était à l'ordre du jour. Le thème de l'ALFS 2020 était : « La sécurité de demain exige un leadership aujourd'hui ». Parmi les sujets abordés, on compte notamment la préparation aux catastrophes naturelles, les études de cas dans les missions multinationales de maintien de la paix et la modernisation de l'éducation militaire pour satisfaire aux exigences du 21ème siècle. Des ateliers animés par des experts en la matière ont été organisés chaque jour dans des salles privées. Dans ces ateliers, les chefs de la défense ont eu l'opportunité de parler librement et de développer des relations avec leurs homologues de tout le continent.

« Cela crée un environnement propice à la rencontre pour les chefs africains de la sécurité », déclare le lieutenant-général Molla Hailemariam, commandant des forces terrestres des ENDF et co-hôte de l'événement. « Il nous donne la chance de construire et de poursuivre les relations. »



PERSONNEL D'ADF

La huitième ALFS a battu les records de participation. Elle a réuni 42 chefs africains des forces terrestres, 8 alliés et partenaires mondiaux d'Europe et d'autres régions du monde, et 12 partenaires d'état des États-Unis.

Le général Molla a déclaré qu'il pensait avec confiance que les alliances développées lors de cet événement perdureraient. « Cela nous a donné une bonne opportunité de déterminer comment nous pouvons ajouter à ce que font les autres pays, a-t-il déclaré. Nous interagissons au niveau du face à face mais aussi régionalement. C'est tout à fait crucial. »

L'un des faits saillants de la semaine était le forum des leaders non gradés de haut rang du commandement, qui s'est tenu simultanément. Le sergent-major de commandement Charles W. Gregory Jr. de l'USARAF a déclaré que le développement d'un corps de sous-officiers responsabilisés en Afrique est vital pour améliorer la formation et l'utilisation de la technologie dans les forces armées nationales. Il a déclaré à son auditoire que « chaque commandant a un sergent », et qu'un sergent responsabilisé peut aider le commandant à identifier les « angles morts » de la structure de la force pour la préparer aux défis du futur.

« Si vous espérez et priez que quelque chose ne se produise pas, mais vous vous y préparez toujours, vous serez prêt lorsque cette sale journée viendra », a déclaré le sergent-major Gregory.

Les États-Unis ont fait des investissements pour aider les forces armées africaines à former la prochaine génération de sous-officiers grâce à sa stratégie de formation des non-gradés d'Afrique, qui s'efforce de standardiser la formation des sous-officiers dans des pays tels que le Kenya, le Maroc, le Mozambique et le Sénégal. Le général Stephen Townsend, commandant de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, appelle un corps professionnels de sous-officiers la « charpente » d'une force armée efficace.

L'adjudante junior Menbere Akele Kibret d'Éthiopie était la première femme sous-officier participant à l'évènement. Elle a déclaré à l'auditoire que les femmes faisaient

des progrès dans les forces armées éthiopiennes, en particulier dans le secteur cybernétique, mais qu'elle aimerait voir davantage.

« Dans l'Armée de l'air éthiopienne, nous avons beaucoup de femmes techniciennes, ingénieures, et beaucoup d'expertes. Mais ce n'est pas suffisant ; le nombre est trop faible, a-t-elle déclaré. Comment donc l'augmenter et inclure la participation de davantage de femmes et les responsabiliser dans tous les aspects du secteur des forces armées ? En particulier dans des rôles professionnels et de leadership ? »

« Nous interagissons au niveau du face à face mais aussi régionalement. C'est tout à fait crucial. »

~Lieutenant-général Molla Hailemariam d'Éthiopie

Dans ses conclusions, le général Townsend a souligné l'importance de la date de l'évènement. Il a noté le transfert prochain des responsabilités de sécurité en Somalie, de la mission de l'Union africaine en Somalie aux Forces armées nationales somaliennes en 2021. Il a abordé le thème de la guerre civile insoluble en Libye. Et il a fait référence à la menace de terreur qui tourmente le Sahel. Le général Townsend a déclaré que les leaders qui affronteront ces menaces de sécurité et d'autres aussi « sont assis ici dans cette salle ».

« Nous sommes arrivés à un moment de décision collective en ce qui concerne la sécurité future de l'Afrique, a-t-il dit. L'avenir que nous souhaitons tous voir, une Afrique plus sécuritaire, stable et prospère, est axé sur le leadership africain et les forces armées africaines assurant la sécurité régionale. »



Des participants se serrent la main lors de la Conférence au sommet des forces terrestres africaines à Addis-Abeba (Éthiopie) en février 2020. USARAF



Le major-général Lapthe Chau Flora de l'Armée de terre des États-Unis, commandant adjoint de l'Armée de terre des États-Unis pour l'Afrique, accueille les délégués à l'ALFS 2020. USARAF

Points de vue de la Conférence au sommet

Pendant l'ALFS 2020, les commandants ont parlé à *ADF* pour partager leurs pensées sur les plus urgentes questions de sécurité dans leur pays et ont décrit les leçons qu'ils avaient tirées de la conférence. Voici les points de vue de quatre leaders de la sécurité sur le continent.

ARTICLES ET PHOTOS DU PERSONNEL D'ADF



Une armée en pleine croissance

La République centrafricaine reconstruit ses Forces armées à partir de zéro. Après une crise nationale en 2013 et 2014, de nombreuses unités des Forces armées de la Centrafrique furent dissoutes et le pays lança une campagne nationale pour recruter, former et professionnaliser les Forces armées.

Jusqu'en 2018, la majeure partie du pays était toujours dépourvue de lois et contrôlée par des rebelles et autres acteurs non gouvernementaux. Un plan de défense nationale signé par le président de la Centrafrique décrit les étapes nécessaires pour créer une armée de garnison de 9.900 personnes stationnée dans 4 zones en 2022. La moitié environ des soldats seront placés à l'extérieur de la capitale de Bangui, y compris un grand nombre dans les zones contrôlées par les rebelles.

Le général de brigade Alfred Service, chef du groupe spécial de Centrafrique pour la protection de la république, a déclaré qu'il y a beaucoup à faire mais qu'il est optimiste. « Nous avons beaucoup de défis à relever, par exemple, le défi de développement, le défi par rapport à la situation sécuritaire du pays avec les groupes armés qui occupent les zones minières et qui ne respectent pas la loi. Et nous avons un certain nombre de bandits qu'il faut traduire en justice. »

Le général Service déclare qu'il a profité de la conférence ALFS pour partager ses expériences avec ses collègues sur les circonstances particulières de travail aux côtés d'une mission multinationale. La Centrafrique héberge une mission de l'ONU de 13.000 personnes.

« Nous avons parlé de travailler en prenant compte de la multidimensionalité des choses : les



Général de brigade Alfred Service, chef du groupe spécial de la République centrafricaine pour la protection de la république

affaires politiques, les affaires civiles, la protection des civils. Aussi, le processus décisionnel ; comment on doit le faire dans une mission multinationale. Un certain nombre de choses à savoir pour être ensemble dans cette direction. »

Alors qu'il parlait au début 2020, le général Service contemplait les élections nationales de la Centrafrique prévue pour décembre comme une étape de référence pour le pays. « La reconstruction du pays a besoin de démocratie. Nous avons fait des élections de 2015 avec les Nations unies. Il nous faut continuer avec les élections parce que, pour avoir l'autorité légitime, il faut éviter un changement de pouvoir par la force. C'est les élections qui doivent être valorisées pour que le peuple donne leur mandat aux dirigeants. »

Le chemin a été tortueux mais le général Service déclare qu'il a de l'espoir pour l'avenir du pays.

« Il y a des défis à relever mais on va dans la bonne direction, parce qu'on est là ensemble. »



Une expérience de maintien de la paix durement obtenue

Le général de brigade Gilbert Mulenga, chef des opérations de l'Armée de terre de Zambie, a éprouvé les points hauts et les points bas du maintien de la paix. Il a participé à des missions en Angola, en République démocratique du Congo et en Sierra Leone, et il a commandé le bataillon zambien (ZAMBATT) en République centrafricaine.

Il se souvient du désespoir qu'il a ressenti en 2000 lorsque plus de 200 gardiens de la paix de Zambie avaient été pris en otage en Sierra Leone. Mais il a aussi partagé un triomphe en 2018 lorsque les Nations unies ont classé les Zambiens comme contingent le plus performant de la mission de la Centrafrique.

Il déclare que son pays amène avec lui sa riche histoire à la formation au maintien de la paix. « Notre formation est basée sur le scénario ; quoiqu'il se passe en Centrafrique, nous donnons ce scénario aux soldats et nous observons comment ils réagissent, déclare-t-il. Ceux d'entre nous qui ont été sur le terrain les guident. Si vous constatez une lacune quelconque, vous la comblez avec des consignes qui proviennent de l'expérience. »

Le plus récent déploiement de soldats, appelé ZAMBATT 5, est le cinquième contingent zambien à se rendre en Centrafrique. Le général Mulenga déclare que, lorsque l'entraînement a commencé il y a 5 ans, il était conduit à 100 % par des formateurs américains et quelques autres forces étrangères. Aujourd'hui, il est conduit par des Zambiens et les formateurs américains sont essentiellement des observateurs.

« Nous fournissons aujourd'hui la majeure partie des formateurs ; la plupart d'entre eux ont de l'expérience dans ces missions, en particulier en Centrafrique, et ils partagent donc aussi leurs expériences avec les soldats », déclare le général Mulenga.

La mission en Centrafrique n'est pas une mission tranquille. Le général Mulenga déclare que ses hommes ont affronté des rebelles qui tiraient des roquettes de mortier de 107 mm montées sur des véhicules Land Cruiser. La préparation à cette réalité a nécessité un changement dans la formation.

« Pour les nouvelles recrues qui partent en mission, vous devez les préparer psychologiquement, mentalement et physiquement, déclare-t-il. Ce n'est pas en fait un environnement où il existe une paix à maintenir, mais une paix à imposer. »

Lors de sa participation à l'ALFS, le général Mulenga a parlé avec ses collègues de la nécessité de s'adapter à la guerre asymétrique, du besoin d'avoir une sensibilisation situationnelle lors de l'entrée dans l'environnement opérationnel et, surtout, de l'importance de bien comprendre le mandat de la mission. « Si vous ne comprenez pas le mandat, vous pourriez agir hors de ce mandat, déclare-t-il. Le mandat de l'ONU doit être protégé à tout prix. »



Général de brigade Gilbert Mulenga, chef des opérations de l'Armée de terre de Zambie



La santé en première ligne

La préparation à la pandémie était primordiale pendant les premiers mois de 2020, alors que le Covid-19 se propageait dans le monde. Pour le général de brigade Tensay Yilma Mequantie, commandant intérimaire pour la santé dans les Forces de défense nationale éthiopiennes (ENDF), c'était une préoccupation constante.

« L'armée est très exposée comparé à d'autres secteurs, déclare-t-il. Ils sont en première ligne, ils vont à droite et à gauche. Ils communiquent avec une grande partie de la société. Ils sont exposés directement à la pandémie. »

Avant la confirmation du premier cas positif de Covid-19 en Éthiopie, les ENDF ont établi un comité pour développer un plan de prévention en coordination avec le ministère de la Santé publique. Les ENDF se sont aussi appuyées sur les connaissances ramenées par les 26 soldats éthiopiens qui avaient été déployés au Liberia lors de l'épidémie d'Ebola de 2014 pour fournir une assistance médicale.

« En tant que force armée, nous œuvrons avec des connaissances communes, en connaissant la source de la maladie, la transmission de la maladie, et comment nous la contrôlons, déclare le général Tensay. Ces connaissances devraient être transférées à l'armée par l'éducation, par des démonstrations. »

Comme beaucoup d'autres forces de sécurité africaines, les ENDF sont vulnérables aux maladies telles que le VIH/sida, le paludisme et le choléra. Le général Tensay déclare que les ENDF ont enregistré un succès particulier contre la propagation du paludisme. Il a évoqué un système d'alerte précoce de la maladie et des « groupes de surveillance continue » dans les forces armées qui surveillent les épidémies et offrent aux soldats une formation dans les meilleures pratiques.

« Le paludisme est endémique dans notre pays, déclare-t-il à ADF. Auparavant, beaucoup de gens trouvaient la mort à cause du paludisme, mais plus aujourd'hui. Nous avons beaucoup de matériel de protection, notamment de la gelée de protection, des filets pour insectes, des uniformes traités correctement [pour repousser les moustiques]. »

Le général Tensay déclare que l'ALFS est une opportunité pour le personnel médical des forces armées éthiopiennes de développer les relations forgées pendant Justified Accord, exercice de l'Armée de terre des États-Unis pour l'Afrique de 2019 en Éthiopie. Pendant cet exercice, les médecins du 212^{ème} hôpital de soutien au combat, 30^{ème} brigade médicale de l'Armée de terre des États-Unis, se sont entraînés avec l'équipe de l'hôpital des forces armées à Addis-Abeba. Le général Tensay déclare que le partenariat entre les deux pays s'est renforcé depuis lors, et inclut désormais une formation sur les soins des blessés au combat.

« C'est une occasion de nous réunir, pour que dans une guerre future quelconque ou dans un moment difficile, nous ayons des connaissances communes, déclare le général Tensay. Nous nous sommes préparés ensemble. »



Général de brigade Tensay Yilma Mequantie, commandant intérimaire pour la santé dans les Forces de défense nationale éthiopiennes



Comment se préparer pour le pire

Pour l'île Maurice, la sécurité commence par la préparation aux catastrophes. Ce petit pays insulaire de l'océan Indien est exposé aux cyclones, aux tsunamis et aux inondations.

Mais Khemraj Servansing, commissaire de police adjoint de l'île Maurice, pense que, bien que le pays soit sujet à des inconvénients géographiques, son état de préparation lui donne un avantage. « Nous sommes exposés aux catastrophes naturelles. C'est la nature et on ne peut pas la changer, déclare-t-il. Notre gouvernement a investi énormément dans le secteur de la réduction des risques liés aux catastrophes. »

Le commissaire Servansing dirige le centre de réduction et de gestion des risques liés aux catastrophes de l'île Maurice, qui avait été créé en 2015.

Lorsqu'une menace, par exemple un cyclone, est décelée, le pays active un centre national des opérations d'urgence multi-agences. Le comité national des crises du pays coordonne les centres locaux de gestion des urgences dans chacune des

12 municipalités du pays. Le processus doit être transparent. En cas de tsunami, ils ont moins de 6 heures pour amener les habitants dans un lieu sûr.

« Nous ne nous concentrons pas seulement sur la réponse, déclare le commissaire Servansing. Nous n'attendons pas que la catastrophe survienne. Nous devons être proactifs. »

L'île Maurice a aussi créé une carte des risques et investit 2 % de son produit national brut annuel dans les mesures de résilience. Cette préparation coûte beaucoup d'argent et de temps, mais le commissaire Servansing pense qu'elle en vaut la peine.

Il y a quatre ans, l'infrastructure de réponse du pays en faisait la treizième nation la plus vulnérable du monde pour les catastrophes, selon World Risk Report. En date de 2019, elle est classée 47ème.

« Vous réduisez les risques parce que, si un événement majeur survient, les pertes économiques subies par le pays coûteront bien plus que ce que vous allez investir dans la réduction des risques liés aux catastrophes », déclare le commissaire Servansing.

À l'ALFS, le commissaire Servansing était particulièrement intéressé à écouter les pays et les experts qui ont de l'expérience dans les catastrophes naturelles à grande échelle. Il déclare que tous les pays doivent avoir un plan pour coordonner l'assistance qu'ils reçoivent, pour superviser les actions des organisations non gouvernementales, et pour permettre aux articles humanitaires d'être dédouanés pour entrer dans le pays.

« L'organisation de la réception pour que toutes ces organisations entrent dans le pays n'est pas simple. C'est très compliqué, déclare-t-il. Il incombe au pays hôte d'assumer cette responsabilité. C'est à vous, et non pas à elles, de diriger les opérations. Donc nous devons avoir un plan. »

Khemraj Servansing, commissaire de police adjoint de l'île Maurice et officier chargé du Centre national de réduction et de gestion des risques liés aux catastrophes



LA PRÉSERVATION D'UNE TRADITION DE MAINTIEN DE LA PAIX

L'Éthiopie offre une expérience de sept décennies dans un centre de formation pour le soutien de la paix

PERSONNEL D'ADF

Lorsque la Corée du Sud faisait face à une incursion communiste du Nord en 1950, elle avait demandé au monde de l'aider. Un pays d'Afrique a répondu à cet appel : l'Éthiopie.

L'empereur Haïlé Sélassié forma un bataillon de sa garde impériale et le déploya au combat sous le drapeau des Nations unies.

À la fin du conflit, le bataillon éthiopien Kagnew avait gagné le respect des alliés et des ennemis. L'héroïsme des soldats, bien qu'inférieurs en nombre, lors de la bataille de « Pork Chop Hill » est devenu l'inspiration des légendes. En fait, on dit que l'Éthiopie avait fourni le seul contingent qui n'avait jamais perdu de prisonnier ni laissé un compagnon mort sur le champ de bataille.

« Nous étions les meilleurs combattants. Les trois bataillons éthiopiens ont participé à 253 batailles, et aucun soldat éthiopien n'a jamais été fait prisonnier pendant la guerre de Corée », déclare l'ancien combattant Mamo Habtewold à la BBC. « C'était notre devise éthiopienne :

“Ne te fais jamais capturer sur le champ de bataille.” »

C'était le début d'une longue tradition. Depuis lors, l'Éthiopie a participé à 13 missions des Nations unies dans des pays allant d'Haïti au Yémen. Aujourd'hui, avec plus de 6.600 soldats engagés dans quatre missions de maintien de la paix de l'ONU, l'Éthiopie est le plus grand contributeur de personnel en uniforme des missions de l'ONU dans le monde.

Presque tous ses casques bleus font partie de trois missions au Soudan et au Soudan du Sud, et 4.000 soldats de plus participent à la mission de l'Union africaine en Somalie.

La focalisation de l'Éthiopie sur les nations voisines est intentionnelle. Le colonel Elias Seyoum Abrha, commandant du Centre éthiopien de formation pour le soutien de la paix, déclare qu'elle provient d'une conviction nationale de longue date dans « l'interdépendance de la sécurité ».

« Leur sécurité est interconnectée avec notre sécurité, déclare le colonel Elias. Si quelque chose ne va pas chez nos voisins, cela nous affecte. »



Un gardien de la paix éthiopien affecté au Darfour (Soudan) accueille un jeune garçon. OPÉRATION HYBRIDE DE L'ONU/UNION AFRICAINE AU DARFOUR



Un panneau accueille les visiteurs au Centre éthiopien de formation de soutien de la paix. PERSONNEL D'ADF



Des soldats américains et éthiopiens s'entraînent au Centre de formation des contingents Hurso. Le centre offre une formation avant déploiement aux gardiens de la paix.
ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE



Les chefs militaires assistent à un briefing au Centre éthiopien de formation de soutien de la paix.

ARMÉE DE TERRE DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

Le centre de formation promet une ère nouvelle

Malgré leur engagement profond envers le maintien de la paix, les gardiens de la paix éthiopiens avaient jusqu'à présent un accès limité à une formation précédant le déploiement qui soit spécifique à la mission.

Cela a changé en juin 2015 avec l'ouverture du Centre éthiopien de formation pour le soutien de la paix à Addis-Abeba. Ces installations de 6,2 millions de dollars ont été en partie financées par le Royaume-Uni et le Japon. Le centre est conçu pour offrir une formation qui rehausse le maintien de la paix pour le transformer en véritable spécialité militaire, et qui prépare le personnel aux complexités et aux dangers des missions modernes.

Le centre offre 28 cours opérationnels et thématiques sur une variété de sujets allant de la protection des civils à la gestion des conflits, la coordination civilo-militaire et la médiation. Depuis sa création, il a formé plus de 6.300 personnes, y compris environ 32 % des contingents qui se rendent dans d'autres pays africains.

« Nous sommes ouverts pour tous les Africains, pour partager notre expérience », déclare le colonel Elias.

Les formateurs du centre gèrent aussi le Centre de formation des contingents Hurso dans une région rurale d'Éthiopie à environ 400 kilomètres à l'Est de la capitale. Dans ce camp austère, les gardiens de la paix suivent une formation avant-déploiement en salle de classe et sur le terrain, qui dure en général trois mois environ.

Le centre Hurso offre trois modules : un cours

générique qui satisfait aux exigences des missions de l'Union africaine ou de l'ONU ; des cours spéciaux pour les aptitudes telles que la logistique ou la médecine de combat ; et des cours spécifiques à la mission conçus pour simuler les défis uniques des environnements tels que la Somalie, le Soudan du Sud et le Darfour. Environ 11.500 soldats sont formés à Hurso chaque année.

« Pour chaque mission, nous avons un programme différent sur lequel ils sont formés, déclare le colonel Elias. Lorsque nous parlons de la formation dynamique, c'est exactement ça : toujours ajouter, toujours améliorer en fonction des leçons apprises. »

Un impact existe

La capacité nationale de l'Éthiopie pour la formation sur le maintien de la paix est quelque chose de rare en Afrique. Au cours des dernières années, les pays contributeurs de troupes ont dû se faire concurrence pour le nombre limité de places dans les salles de classe du continent. L'augmentation de la capacité de formation en Afrique a été une priorité pour l'ONU, qui souhaite améliorer l'évaluation de la performance des troupes pendant les missions et offrir aux soldats une éducation continue.

« Comme nous le savons, l'amélioration de la performance réduit le nombre de morts », déclare le secrétaire général des Nations unies António Guterres. « La formation est ainsi un investissement nécessaire et stratégique dans le maintien de la paix, et une responsabilité partagée



Des gardiens de la paix éthiopiens au Soudan du Sud reçoivent une médaille pour leurs efforts dans la mission en 2018.
MISSION DE L'ONU AU SOUDAN DU SUD

Opérations éthiopiennes de maintien de la paix au cours des années

Années	Zone de mission	Participation
1951 à 1953	CORÉE	6.037
1959 à 1962	CONGO	10.425
1993 à 1995	RWANDA	1.696
2003 à 2010	LIBERIA	17.714
2007 à 2019	DARFOUR (SOUDAN)	22.500
2011 à 2019	ABIYÉ	31.326
2014 à 2019	SOMALIE	26.538
2014 à 2019	SOUDAN DU SUD	8.750
TOTAL :		124.986

Source : Centre éthiopien de formation pour le soutien de la paix

entre les états membres et le secrétariat. »

L'Éthiopie pense que ses investissements dans la formation font la différence. Au Darfour, le contingent éthiopien a été cité par le commandant de la force, qui l'a applaudi pour « excéder les tâches de la mission » et pour aider la population locale en forant des puits et en arbitrant les disputes. À Abiyé, zone disputée entre le Soudan et le Soudan du Sud, 1.900 gardiens de la paix éthiopiens ont reçu une médaille de l'ONU pour les gains enregistrés dans cette région tourmentée pendant 8 mois de déploiement.

L'Éthiopie a aussi augmenté le nombre de femmes gardiennes de la paix à plus de 600, un point sur lequel le centre de formation attache de l'importance. Le gouvernement éthiopien a promis d'accroître encore plus ce nombre. En 2016, le général de brigade Zewdu Kiros Gebrekidan a été nommée commandante adjointe de la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abiyé, une parmi le petit nombre de femmes qui aient jamais occupé ce poste de commandement.

Les chefs militaires et civils éthiopiens déclarent qu'ils ont l'intention de continuer cet engagement envers le maintien de la paix pour le futur.

« Quels que soient les problèmes que nous affronterons, nous assurerons la paix et la sécurité, même au sacrifice de notre vie », déclare le capitaine Gabrhiwot Gebru, commandant adjoint du bataillon éthiopien de la mission des Nations unies au Soudan du Sud. □



UN ACCÈS PORTUAIRE QUI N'EST PAS POUR TOUS

Un accord global combat la pêche illégale en empêchant les contrevenants d'amener leurs prises à terre

PERSONNEL D'ADF

Lorsque les pêcheurs de Sierra Leone montent sur leur petite embarcation en bois et se dirigent au large des côtes pour gagner leur vie, ils peuvent parfois observer leur ennemi.

À l'horizon de l'océan flottent les gros navires de pêche et les chalutiers, pratiquement tous étrangers et la plupart chinois, qui attendent de ramasser leur prise en utilisant toute une série de méthodes illégales et destructrices. Jusqu'à 70 chalutiers travaillent dans les eaux de la Sierra Leone de jour et de nuit, selon un reportage de la BBC.

Parfois, les chalutiers couverts de rouille font tomber des portes métalliques lourdes qui s'enfoncent et aident à traîner les filets au fond de l'océan, en raclant le très précieux habitat et la vie aquatique. Les énormes filets béants piègent sans discrimination les créatures marines, en détruisant l'écosystème fragile dans leur sillage.

Parfois, les navires attachent des filets entre eux et naviguent comme des « chalutiers jumelés », en ramassant du poisson à une échelle industrielle. Cette pratique est illégale dans les eaux de la Sierra Leone. Certains équipages mentent au sujet du volume de la prise (ou ne la signalent pas du tout), battent un faux pavillon ou pêchent dans des zones interdites. Parfois, ils amènent leur prise à terre pour la vendre, faisant ainsi une concurrence vers le bas aux milliers de pêcheurs artisanaux qui dépendent de la vente du poisson pour vivre.

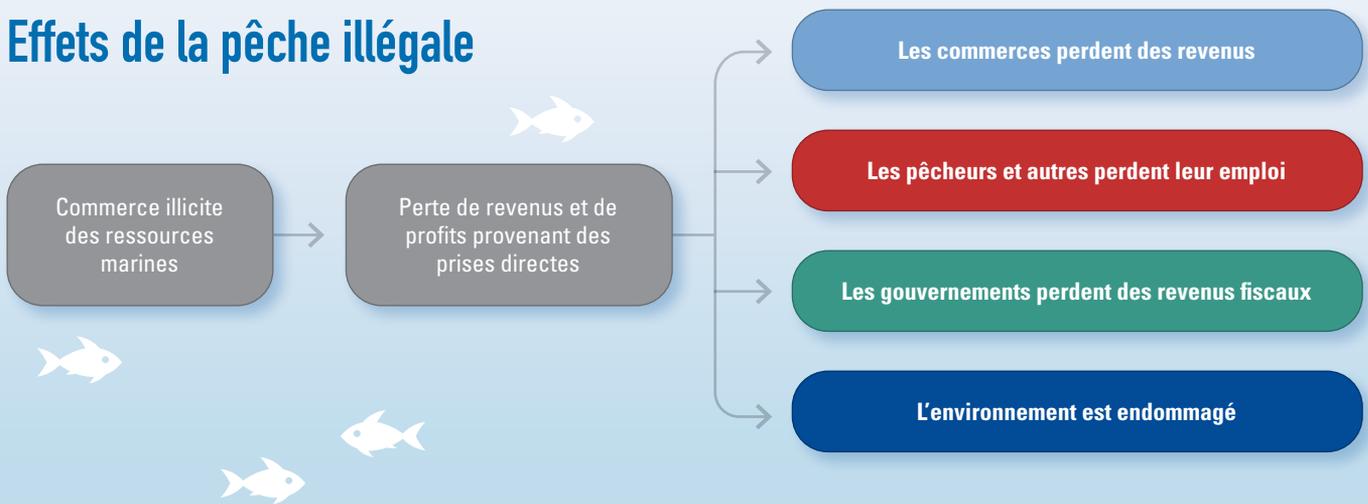
À d'autres moments, ils transbordent leur prise vers des « reefers » plus grands qui voyagent vers les ports étrangers de Chine, de Russie et d'ailleurs, en épuisant ainsi les eaux africaines et en privant les pêcheurs locaux.

Mais que se passerait-il si, après toutes ces ruses et cette tromperie, les vaisseaux de pêche illégaux ne pouvaient plus venir dans un port et décharger leur prise ? Si, après tous ces efforts et ces manigances, il n'y avait pas d'endroit pour recevoir le poisson, et pas de moyen de le vendre ?



Un équipage de pêche chinois est assis dans une petite embarcation en bois près du seul patrouilleur de pêche de Sierra Leone au port de Freetown. AFP/GETTY IMAGES

Effets de la pêche illégale



Source : World Resources Institute

L'ACCORD RELATIF AUX MESURES DU RESSORT DE L'ÉTAT DU PORT

En juin 2016, un nouvel outil global dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (IUU) est entré en vigueur. L'accord de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONUAA) relatif aux mesures du ressort de l'état du port, visant à prévenir, contrecarrer et éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, a inauguré une façon simple de combattre la pêche IUU, en limitant l'accès aux ports.

L'accord relatif aux mesures du ressort de l'état du port (PSMA), comme il est appelé couramment, est la première convention internationale contraignante qui cible la pêche IUU. Il a un potentiel prometteur de mettre fin à ce fléau mondial. Il vise à empêcher ceux qui pêchent illégalement de décharger leur prise dans les ports, interdisant ainsi aux poissons et fruits de mer mal acquis d'atteindre les marchés nationaux et internationaux.

« L'accord relatif aux mesures du ressort de l'état du port est probablement la façon la plus efficace d'essayer de contrecarrer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en demandant essentiellement aux navires de vérifier que toute prise qu'ils souhaitent transférer à terre dans un pays a été attrapée légalement », déclare le Dr Ian Ralby, président-directeur général de I.R. Consilium et expert en affaires maritimes.

L'accord est une avancée majeure pour contrecarrer la pêche IUU. Il cesse de mettre l'accent sur le besoin de poursuivre, intercepter et traduire en justice ceux qui enfreignent les règlements de pêche régionaux, nationaux et internationaux. Ce modèle est un défi de taille, même pour les pays les plus riches, à cause de l'étendue du domaine maritime. Sans force maritime mondiale, déclare le Dr Ralby à *ADF*, il est impossible de patrouiller efficacement les océans de la planète.

Avec une approche centrée sur les ports, même les pays « qui n'ont aucune ressource marine » ou qui manquent de connaissance efficace du domaine maritime peuvent avoir



Des pêcheurs du Cap-Vert rangent leurs navires après une matinée de pêche à Ribeira da Barca. AFP/GETTY IMAGES

un outil puissant de mise en application de la loi pour affronter la pêche illégale, déclare le Dr Ralby.

COMMENT L'ACCORD FONCTIONNE

Le PSMA offre des mécanismes pour approuver les vaisseaux de pêche avant qu'ils ne puissent accoster dans les ports et décharger leur prise. Il donne aussi aux bateaux ayant des antécédents de conformité et d'adhésion aux règles une façon d'être « rapidement approuvés » dans les ports étrangers.

En bref, ceux qui suivent les règles sont récompensés. Ceux qui ne les suivent pas ne le sont pas.

Le Comité des pêcheries pour le golfe de Guinée Centre-Ouest (FCWC) explique que les autorités dirigent la mise en œuvre et l'opération de l'accord de concert avec d'autres agences nationales pour analyser les risques, identifier les vaisseaux à risque élevé et décider si des vaisseaux de pêche battant pavillon étranger peuvent entrer dans un port.

« L'accord relatif aux mesures du ressort de l'état du port est probablement la façon la plus efficace d'essayer de contrecarrer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, en demandant essentiellement aux navires de vérifier que toute prise qu'ils souhaitent transférer à terre dans un pays a été attrapée légalement. »

~ Dr Ian Ralby, président-directeur général de I.R. Consilium

En général, selon le FCWC, un vaisseau cherchant à entrer dans le port d'un pays fait une demande à l'avance. Les informations peuvent ensuite être vérifiées, recoupées et analysées par les autorités des pêcheries, du port, de la marine et de la police. Si l'état du port soupçonne que le vaisseau est engagé dans la pêche IUU, il peut refuser son entrée ou imposer une inspection comme condition d'entrée.

Si la pêche IUU n'est pas soupçonnée, les autorités portuaires peuvent permettre au vaisseau d'accéder à toutes les installations tout en exigeant toujours une inspection. Les vaisseaux avec des antécédents de conformité peuvent être récompensés par des mesures de contrôle portuaire plus efficaces chaque fois qu'ils souhaitent accoster. C'est la clause de l'accord liée à une approbation rapide.

Le Dr Ralby déclare qu'il a aidé les parties à déterminer la coopération inter-agences qui serait nécessaire pour identifier les vaisseaux suspects et assurer le fonctionnement de l'accord. Le but consiste à définir les indications de référence d'un comportement illicite dans le cadre de l'accord. Ce n'est pas la même chose que la recherche d'un vaisseau engagé dans la pêche IUU en haute mer.

« Le fait est que les poissons doivent être amenés à terre pour entrer dans la chaîne d'approvisionnement. Cela veut dire que, pour que l'activité illicite de la pêche IUU soit rentable, le poisson doit être déchargé sur la terre et atteindre les marchés, déclare le Dr Ralby. Si donc vous érigez une barrière massive pour empêcher la mise en œuvre de ce processus, vous éliminez la rentabilité de l'équation et vous augmentez le risque actuel de les attraper. »

L'ADOPTION N'EST PAS SUFFISANTE

Parmi les 54 pays d'Afrique, 16 seulement n'ont pas de littoral. Plus de 200 autres pays et territoires ont aussi une côte. Mais jusqu'à présent, seulement 66 pays ont signé cet accord dans le monde et 23 d'entre eux sont en Afrique. Divers pays ont atteint différentes étapes d'acceptation, d'approbation, de ratification et d'accession, selon l'ONUAA.

C'est une réponse importante et louable, mais elle n'est pas suffisante pour rendre l'accord aussi efficace qu'il pourrait l'être. Des vides dans les littoraux couverts par l'accord

Suite à la page 43

L'Accord relatif aux mesures du ressort de l'état du port

Augmentation du contrôle des vaisseaux battant pavillon étranger qui doivent :

- Utiliser les ports désignés
- Soumettre une demande avant d'entrer au port et programmer une période pour accomplir les vérifications préalables
- Permettre la conduite des inspections au port et fournir les informations requises

ENTRÉE AU PORT REFUSÉE :

Sauf si cela pose un risque de sécurité ou si le vaisseau doit être mis au rebut.

Les vaisseaux de pêche illicite connus ou soupçonnés peuvent se voir refuser l'accès au port.

Les alertes sont envoyées aux états pertinents.

PARTAGE DES INFORMATIONS AVEC LES AGENCES NATIONALES :

- Police
- Garde côtière
- Marine
- Affaires étrangères

COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE :

- États de pavillon
- États portuaires de la région
- Organisations de pêcheries et forces opérationnelles

Le vaisseau communique avec l'autorité portuaire

DEMANDE D'ACCÈS AU PORT SOUMISE À L'AVANCE

Partage bilatéral des informations avec les agences pertinentes

RÉFÉRENCES CROISÉES DES INFORMATIONS ET ANALYSE DES RISQUES PAR LES AGENCES PERTINENTES :

- Pêcheries
- Marine
- Police

LÉGENDE

- Partage des informations
- Avantages du PSMA
- Pêche IUU confirmée
- Pêche IUU soupçonnée
- Pas de suspicion de pêche IUU

Résultats communiqués au point focal national du PSMA

DÉCISION PRISE PAR L'ÉTAT PORTUAIRE

SUSPICION DE PÊCHE IUU

PAS DE SUSPICION DE PÊCHE IUU

ENTRÉE AU PORT ACCORDÉE
Toutes les installations sont refusées

Les inspections ciblées utilisent au mieux les capacités et les ressources limitées.

ENTRÉE AU PORT ACCORDÉE
Toutes les installations portuaires

Les vaisseaux conformes sont récompensés par des contrôles portuaires plus efficaces.

INSPECTION REQUISE

INSPECTION POSSIBLE

COOPÉRATION AVEC LES AGENCES NATIONALES :

- Douanes
- Immigration et travail
- Santé, hygiène, vétérinaire
- Police
- Marine
- Affaires étrangères

COOPÉRATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE :

- États de pavillon
- Organisations de pêcheries, forces opérationnelles

PARTAGE DES INFORMATIONS ET COOPÉRATION AVEC LES AGENCES NATIONALES :

- Douanes
- Immigration et travail
- Santé, hygiène, vétérinaire
- Marine

INSPECTION

PAS D'INSPECTION

PÊCHE IUU DÉTECTÉE

PAS DE PÊCHE IUU DÉTECTÉE

ACCOSTAGE ET UTILISATION DES SERVICES PORTUAIRES REFUSÉS :

Conduire des investigations supplémentaires avec :

- Service des poursuites pénales
- Police
- État du pavillon

ACCOSTAGE, SERVICES PORTUAIRES, ETC. AUTORISÉS

Les inspections constituent un élément principal du PSMA

PERSONNEL D'ADF

En vertu de l'accord relatif aux mesures du ressort de l'état du port, les vaisseaux de pêche battant pavillon étranger pourraient être sujets à des inspections avant de pouvoir entrer dans un port pour décharger leur prise. Des inspecteurs formés devront examiner les vaisseaux et leurs archives pour assurer la conformité à la réglementation et aux lois.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, les vaisseaux qui cherchent à accéder à un port devront produire 23 éléments d'information, y compris le nom du vaisseau, le pavillon, le propriétaire, le certificat d'enregistrement, les autorisations de pêche et de transbordement, la prise totale à bord et la prise totale à décharger.

Après avoir conduit les inspections, les inspecteurs rempliront un formulaire contenant 42 éléments de données. Les mesures qu'ils doivent prendre incluent :

- **Vérifier** que la documentation d'identification du vaisseau et les informations du propriétaire situées à bord sont vraies, complètes et correctes.
- **Vérifier** que le pavillon et les marquages du vaisseau sont conformes à la documentation.
- **Vérifier** que les autorisations de pêche et celles liées à la pêche sont vraies, complètes et correctes.
- **Examiner** les autres documents et archives tels que les journaux de bord, les documents de prise, de transbordement et de commerce, les listes d'équipage, les plans d'arrimage et les dessins, et les descriptions des cales à poisson.

- **Examiner** le matériel de pêche pour vérifier que sa taille, ses accessoires, ses dimensions et sa configuration sont conformes à la réglementation.
- **Déterminer** si les poissons ont été pris conformément aux règles applicables.
- **Examiner** la quantité et le type de poisson, notamment en ouvrant les conteneurs pleins et en déplaçant la prise ou les conteneurs pour examiner les cales à poisson.
- **Évaluer** s'il existe des preuves claires qu'un vaisseau a pratiqué une pêche illicite, non déclarée ou non réglementée.
- **Fournir** au commandant du navire une copie du rapport d'inspection. Le commandant le signera et pourra y ajouter des commentaires, des objections, et contacter les autorités de l'état du pavillon s'il a du mal à comprendre le rapport.
- **Ordonner** la traduction de la documentation pertinente si cela est possible et nécessaire.

Les inspecteurs doivent être correctement formés pour effectuer ce travail. Comme l'indique l'accord, la formation concerne au moins 12 domaines, notamment : éthique ; santé et sécurité ; lois nationales et internationales pertinentes et autre réglementation ; comment recueillir, évaluer et préserver les preuves ; comment conduire les inspections, écrire les rapports et conduire les interrogations ; analyser la documentation des vaisseaux ; identifier et mesurer les poissons ; identifier et mesurer les vaisseaux et leur équipement ; opération de l'équipement des vaisseaux ; et actions après inspection.

Pays africains signataires du PSMA

- | | | |
|------------------|--------------------------|--------------------|
| 1. Cap-Vert | 9. Madagascar | 16. Seychelles |
| 2. Côte d'Ivoire | 10. Mauritanie | 17. Sierra Leone |
| 3. Gabon | 11. Île Maurice | 18. Somalie |
| 4. Ghana | 12. Mozambique | 19. Afrique du Sud |
| 5. Guinée | 13. Namibie | 20. Soudan |
| 6. Kenya | 14. Sao Tomé-et-Principe | 21. Gambie |
| 7. Libye | 15. Sénégal | 22. Togo |

 Pays signataire africain

Source : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

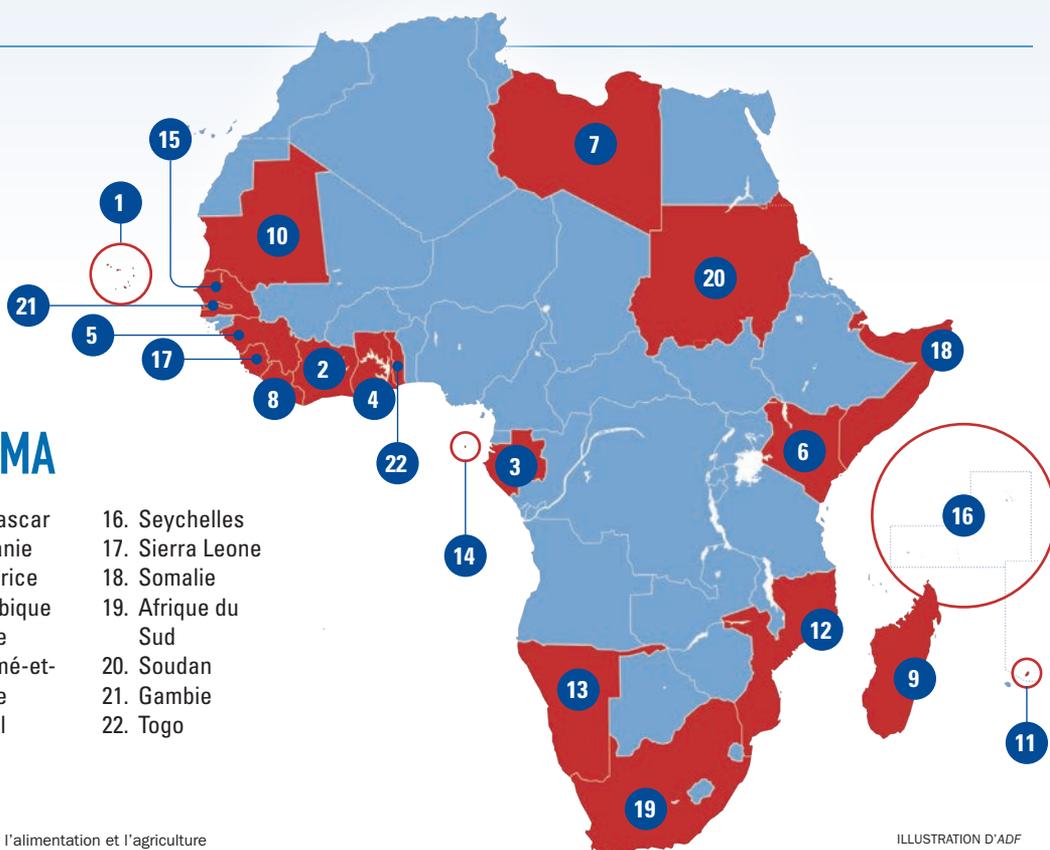


ILLUSTRATION D'ADF

donnent aux criminels des refuges pour décharger leur prise. Pour en donner un exemple, la majeure partie des pays d'Afrique de l'Ouest ont signé cet accord mais la Guinée-Bissau ne l'a pas fait. Un vaisseau pourrait donc éviter un pays, remonter la côte et accoster dans un autre pays pour éviter les investigations et les contrôles.

Les vides du littoral causés par les pays qui n'ont pas encore rejoint l'accord produiront d'importantes vulnérabilités. Mais le Dr Ralby explique que les pays qui ont signé l'accord reçoivent tout de même des avantages et des opportunités énormes grâce aux inspections et aux contrôles portuaires. Certains pays africains sont parmi les nations du monde qui ont le plus recours aux protéines de poisson, donc il est vital pour eux de disposer de tous les outils en vigueur pour contrecarrer la pêche IUU. Il déclare que cela fournit des avantages gigantesques, qu'il existe un seul pays agissant en vertu de l'accord, qu'il en existe 23, ou que tous les 38 pays africains côtiers le fassent.

En outre, même si chaque pays africain côtier adopte le PSMA, il ne sera pas efficace s'il n'est pas mis en œuvre « efficacement, effectivement, systématiquement et de façon transparente », déclare le Dr Ralby. Les pays africains devront harmoniser leurs efforts pour que tous les pays travaillent avec les mêmes normes et partagent leurs informations. « Tout écart dans cette approche sera exploité », déclare-t-il.

La corruption potentielle devra aussi être affrontée. Le bon fonctionnement du PSMA dépend des personnes qui sont chargées de sa mise en application. Le marché international de la pêche a une valeur élevée : en 2017, il dépassait 240 milliards de dollars, et on anticipe qu'il dépassera 438 milliards en 2026, selon Research and Markets. Le Dr Ralby déclare que cette valeur peut encourager certaines personnes à être tentées par la corruption, par exemple avec des pots-de-vin, pour ignorer la réglementation ou approuver les prises qui ne devraient pas l'être.

Les états portuaires devront aussi assurer que les vaisseaux conformes qui reçoivent une approbation rapide pour entrer dans un port n'exploitent pas ce privilège en essayant de faire entrer furtivement une prise IUU. Le Dr Ralby suggère des examens constants et aléatoires pour assurer que les vaisseaux rapidement approuvés restent conformes.

Le Dr Ralby déclare que, à mesure que le Covid-19 se propage en Afrique et ailleurs, il est probable que la lutte contre la pêche IUU présentera un plus grand défi. La maladie a compliqué la chaîne d'approvisionnement mondiale, aussi est-il probable que des opportunités de contournement des règles seront explorées. De même, le travail de la police sera plus difficile parce que les gens seront probablement moins intéressés à monter à bord des vaisseaux. Ceci pourrait changer la nature du problème à court terme.

Tout de même, les pays africains prennent des mesures pour se familiariser avec les éléments de l'accord. Peu avant que le Covid-19 ne commence à se propager en



Trois navires chinois attendent dans le port de Conakry (Guinée) pendant une inspection. Les autorités guinéennes ont découvert des carcasses et des ailerons de requin. AFP/GETTY IMAGES

Afrique, la Sierra Leone avait organisé un exercice lié au PSMA à Freetown en février 2020.

Des représentants des autorités de pêche, de police, de santé, de la marine, des organismes maritimes et portuaires, et des autorités judiciaires du pays y ont participé pendant l'atelier de développement des capacités, qui a duré une semaine. L'ONUAA a organisé l'événement. La Sierra Leone avait ratifié l'accord en septembre 2018.

Les participants ont utilisé l'arrivée programmée d'un navire battant pavillon étranger pour décharger sa prise à Freetown comme une opportunité de participation à une étude de cas et pour acquérir des connaissances sur la coopération inter-agences et l'échange d'informations, élément clé de l'accord.

Le Liberia, pays voisin de la Sierra Leone, a organisé un événement similaire à peu près au même moment à Monrovia avec les représentants des pêcheries, des autorités maritimes, portuaires, sanitaires, douanières, des agences d'immigration, de la garde côtière, du commerce, de la justice et de l'agriculture.

L'atelier s'est servi d'un cargo réfrigéré battant pavillon étranger qui déchargeait du poisson transbordé depuis des navires en Guinée-Bissau comme étude de cas pour les procédures PSMA telles que l'échange d'informations et la coopération inter-agences.

L'accord ne pourra que se renforcer à mesure que davantage de pays le signeront, ce qui limitera peu à peu le nombre de ports que les criminels pourront utiliser pour décharger et vendre leurs poissons mal acquis. Selon les Pew Charitable Trusts, « un élan international cohérent au cours des dernières années a renforcé le nombre de signataires de l'accord, ce qui rend de plus en plus difficile le transfert des prises illégales vers les marchés nationaux et internationaux et ce qui réduit la motivation des opérateurs de pêche malhonnêtes pour continuer leurs activités IUU ». □

L'ÉDUCATION

des guerriers de demain



Un officier de la Force de défense du peuple ougandais prend des notes dans une classe offerte au Collège de commandement et d'état-major pour officiers subalternes à Jinja. SERGENT D'ÉTAT-MAJOR JULIANNE M. SHOWALTER/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Les institutions pédagogiques professionnelles des forces armées doivent se réformer pour affronter les nouveaux défis sécuritaires

MAJOR-GÉNÉRAL MUHAMMAD INUWA IDRIS (À LA RETRAITE)

Les officiers militaires ont tous profité d'une éducation militaire professionnelle (PME) dans leur carrière. La PME est structurée pour fournir un mélange d'entraînement, d'acquisition des aptitudes et d'enseignement traditionnel en salle de classe. Elle est conçue pour soutenir le soldat depuis le début de sa carrière jusqu'au moment où il quitte le service actif. Elle façonne les attitudes pour améliorer le succès des missions individuelles et institutionnelles.

culmine au niveau des académies pour adjudants. Pour les officiers, elle commence au niveau des académies de formation initiale des officiers et continue avec les collèges de guerre ou institutions équivalentes offrant une éducation politique et stratégique. Il est avéré que les progrès d'une carrière militaire sont structurés à tous les niveaux pour être conformes à la PME requise et pertinente. Cela démontre que les forces armées sont une organisation adaptative qui met l'accent sur l'apprentissage continu.



Des soldats de la Force de défense du peuple ougandais parlent de stratégie en travaillant sur un projet de groupe au Collège d'état-major pour officiers subalternes à Jinja.

SERGEN D'ÉTAT-MAJOR JULIANNE M. SHOWALTER/ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

S'ADAPTER OU PÉRIR

Il est important pour ces institutions de ne pas devenir rigides. Une évaluation régulière de la PME doit être entreprise pour déterminer si elle réalise ses fonctions et objectifs souhaités. Ceci est particulièrement urgent aujourd'hui si l'on considère les environnements complexes dans lesquels les forces armées jouent un rôle actif. Si on évalue la PME, on doit admettre que ses succès sont mitigés. D'un point de vue positif, la structure et la conduite de la PME sont une réussite impressionnante. Ce sont des institutions sérieuses avec des exigences académiques rigoureuses. Toutefois, les résultats en termes de performance et de succès des missions dans de nombreuses régions du continent ne sont pas encourageants.

Elle est divisée en niveaux séparés et cloisonnée entre les non-gradés et les officiers cadres.

Les soldats qui étudient aux institutions PME les plus prestigieuses emmènent avec eux cette fierté de réussite dans toute leur carrière.

Pour les non-gradés, la PME commence au niveau des établissements de formation initiale des soldats et

Mon point de vue est celui du contexte militaire nigérian, dans lequel j'ai passé ma carrière. C'est l'institution avec laquelle je suis le plus familiarisé. Au cours d'une carrière de 35 ans, j'ai eu suffisamment de chance pour avoir passé les 5 dernières années dans des institutions de PME différentes en tant que général chargé de leur administration. Grâce à cette expérience, j'ai constaté les points forts et l'importance

Les forces armées africaines ont promu avec succès l'apprentissage pendant toute la carrière, mais il est de plus en plus évident que la formation et les encouragements du système pédagogique militaire ne produisent pas toujours les résultats escomptés.

de la PME et j'ai observé le besoin urgent de la réformer et de l'adapter pour satisfaire aux exigences des environnements actuels de menace.

Dans les forces armées du Nigeria, la PME est structurée, en particulier pour les cadres officiers, de sorte que l'on ne puisse pas briguer un grade supérieur sans y être exposé graduellement ou sans l'avoir éprouvée. Ceci commence lors de la formation initiale des officiers à l'académie de défense du Nigeria et se termine par une éducation de niveau stratégique près du sommet de la carrière de général. Cet aspect structurel de la PME est considéré comme un succès, et il est semblable à la façon dont la PME est structurée dans les autres pays africains.

Les forces armées africaines ont promu avec succès l'apprentissage pendant toute la carrière, mais il est de plus en plus évident que la formation et les encouragements du système pédagogique militaire ne produisent pas toujours les résultats escomptés. Pour les officiers, l'encouragement principal consiste à participer aux cours pertinents et à les compléter pour progresser vers un grade supérieur. Pour eux, la PME est devenue une case à cocher afin de développer leur carrière. L'utilisation d'une éducation acquise pour exécuter des tâches et résoudre des problèmes complexes sur le terrain est suspecte. Son résultat est une armée qui devient de plus en plus réactive avec des plans à court terme et des capacités de réussite des missions qui s'évanouissent rapidement. Ceci est évident dans la façon dont les tâches affectées sont affrontées et exécutées.

DE NOUVELLES MENACES

Le changement est urgent Le continent fait face à une vaste gamme de menaces extrémistes dans des lieux tels que le bassin du lac Tchad, le Sahel, la région



Un aviateur du Malawi fournit un briefing à la base aérienne de Lilongwe. Les organisations militaires qui produisent les meilleurs résultats mettent l'accent sur l'éducation tout au long de la carrière. ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique. Un grand nombre de ces menaces se sont envenimées pendant des années avant que les pays ne développent individuellement des stratégies cohérentes pour y répondre. Une période plus longue a été requise pour façonner des partenariats régionaux de sécurité. Cela est un défi pour les institutions de PME qui devraient considérer leurs approches et se demander si elles forment bien des soldats professionnels qui seront proactifs dans des environnements volatils, incertains, complexes et ambigus (VUCA).

L'évaluation de la façon dont les forces armées conduisent des opérations anti-insurrection contre le groupe terroriste Boko Haram au Nigeria a exposé les lacunes de la PME en matière de préparation. Par exemple, au cours des premières années de l'insurrection, la plupart des missions étaient conduites pour réagir rapidement aux attaques des insurgés, sans planification adéquate. Les systèmes de renseignement et d'alerte précoce s'appuyaient largement sur des informations d'origine source ouverte et omettaient des analyses pertinentes. Les systèmes de logistique et d'achat étaient réactifs, à court terme et essentiellement irréalistes. Les branches des forces armées conduisaient des opérations pour la plupart indépendantes avec peu ou pas de coordination. Tout cela réduisait les succès de la guerre contre les insurgés et contribuait à l'augmentation de la politisation



et au manque de transparence des forces armées en matière opérationnelle. La PME a un rôle important à jouer pour inverser ces tendances négatives.

DES QUESTIONS DIFFICILES SE POSENT

La transformation exhaustive des forces armées peut être lancée par la PME. Toutefois, la PME doit d'abord se transformer et se refocaliser sur la résolution des problèmes. La PME doit être restructurée pour assurer que les forces armées soient prêtes à développer des réponses délibérées, opportunes et durables aux menaces VUCA actuelles et émergentes au lieu de réponses ponctuelles non planifiées. Les institutions PME doivent commencer à chercher des réponses et des solutions aux questions critiques telles que :

- Comment les systèmes de planification opérationnelle peuvent-ils être plus robustes et réalistes ?
- Comment les systèmes d'alerte précoce peuvent-ils devenir plus sensibles et adaptatifs ?
- Comment les systèmes logistiques peuvent-ils devenir plus efficaces et effectifs ?
- Comment les systèmes d'achat peuvent-ils être plus réalistes et transparents ?
- Comment la continuité et la collaboration inter-agences peuvent-elles être améliorées ?

Les réponses et les solutions, pour ces questions et pour beaucoup d'autres, peuvent être fournies par la PME si elle est réorientée dans ce sens. Cette réorientation peut être lancée avec une volonté et une direction politique correctes de la part de la hiérarchie militaire. En outre, des investissements PME suffisants et pertinents devront être faits pour examiner et actualiser les programmes d'étude et acquérir la technologie appropriée. Les avancées dans la technologie de l'information et dans l'informatique ont beaucoup facilité l'apprentissage chez les forces armées, grâce aux outils de simulation et de jeux de guerre. Les institutions de PME doivent avoir accès à ces outils.

Par conséquent, bien que l'on puisse dire que la structure et la livraison de la PME ont été perfectionnées, les aptitudes de résolution des problèmes apprises dans la PME sont insuffisantes. En tant qu'officiers militaires, nous devons assumer la responsabilité de ce problème. Les forces armées ont tendance à se décharger de leurs responsabilités en accusant toujours la classe politique de ne pas leur fournir un soutien financier suffisant pour exécuter leurs missions. Dans beaucoup de pays africains, les forces armées étaient hautement politisées à cause de leur participation antérieure à la gouvernance politique. La hiérarchie militaire des démocraties qui ont succédé a fait très peu pour assurer une transformation et un réaligement exhaustifs. Les efforts de transformation du secteur de



Les soldats nigériens défilent pour célébrer la Fête de la Démocratie. REUTERS



la sécurité ont été essentiellement sélectifs, sans coordination et incomplets. Comme conséquence, on constate des efforts et des investissements importants qui ont des résultats inégaux et décevants.

Les défis et la dynamique de l'environnement opérationnel actuel évoluent rapidement. Ceci explique en partie la raison pour laquelle les forces armées semblent être accablées dans un environnement VUCA. Les réponses et les solutions devraient être trouvées dans une PME qui est orientée et concentrée vers la résolution des problèmes, et non pas une PME qui est largement conçue à des fins de développement de carrière.

La PME contemporaine des pays africains doit être conçue pour adresser les besoins spécifiques des forces armées en tant qu'institution et ceux de la nation dans son ensemble. Le système actuel doit être réévalué dans le but de le restructurer et de le réaligner pour obtenir de meilleurs résultats. La PME doit être rendue délibérément contextuelle en termes de paramétrage réaliste des scénarios. Les programmes pédagogiques doivent être l'objet de tests et d'évaluations continues sur le terrain, et d'exams de performance opérationnelle, pour que des leçons pertinentes d'amélioration puissent en être déduites. L'esprit critique et créateur doit être inculqué à tous les niveaux pour que des innovations dans la résolution des problèmes soient suscitées et encouragées. La PME doit rester à jour avec les tendances contemporaines concernant l'utilisation des outils de simulation et de jeu de guerre pour modéliser l'application des leçons apprises. Des outils de simulation devraient aussi être introduits pour la projection des événements futurs et la modélisation des réponses et des résultats probables. Ces outils peuvent être utilisés facilement pour connecter les contextes stratégiques aux environnements locaux, ce qui est nécessaire dans les opérations militaires d'aujourd'hui. Ce faisant, la PME deviendra plus adaptable, réaliste, orientée vers le futur et visionnaire.

J'espère que nous pourrions continuer à bénéficier d'une assistance internationale pour corriger les lacunes et réaligner la PME pour améliorer la performance. Nos partenaires de développement ont beaucoup fait pour nous, et l'ont fait très bien. En conséquence, les forces armées africaines doivent se montrer à la hauteur en améliorant et perfectionnant leurs capacités militaires grâce à la PME, alors que nos partenaires de développement continuent à maintenir leur soutien et leur assistance. □



Le major-général Idris est l'ancien commandant de l'Académie de défense du Nigeria à Kaduna. Il a assumé plusieurs rôles dans une carrière de plus de trois décennies, notamment ceux de chef d'état-major du corps des renseignements de l'Armée de terre du Nigeria, et après avoir quitté le service actif pour prendre sa retraite, il est devenu chef du service des inscriptions de l'Université Baze à Abuja. Il détient deux maîtrises de l'Université de la défense nationale à Washington, D.C., et il a fait des études dans des institutions de défense au Royaume-Uni et au Pakistan. Il a reçu la médaille du jubilé d'or-médaille du Centenaire pour les militaires nigériens et la grande médaille Étoile de service pour célébrer ses 30 ans de service.

Comment résoudre

L'INSUFFISANCE DES CAPACITÉS DE TRANSPORT AÉRIEN



**Les pays peuvent s'associer pour développer des flottes
aériennes régionales de transport militaire**

PERSONNEL D'ADF

ILLUSTRATION D'ADF



Un C-130 de la Force nationale de défense d'Afrique du Sud atterrit dans une installation de l'Armée de l'air d'Afrique du Sud. L'avion transportait des professionnels militaires de la santé pour aider à combattre la pandémie de Covid-19 dans la province du Cap-Oriental.

AFP/GETTY IMAGES

En ce qui concerne le développement de la capacité militaire en Afrique, l'ajout d'aéronefs a tendance à avoir une faible priorité à cause des coûts liés à l'acquisition des avions de combat, des avions d'entraînement et des avions cargo.

Outre les applications militaires, la capacité de fret aérien demeure une exigence critique sur l'ensemble du continent, autant pour transporter les troupes vers les régions tourmentées que pour parachuter un approvisionnement dans les zones frappées par des catastrophes naturelles.

Pour répondre à ce besoin, l'Union africaine (UA) a créé une cellule au sein de sa division des opérations de soutien de la paix appelée le Centre de coordination des déplacements continentaux. Ce centre supervise le transport aérien contribué par les communautés économiques régionales du continent, ainsi que le transport aérien à court terme sous contrat, le transport maritime commercial et les déplacements terrestres pour les opérations de maintien de la paix. L'UA a aussi compilé une base de données des ressources aériennes continentales disponibles des pays membres pour déterminer les lacunes et les opportunités.

Le mandat du centre est de contrôler et de coordonner l'utilisation des capacités de transport stratégiques engagées pour les missions de l'Union africaine. Comme le note un rapport de 2015 du Centre africain pour les études stratégiques, la première priorité de l'UA est « l'utilisation des ressources de transport stratégiques organiques des états membres de l'UA, en comblant toute lacune de capacité avec des ressources commerciales sous contrat ou par l'assistance des partenaires. »

La première preuve du potentiel du centre est apparue lors de l'exercice militaire Amani Africa II de 2015, lorsqu'un avion de transport C-130 du Nigeria dans la région de la communauté économique des états d'Afrique de l'Ouest a transporté 100 soldats et du matériel de la Force est-africaine en attente, satisfaisant ainsi à une exigence de transport aérien d'urgence.

« Ce que le concept déclare, c'est que nous devrions d'abord utiliser dans la mesure du possible les ressources africaines et mettre en commun ces ressources pour le transport stratégique, avec l'ajout possible d'un soutien des partenaires », avait déclaré le colonel Mor Mbow du Sénégal à l'époque.

Malgré un accord général sur le besoin d'une telle capacité de transport aérien, les aéronefs existants restent peu nombreux. Dans un livre de 2013 intitulé *Engagement militaire : influencer les forces armées du monde entier pour soutenir les transitions démocratiques, volume II*, édité par Dennis Blair, l'accent est mis sur le besoin de ressources de transport aérien plus nombreuses en Afrique. « Les forces armées africaines doivent augmenter considérablement leur capacité logistique aérienne pour faire face aux crises environnementales et humanitaires du continent. »

« La famine et la sécheresse qui ravagent la Corne de l'Afrique exigent une intervention urgente, qui nécessitera le transport de plusieurs tonnes de produits alimentaires vers les régions éloignées où 9,6 millions de personnes appauvries sont dispersées. En outre, au Mozambique, à cause des fortes pluies saisonnières, seul le transport aérien est capable d'intervenir et de sauver la vie des gens désespérés qui ne se déplacent pas vers les zones plus hautes chaque année. Toutefois, la plupart des états africains manquent de matériel, de ressources et de formation. »

Les ressources régionales

Alors que l'Afrique évalue des stratégies pour mettre en commun les ressources dans le but d'améliorer sa capacité de transport aérien, il existe déjà un modèle dont l'examen serait utile.

La Strategic Airlift Capability (SAC, capacité de transport aérien stratégique) créée en 2008 est basée dans l'Ouest de la Hongrie. C'est un programme indépendant et multinational qui fournit à ses 12 pays membres une capacité de transport du matériel et du personnel sur de

« Chaque nouvelle crise en Afrique fait face au même défi colossal lié à la logistique et la mobilité aérienne ».

~ Major Ryan McCaughan, Armée de l'air des États-Unis

longues distances. Elle possède et exploite trois avions cargo Boeing C-17 Globemaster III à long rayon d'action.

Les pays membres de la SAC sont la Bulgarie, l'Estonie, les États-Unis, la Hongrie, la Lituanie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie, qui sont membres de l'OTAN, et la Finlande et la Suède, qui participent au Partenariat pour la paix de l'OTAN. Chaque participant possède une fraction des heures de vol disponibles des avions de la SAC, laquelle peut être utilisée pour des missions visant à soutenir la défense nationale, les engagements régionaux et les efforts de secours humanitaire.

En avril 2020, la SAC a livré sur demande des Pays-Bas deux unités mobiles de soins intensifs à l'île de Saint-Martin dans les Antilles lors d'une mission de réponse d'urgence. Selon le reportage du *Daily Herald* du Nord-Est des Antilles, les deux unités possèdent six lits de soins intensifs avec des respirateurs et le matériel pour six autres lits d'unité de soins intensifs dans les Caraïbes néerlandaises. Cette livraison était considérée comme essentielle pour que ces îles puissent traiter les patients souffrant du Covid-19.

Le concept de la SAC a été élaboré au quartier général de l'OTAN en 2006. Les responsables de l'OTAN et les représentants des pays ont envisagé une solution de partenariat qui « satisfait aux besoins de transport aérien stratégique des états membres sans les ressources économiques nécessaires pour le déploiement d'une capacité permanente ». Le premier avion est livré à la SAC en juillet 2009, et deux autres sont reçus au cours des mois suivants. À la fin 2012, l'unité est considérée pleinement capable d'exécuter des missions qui incluent le ravitaillement

aérien, le parachutage depuis un seul aéronef, les atterrissages d'assaut, les opérations de jour ou de nuit par tous les temps dans des environnements sujets à des menaces de niveau faible ou moyen, et les opérations limitées d'évacuation aéromédicale.

Le transport aérien budgétisé

Dans une étude de 2019, le major Ryan McCaughan de l'Armée de l'air des États-Unis propose d'utiliser des avions remis à neuf pour améliorer la capacité de transport aérien de l'Afrique. Il note que, pour les États-Unis et les autres pays fournissant une assistance aux nations africaines pour une capacité de transport aérien, il serait avantageux d'offrir une aide sur une base régionale, plutôt que d'assister les pays individuellement. Il déclare que « chaque nouvelle crise en Afrique fait face au même défi colossal lié à la logistique et la mobilité aérienne ».

Il déclare que la mobilité aérienne en Afrique doit être considérée comme une ressource régionale. Il propose un plan global, en association avec l'Union africaine et dirigé par celle-ci. Il déclare que les pays africains devraient tirer profit de la « disponibilité sans précédent » d'un certain avion : l'avion-cargo C-130.

Le Lockheed C-130 Hercules est un avion turbo-propulseur à 4 moteurs pour le transport militaire. Sa production avait démarré en 1955 et des versions actualisées sont toujours produites. Il était conçu pour accommoder les conditions de la guerre de Corée, pour laquelle les États-Unis nécessitaient un avion de transport polyvalent qui pouvait transporter les troupes par air sur des distances moyennes et atterrir sur des aérodromes simples à piste courte.

Un C-17 de la SAC est stationné sur le tarmac d'une piste d'atterrissage à Tombouctou (Mali). STRATEGIC AIRLIFT CAPABILITY



Des professionnels de l'entretien d'aéronefs des armées de l'air du Tchad, du Nigeria et de l'Éthiopie se sont rendus à la base aérienne Sheppard (Texas) pour suivre un cours de 3 semaines sur l'entretien des C-130.

ARMÉE DE L'AIR DES ÉTATS-UNIS

Au fil des années, 70 pays environ ont acquis des C-130. Plus de 2.500 avions ont été produits. Le C-130 standard a plus de 40 versions. Le magazine Forbes prédit que le C-130 deviendra sans doute le premier aéronef militaire de l'histoire à rester continuellement en service pendant 100 ans.

Les États-Unis ont travaillé séparément avec certains pays africains pour améliorer leur capacité de transport aérien, en particulier avec le C-130. En 2018, les États-Unis ont donné à l'Éthiopie un C-130 restauré. Selon un reportage de defenceWeb, les responsables de l'ambassade des États-Unis déclarent que l'avion « améliorerait davantage la capacité pour l'Éthiopie de jouer un rôle crucial dans les missions régionales de maintien de la paix, en lui permettant de transporter les approvisionnements humanitaires là où ils sont nécessaires, en temps opportun, et de protéger la vie des civils dans les zones de conflit. »

En janvier 2020, les États-Unis ont remis un nouveau hangar pour les C-130 Hercules à l'Armée de l'air nigérienne dans la Base aérienne 201 près d'Agadez. « Le Niger recevra un aéronef C-130, précédemment américain, dans le courant de l'année », selon defenceWeb.

Les États-Unis ont versé les coûts de construction du hangar, qui a été construit en moins d'un an par des professionnels internationaux et environ 90 résidents d'Agadez. Le hangar comprend une salle d'entretien des moteurs, une zone de stockage des fournitures, une aire de formation et des salles pour les batteries et les outils.

Le hangar abritera finalement un maximum de 2 aéronefs de transport C-130 récemment achetés auprès des États-Unis par l'Armée de l'air nigérienne, selon defenceWeb.

Le meilleur choix

Dans son étude, le major McCaughan conclut que le C-130 semble être le meilleur outil pour améliorer la capacité de transport aérien en Afrique, en partie parce que les États-Unis l'ont déjà choisi dans ce but.

« Peu de personnes diraient que, du fait de la capacité fournie, le C-130 est inapproprié pour l'Afrique, écrit le major McCaughan. Principalement à cause de la capacité de charge, du temps de vol et de la capacité d'atterrissage sur des surfaces non améliorées, cette ressource fournit la réponse à une région si fréquemment tourmentée par la guerre et la famine, toutes deux aggravées par ce que l'on a appelé la "tyrannie de la distance". Avec un rayon d'action de plus de 1.500 milles marins, la capacité de transporter



une cargaison jusqu'à 19.000 kilos, et la possibilité d'être reconfiguré pour l'adapter à une variété de scénarios de mission différents, c'est un aéronef idéal pour un continent ayant des lieux de rassemblement limités et un manque de zones d'atterrissage recensées, ce qui peut nécessiter un avion d'un rayon d'action de 1.600 kilomètres avant son ravitaillement en carburant. »

Les coûts d'entretien et de soutien annuel du C-130H, qui sont de 5 à 6 millions de dollars, sont relativement faibles comparé à ceux des aéronefs similaires, affirme le major McCaughan.

Le programme des articles de surplus de la défense est conçu pour qu'un pays ou une région puisse acquérir une ressource, telle qu'un avion, fournie « telle quelle », en assumant responsabilité pour tous les frais liés à son transport, sa réparation et son entretien.

Le major McCaughan déclare que l'Union africaine devrait utiliser la SAC comme modèle pour sa propre capacité régionale de soutien de transport aérien. Comme pour la SAC en Hongrie, l'UA devrait choisir une « nation cadre » qui serait responsable des coûts de restauration et d'entretien des C-130 donnés dans une région. L'UA développerait un modèle de financement pour prendre en charge une portion des frais opérationnels et d'entretien des aéronefs. Il déclare par exemple qu'un modèle pourrait utiliser un plan de partage des coûts en fonction des heures de vol, négocié entre le pays hôte, l'UA et les autres partenaires africains.

Les pays individuels de l'Afrique subsaharienne ont eu des difficultés financières pour assurer l'entretien de leurs avions de transport. Le major McCaughan conclut que la seule réponse possible est une nouvelle façon de gérer les flottes aériennes de transport militaire : « À moins que les partenaires gouvernementaux régionaux qui ont des intérêts similaires ne s'unissent par contrat les uns aux autres, ainsi qu'à une industrie capable de conduire une maintenance de haut niveau, le cycle ne sera pas rompu et la mobilité aérienne en Afrique subsaharienne restera évasive. » □

Les coûts liés à la remise en service d'un avion

Lockheed Martin produit des avions de transport C-130 depuis 1955. ADF a interviewé Denny Plessas, vice-président de Lockheed Martin pour le développement commercial international - Afrique, Grèce, Italie et Amérique latine, sur le processus de remise en service des C-130 hors service. Les questions et réponses ont été échangées par e-mail et modifiées en fonction de leur longueur.

ADF : *En sachant que tous les anciens avions sont différents, quel est le coût de remise en service d'un ancien C-130 qui a été sujet à un bon entretien ?*

M. Plessas : Le simple fait qu'un aéronef ait été bien entretenu ne signifie pas qu'il soit qualifié pour voler mondialement ou qu'il n'approche pas une limite de durée de service qui nécessiterait le remplacement d'une pièce aussi grande qu'une aile. Dans le cas des anciens C-130 de plus de 40 ans, le coût d'une remise en état au dépôt simplement pour remettre l'aéronef en service peut dépasser la valeur de l'avion.

Les C-130 les plus récents à être remis en service faisaient partie du programme des articles de surplus de la défense (EDA) du gouvernement américain. Avant d'être livrés, les aéronefs avaient subi une remise en état appropriée dans un dépôt du gouvernement américain.

ADF : *Quelle est la valeur d'un C-130 usagé en bon état ?*

M. Plessas : Au cours des dernières années, nous avons constaté que la valeur des C-130 usagés était comprise entre plusieurs centaines de milliers de dollars, pour un avion cannibalisé pour ses pièces détachées, et 15 à 20 millions de dollars pour un C-130H d'environ 35 ans équipé d'un nouveau cockpit en verre.

ADF : *Quel est le coût annuel d'entretien d'un C-130 qui est utilisé normalement ? Le général Norton Schwartz, ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air, avait dit au Congrès en 2012 que le coût opérationnel du C-130 était de 10.400 dollars l'heure. Ce chiffre est-il toujours exact ?*

M. Plessas : Le coût de l'entretien d'un C-130 est déterminé par plusieurs facteurs, notamment :

- Le nombre d'heures de vol par an.
- Le taux de disponibilité exigé par l'opérateur.
- La taille de la flotte.
- L'aéronef est-il entretenu par une installation gouvernementale ou par un centre de service commercial ?

Les coûts par heure de vol sont divisés en coûts fixes et coûts variables. Les coûts fixes sont dus principalement à l'entretien et sont en général répartis entre les composants d'une flotte. Les grandes flottes ont en général des coûts fixes moindres par aéronef à cause des économies d'échelle, comparé aux flottes plus petites. Les coûts variables sont les consommables, par exemple le carburant et les salaires de l'équipage.

L'un des plus importants facteurs de coûts fixes est l'effet du taux de disponibilité sur l'entretien. Au moment de leur livraison, les C-130 neufs ont un taux de disponibilité de plus de 90 %. Au bout de 40 ans de vol, nous constatons que le taux de disponibilité d'un aéronef baisse à 50 - 55 %. À mesure qu'un aéronef vieillit, il nécessite davantage d'inspections et davantage de pièces de rechange, et les opérateurs doivent aussi tenir compte de l'obsolescence des pièces détachées. Il est possible de faire remonter le taux de disponibilité, mais cela exige un grand influx de capitaux.

ADF : *Que faut-il faire pour effectuer l'entretien d'un C-130 ?*

M. Plessas : Les C-130 sont entretenus soit par des dépôts du gouvernement, soit par des entreprises commerciales (surtout des compagnies aériennes) engagées sous contrat par le gouvernement, soit par des centres de service approuvés par Lockheed Martin. Il existe 17 centres de service des Hercules, situés sur 6 continents, pouvant prendre en charge les vérifications d'entretien, ainsi que la modification d'entretien des aéronefs au niveau du dépôt et le soutien de la restauration. Denel en Afrique du Sud est le seul centre de service des Hercules sur le continent, et son expérience inclut l'entretien de la flotte de C-130BZ de l'Armée de l'air sud-africaine.

ADF : *À quel point ne vaut-il plus la peine de maintenir en service ou de remettre en service un ancien C-130 bien entretenu ? L'âge de l'avion est-il le facteur principal ?*

M. Plessas : Le C-130 n'est pas limité par son âge, mais il existe certaines considérations dont il faut tenir compte pour évaluer le maintien en service ou la mise hors service d'un C-130.

Par exemple, examinons le modèle C-130H. Les C-130H ont été construits entre 1964 et 1996. La durée de service économique d'un C-130H utilisé par un opérateur militaire majeur est d'environ 40 ans et dépend de la façon dont l'aéronef a été exploité et entretenu par cet opérateur.

Des limites de service existent pour la structure/les composants structurels de l'aéronef C-130H en termes d'heures et de nombre d'événements (c'est-à-dire nombre d'atterrissages). Il ne faut pas confondre la « limite de service », la « limite annuelle de service » ou la « limite de durée de service » avec la durée de service économique de l'aéronef. Des facteurs autres que les limites structurelles devraient être considérés lors de l'évaluation de la durée de

Opérateur	C-130A	C-130B	C-130E	C-130H	C-130J	Total	Âge moyen
Botswana		3				3	60,5
Cameroun				3		3	41,1
Tchad				1		1	30,5
Éthiopie		2	1			3	57,7
Gabon				1		1	42,4
Nigeria				3		3	39,1
Safair			1	5		6	46,2
Afrique du Sud		7				7	57,4

Tableau 1

Source : Lockheed Martin

Opérateur	C-130A	C-130B	C-130E	C-130H	C-130J	Total	Âge moyen
Algérie				14		14	37,1
Égypte				26		26	40,3
Libye				2		2	49,4

Tableau 2

Source : Lockheed Martin

service économique, par exemple la justification économique d'utiliser un aéronef ancien et la baisse du taux de disponibilité à cause de l'entretien supplémentaire.

À mesure que les C-130H vieillissent, leur taux de disponibilité baisse. De nombreux opérateurs militaires signalent des taux de disponibilité de 50 % pour les anciens C-130H qui datent de 35 à 40 ans. L'entretien normal et l'entretien non programmé dû à l'âge affectent considérablement le taux de disponibilité. Les préoccupations de soutien non anticipé font augmenter la période pendant laquelle l'aéronef reste au dépôt et exigent aussi davantage de main d'œuvre, de pièces de rechange et de soutien technique. Tout cela se traduit par une baisse de la disponibilité et une hausse des coûts.

ADF : Il existe des évaluations différentes concernant le nombre de C-130 qui sont toujours utilisés en Afrique subsaharienne. Possédez-vous une estimation ?

M. Plessas : Selon la base de données de Lockheed Martin à l'heure actuelle, la répartition pour les opérateurs de C-130 en Afrique subsaharienne est la suivante : (tableau 1)

Selon la base de données de Lockheed Martin à l'heure actuelle, la répartition pour l'Afrique du Nord est la suivante : (tableau 2)

Les pays suivants ont remplacé leurs C-130H par des C-130J lorsqu'ils ont atteint l'âge suivant :

- Italie – 30 ans
- Danemark – 29 ans
- Norvège – 39 ans
- Royaume-Uni – 35 ans
- Australie – 34 ans
- Canada – 35 ans

ADF : Quel est le type d'installation que les groupes régionaux d'Afrique devraient construire pour abriter et entretenir un ou deux C-130 ?

M. Plessas : En général, les opérateurs nécessitent un hangar suffisamment grand pour abriter un C-130. À cause des économies d'échelle, la plupart des hangars sont construits pour abriter deux aéronefs ou plus, parce que ces installations abritent non seulement les aéronefs pour leur entretien, mais elles contiennent aussi des aires de peinture des aéronefs, des ateliers de soutien pour les techniciens, une bibliothèque technique, une aire de stockage pour les pièces détachées d'aéronef et une zone de bureaux.

ADF : Une étude de 2019 recommande que de telles installations régionales en Afrique abritent au moins trois avions C-130. Existe-t-il des économies d'échelle pour entretenir trois de ces aéronefs ou plus ?

M. Plessas : Il existe des économies d'échelle. L'infrastructure qui abrite un seul C-130 est un minimum. Son expansion à trois C-130 ne triple pas le coût de l'infrastructure. Dans une flotte d'un seul aéronef, la totalité du coût fixe de l'infrastructure est prise en charge dans le coût par heure de vol. Dans une flotte de trois aéronefs, ce coût est divisé.

L'équipe d'analyse opérationnelle de Lockheed Martin recommande toujours un minimum de trois aéronefs dans une flotte pour obtenir un bon rendement opérationnel. En général, un aéronef est habituellement sujet à une action d'entretien. En réalité, seulement deux aéronefs sont disponibles pour les missions. Les missions de formation impactent le niveau d'affectation des deux aéronefs. □

Le président du Liberia chante au sujet du coronavirus

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président libérien George Weah a publié une chanson sur le thème du coronavirus, en utilisant la musique pour sensibiliser les gens sur les mesures de prévention dans cet état d'Afrique de l'Ouest.

Dans sa chanson intitulée *Let's Stand Together and Fight Coronavirus* (Soyons unis et luttons contre le coronavirus), M. Weah explique comment le virus se propage et exhorte les gens à se laver les mains, avec un chœur d'harmonie de voix féminines et une musique de guitare positive fournis par le groupe The Rabbi's.

« De l'Europe à l'Amérique, de l'Amérique à l'Afrique, prenez vos précautions et restez en sécurité », chante cet ancien idole du football.

Cet enregistrement d'environ six minutes décrit aussi les symptômes et explique comment le Covid-19 peut se propager lorsque les gens se touchent le nez ou les yeux. Comme pour les autres états de la région, la capacité du Liberia à répondre à une épidémie suscite des craintes.

Le pays a souffert le plus de l'épidémie d'Ebola de 2014 à 2016 en Afrique de l'Ouest, lorsque plus de 4.800 habitants du pays sont décédés.

Solo Kelgbeh, porte-parole de M. Weah, déclare que le président avait produit une chanson similaire pendant la crise de l'Ebola et qu'il commença à composer la nouvelle chanson avant que le Covid-19 n'atteigne le Liberia. La chanson a une application pratique, déclare M. Kelgbeh.

« Le Liberia est un pays où la majorité des personnes n'ont pas accès à l'Internet ou à Facebook, mais où tout le monde écoute la radio. Cette chanson sera jouée sur diverses stations de radio dans le pays... pour que le message soit suffisamment retransmis. »

Cette équipe de football kényane est un symbole d'espoir

VOICE OF AMERICA

Depuis l'an 2000, une équipe de football s'est établie dans le quartier Kariobangi de Nairobi. Cette équipe, qui a été plus tard appelée Kariobangi Sharks (Requins de Kariobangi), était quelque chose de positif dans un lieu de peuplement non structuré défini par la pauvreté, le crime et des conditions de vie surpeuplées.

L'équipe est devenue une échappatoire pour les jeunes gens talentueux intéressés par le football, qui sinon auraient pu participer à des actes criminels. Au cours des 20 dernières années, l'équipe a atteint le sommet de la ligue de football du Kenya, encourageant ainsi les talents d'une nouvelle génération de joueurs et leur donnant de l'espoir.

Lorsqu'Eric Juma avait 11 ans, il voyait l'équipe s'entraîner près de chez lui. Pour Eric Juma, l'équipe se distinguait par son organisation apparente. Il rejoint l'équipe peu après. Aujourd'hui, il a 25 ans et il est capitaine de l'équipe.

Kariobangi est tourmenté par le chômage et le crime, et M. Juma déclare que beaucoup de ses amis d'enfance ont fini par appartenir à des gangs. Les Sharks ont veillé à ce que M. Juma respecte la légalité mais une équipe provenant d'un quartier pauvre affronte ses propres défis, déclare-t-il.

« Auparavant, nous n'avions jamais d'argent. Pendant longtemps, nous allions à Mombasa, à Kisumu. Nous n'avions même pas assez d'argent pour acheter de l'eau minérale, aussi nous avons l'habitude d'emporter de l'eau entre Nairobi et Mombasa. C'est le genre de défi que nous affrontons, en tant qu'équipe et en tant que joueur individuel ; parfois, vous n'avez pas de chaussures de foot, vous devez les emprunter auprès d'un autre joueur lorsqu'il ne joue pas. »

En 2019, M. Juma a eu l'une de ses meilleures journées, lorsque les Sharks ont vaincu l'équipe de foot britannique Everton 4 à 3 lors d'une série de tirs au but après le match.

L'identité de ceux qui ont organisé les jeunes garçons qui fondèrent les Kariobangi Sharks est incertaine. Les résidents déclarent que les joueurs se sont organisés eux-mêmes, et qu'ils ont ensuite reçu des donations et ont commencé à participer aux tournois. De telles donations ont été fournies par des sympathisants, notamment le président de la fédération de football du Kenya Nick Mwendwa, qui est désigné comme le fondateur du club.

Les Sharks ont gagné un très grand nombre de supporters au Kenya. Ils participent au championnat du Kenya de football en compagnie de plus de deux douzaines d'autres équipes. Le club de football a une équipe de jeunes pour les garçons de moins de 20 ans et des équipes pour les plus jeunes.

Le rêve de M. Juma consiste à conduire son équipe pour participer à la Coupe d'Afrique.



Les Kariobangi Sharks défendent un coup franc pendant un match à Nairobi.

AFP/GETTY IMAGES

Des lutteurs se battent pour la paix dans le Soudan du Sud ravagé

REUTERS

Le lutteur Kur Bol Jok du Soudan du Sud avance à grands pas dans l'arène, bombe le torse et fait face à son adversaire, en se préparant pour le combat.

La lutte est un sport populaire dans le pays le plus jeune du monde, qui a été dévasté par cinq années de guerre civile. Les athlètes déclarent que c'est l'une des rares circonstances où les groupes ethniques qui se sont battus entre eux peuvent s'engager dans une compétition amicale.

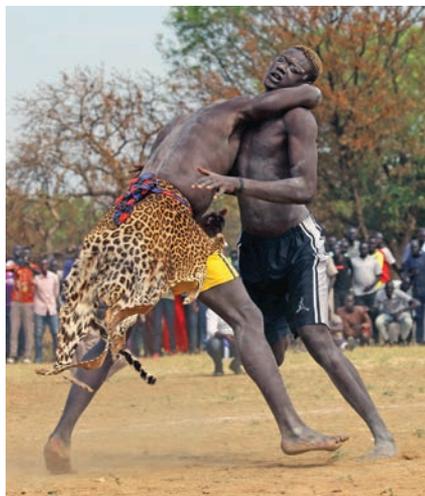
« La lutte amène la paix lorsque des gens différents viennent de lieu différents pour se rencontrer et créer une amitié », déclare M. Jok avant le match. « Gagner suscite la joie, et perdre est normal parce que ce n'est pas un vrai combat. »

Les matchs attirent d'énormes foules dans le pays. Quelques-uns avaient été organisés pendant le conflit. Certains lutteurs se mettent des cendres sur le visage et le torse. Du tissu brillant en imprimé animal, découpé en rubans, pend sur leur short.

Vêtu d'un imprimé léopard, M. Jok se tend lorsqu'il affronte son

adversaire Mar Jalot, avant de le renverser sur la poussière rouge et de placer sa main sur sa poitrine en signe de victoire. Il n'y a aucun ressentiment.

« Nous sommes venus ici pour la paix, avec toutes les tribus réunies pour assister au match », déclare M.



Ladu Makur lutte contre Machiek Chok dans un match pour la paix pendant les championnats nationaux de Juba (Soudan du Sud).

REUTERS

Jalot, dont la tenue est décorée par du tissu imprimé peau de vache.

L'atmosphère de carnaval, dans laquelle les lutteurs dansent pour célébrer la victoire et les femmes scandent les noms des gagnants, est un répit bienvenu face aux difficultés de la vie.

Ce pays producteur de pétrole d'Afrique de l'Est a gagné son indépendance du Soudan voisin en 2011 après plusieurs décennies de guerre et de politique de terre brûlée. La guerre civile a ensuite éclaté deux ans plus tard. Il est estimé que 400.000 personnes trouvèrent la mort avant que les parties signent un accord de paix en 2018. Le 22 février 2020, le président et l'ancien chef rebelle ont formé un gouvernement d'unité, qui avait été reporté pendant longtemps.

Le sport est l'une des rares distractions dans un pays qui a peu de routes et peu d'électricité, et où la plupart des écoles ne fonctionnent pas. Ce qu'il y a de plus important, c'est qu'il unit les jeunes divisés par la guerre, déclare le coordinateur de la lutte Limor Joseph.

« Ce sont... les jeux qui les réunissent », déclare-t-il.

UN FESTIVAL DE LA RDC CÉLÈBRE LA VIE, LA PAIX

BBC NEWS À BBC.CO.UK/NEWS

Dans un champ au centre de Goma, dans la partie orientale de la République démocratique du Congo, 36.000 personnes ont eu l'opportunité d'oublier leurs craintes concernant l'insécurité et d'assister à la performance de certains des meilleurs groupes musicaux au festival Amani.

Ce festival, qui porte le nom du mot swahili signifiant la paix, est un moment rare pour que tant de gens se réunissent dans un seul endroit de cette région. Goma est la ville principale d'une zone qui a enregistré une hausse de violence. Les attaques du groupe rebelle des Forces démocratiques alliées et les tentatives de l'armée pour les débusquer ont conduit à des centaines de morts de civils.

L'événement de trois jours a commencé par la performance d'un Requiem, ou prière pour les morts, basé sur le *Requiem* de Mozart mais avec une interprétation congolaise par des artistes locaux.



THE ASSOCIATED PRESS

Les vivants ont aussi été remémorés. « Nous nous réunissons pour montrer au monde que la vie existe toujours, déclare l'organisateur Guillaume Bisimwa, que nous savons bien qu'un meilleur avenir dépend de nous tous et que nous devons travailler ensemble pour le bâtir. »

Alors que le festival encourageait la paix dans toute la région, il a aussi présenté des artistes

traditionnels du Rwanda, de l'autre côté de la frontière. Une troupe est venue pour démontrer la danse Intore qui est exécutée lors des célébrations familiales et des grands événements nationaux.

Le premier festival avait eu lieu en 2014. L'événement de 2020 est le cinquième. Il avait 75 stands pour les entreprises et les organisations non gouvernementales, 810 bénévoles de 13 nationalités différentes, et 35 groupes de musiciens et de danseurs.

*Le secrétaire
général des Nations
unies demande un*
**CESSEZ-
LE-FEU**
*pendant l'épidémie
de Covid-19*

PERSONNEL D'ADF

Le secrétaire général des Nations unies António Guterres exhorte les belligérants du monde entier à déposer leurs armes pour soutenir le combat plus important contre le Covid-19, qu'il appelle l'ennemi commun qui menace toute l'humanité.

« La furie du virus illustre la folie de la guerre, déclare-t-il. Le temps est venu de confiner les conflits armés et de se concentrer ensemble sur le vrai combat de notre vie. »

M. Guterres note que les gens marginalisés souffrent le plus pendant la guerre et sont les plus vulnérables face à la maladie. Ils incluent les réfugiés, les femmes, les enfants et les handicapés. Il déclare que les systèmes de santé des pays déchirés par la guerre ont été décimés et que la capacité limitée disponible doit être utilisée pour combattre le coronavirus. « Faites taire les armes, arrêtez l'artillerie, mettez fin aux frappes aériennes », déclare-t-il.

M. Guterres demande aussi que des corridors soient créés pour permettre aux travailleurs humanitaires et aux médecins de pénétrer dans les zones frappées par la maladie.

Malgré l'espoir que les belligérants déposeront leurs armes en réponse au virus, l'évidence immédiate montre que le contraire pourrait se produire. En mars 2020, les groupes extrémistes au Mozambique, au Mali et en Somalie ont tous lancé des attaques dévastatrices.

Le général Stephen Townsend, commandant de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique, déclare qu'il existe des indications selon lesquelles les groupes extrémistes essaieront de profiter du besoin de redéployer les ressources de sécurité de certains pays pour combattre le virus.

« Bien que nous aimerions faire une pause dans nos opérations en Somalie du fait du coronavirus, les chefs d'al-Qaïda, d'al-Shebab et de l'EIL ont annoncé qu'ils considéreraient cette crise comme une opportunité d'avancer leur agenda terroriste », déclare le général Townsend, « aussi nous continuerons à appuyer et soutenir nos partenaires africains ».

Un homme soupçonné d'être mort du Covid-19 est enterré dans le district de Madina à l'extérieur de Mogadiscio (Somalie). REUTERS





Le Gabon prend position contre le **COMMERCE DU PANGOLIN**

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Gabon a interdit la vente et la consommation des pangolins et des chauves-souris, sources soupçonnées de l'épidémie de Covid-19 en Chine.

Les pangolins sont une espèce en danger de disparition et sont protégés depuis longtemps, mais ils sont vendus dans les marchés de Libreville, la capitale du pays, où leur viande est populaire. Ils sont depuis longtemps vendus en contrebande à la Chine, où ils sont très appréciés dans la médecine traditionnelle.

88 % de ce pays d'Afrique centrale est couvert de forêts, et la chasse et la viande de brousse constituent depuis longtemps un mode de vie.

Le ministère des Eaux et Forêts déclare que les premières études indiquent que le Covid-19 est une « combinaison de deux virus différents, un proche des chauves-souris et l'autre proche des pangolins ».

Les autorités gabonaises déclarent que cette interdiction suit le modèle des autres restrictions instaurées lors des épidémies antérieures. « Une décision similaire avait été prise par les autorités lorsque notre pays était affecté par le virus de l'Ebola : l'interdiction de manger les primates », déclare le ministre des Forêts Lee White.

L'agence des parcs nationaux annonça à la mi-mars que les touristes ne seraient plus autorisés à interagir avec les grands singes pour éviter tout risque de contamination par le Covid-19.

On estime que le pangolin, appelé aussi fourmilier à écailles, qui est le mammifère le plus trafiqué du monde, aurait pu être un vecteur dans la transmission du Covid-19 entre les animaux et les humains dans un marché de Wuhan (Chine) en 2019.

Ses écailles coûtent cher sur le marché noir parce qu'elles sont utilisées couramment dans la médecine traditionnelle chinoise, bien que les scientifiques déclarent qu'elles n'ont aucune valeur thérapeutique.

Des écailles séchées de pangolin sont présentées dans un marché du Nigeria.

L'UGANDA DÉVOILE UN **SYSTÈME NUMÉRIQUE DE CADASTRE**

PERSONNEL D'ADF

Le gouvernement ougandais a lancé un système numérique de cadastre pour réduire la fraude et les disputes concernant les droits fonciers.

Le système avait été étudié depuis 2010 et il est opérationnel dans tous les 22 bureaux ministériels zonaux du pays. Le programme est le résultat d'un partenariat entre le ministère du Territoire, du Logement et du Développement urbain de l'Ouganda et la société française IGN FI. Il a été financé par un prêt de la Banque mondiale.

« Nous avons constaté une réduction d'un facteur de dix du temps nécessaire pour effectuer les transactions », déclare Christophe Dekeyne, PDG d'IGN FI, à Radio France Internationale. « Toutes les données saisies dans le NLIS [Système d'information national foncier] ont été soumises à des vérifications et des processus de contrôle très exhaustifs pour réduire au minimum la saisie des titres frauduleux. »

Les nouveaux titres fonciers créés par le système ont des codes-barres qui rendent plus difficile la falsification des signatures.

D'autres pays sont intéressés à suivre la voie ouverte par l'Ouganda. Lors d'une conférence en février 2020, des représentants de 30 pays ont visité l'Ouganda pour discuter des questions concernant les droits fonciers. Frank Byamugisha, principal conférencier et expert en droits fonciers, a déclaré que la modernisation de la documentation des titres de propriété foncière sur l'ensemble du continent stimulera l'entrepreneuriat et le développement et encouragera la croissance de l'économie.

« La pauvreté extrême peut être éliminée de l'Afrique étant donné l'étendue de son territoire et de sa population active prometteuse », a déclaré M. Byamugisha, selon le site d'actualités ougandais ChimpReports.com. « L'Afrique subsaharienne possède la moitié de la terre arable du monde, soit plus de 200 millions d'hectares. »

Les experts pensent que le système numérique du cadastre profite déjà à l'Ouganda. Le temps nécessaire pour émettre un titre foncier a été réduit de 52 à 10 jours, déclare Dorcas Okalany, secrétaire permanente du ministère ougandais du Territoire. Elle ajoute que le projet a commencé avec un prêt de 72 millions de dollars de la Banque mondiale. À la complétion du projet, le pays a enregistré un rendement de 269 % du capital initialement investi.

« Le stockage sécurisé des archives et le faible encombrement... ont conduit à des archives plus sûres en réduisant les risques de manipulation et en assurant l'élimination du système manuel et des problèmes liés à ce dernier, ce qui a amélioré l'efficacité et l'efficience des transactions foncières », déclare Mme Okalany, selon East African Business Week.

Circulation sur la route de Hoima à Kampala (Ouganda) REUTERS





AFP/GETTY IMAGES

L'UGANDA DÉPLOIE SON ARMÉE POUR COMBATTRE LES LOCUSTES

PERSONNEL D'ADF

A lors que les criquets pèlerins envahissent l'Afrique de l'Est en février 2020, l'Ouganda déploie 2.000 soldats pour lutter contre ces parasites.

Les troupes ougandaises ont utilisé du pesticide sur le terrain et les autorités ont essayé d'obtenir des hélicoptères pour effectuer une pulvérisation aérienne.

Toutefois, le major-général Sam Kavuma, commandant adjoint des forces terrestres de la Force de défense du peuple ougandais, déclare que les locustes peuvent résister à de tels efforts.

« Il existe un défi, qui est sur le point d'être résolu : il concerne le soutien aérien pour conduire la pulvérisation », déclare le général Kavuma à Voice of America. « Nous nous occupons beaucoup de ceux qui sont sur le sol. Mais lorsque nous les tuons, ou pendant la pulvérisation, ils sautent et s'en vont au sommet des arbres, là où nos pompes ne peuvent pas les atteindre. »

L'Ouganda est l'un des 8 pays d'Afrique de l'Est qui enregistrent une baisse de rendement des récoltes à cause de l'infestation des locustes. Les autres pays sont Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Somalie, le Soudan du Sud et la Tanzanie.

L'Éthiopie, le Kenya et la Somalie ont été les plus affectés par ces parasites qui dévorent les récoltes.

Au mois d'avril, un autre essaim de locustes, plus jeunes et plus agressifs, a frappé l'Afrique de l'Est. Les



Des essaims de locustes atterrissent sur les karités et s'en nourrissent. Ces arbres sont une source importante de nourriture et de revenus pour les agriculteurs à Otuke (Ouganda). AFP/GETTY IMAGES

Nations unies estiment que le second essaim pourrait être 20 fois plus grand que le premier. Il pourrait même devenir 400 fois plus grand au moment de la saison des pluies en juin, au début de la récolte.

Parmi l'infestation, les organisations d'assistance se précipitent pour assurer que suffisamment de nourriture soit distribuée dans les zones rurales.

« Dans certains pays où ces actions ou ces mesures commencent à être adoptées, des limitations ont affecté l'accès à l'aide humanitaire », déclare Steven Burak d'ACTED, un groupe d'assistance humanitaire, à Voice of America.

« C'est la tempête parfaite. Nous le constatons alors que des pluies de longue durée vont commencer au cours des prochains mois dans la Corne de l'Afrique : c'est le moment idéal pour une hausse du nombre de criquets pèlerins. Et maintenant, en même temps que cette hausse, vous avez aussi la récolte. Donc, lorsque la récolte sera prête, nous la verrons fortement affectée par le nombre de locustes dans les essaims. »



UNE NOUVELLE FORCE OPÉRATIONNELLE PREND FORME DANS LE SAHEL

PERSONNEL D'ADF

La France et plusieurs de ses alliés ont annoncé la formation d'une nouvelle force opérationnelle pour combattre les groupes terroristes dans la région du Sahel en Afrique de l'Ouest. Cette force opérationnelle est composée de 13 pays membres : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la France, le Mali, le Niger, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède et la Tchèque. Une déclaration précise que la force sera opérationnelle début 2021. Elle est appelée « Takuba », ce qui signifie Sabre dans la langue touarègue.

Des soldats du Burkina Faso participent à un raid simulé pendant l'exercice Flintlock parrainé par les États-Unis à Ouagadougou (Burkina Faso). REUTERS

La région du Sahel, qui s'étend du Sénégal (à l'Ouest) à l'Érythrée (à l'Est), est sujette à une hausse régulière de violence. En janvier 2020, l'émissaire des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest déclare au Conseil de sécurité de l'ONU que les attaques sont cinq fois plus nombreuses au Burkina Faso, au Mali et au Niger depuis 2016. Plus de 4,000 personnes ont trouvé la mort dans la région en 2019.

Au Burkina Faso, les attaques extrémistes ont forcé 300.000 personnes à s'enfuir vers le Sud, selon Al Jazeera.

Takuba assistera aussi les forces armées nationales de la région pour lutter contre les terroristes armés, et intensifiera les efforts de l'opération Barkhane de la France et de la Force conjointe du G5 Sahel, constituée de soldats du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad.

Takuba sera active dans la région du Liptako, située entre le Burkina Faso, le Niger et le Mali. Le Liptako est un bastion pour les combattants liés à al-Qaïda et à l'État islamique.

Les plans français pour la force opérationnelle ont été publiés pour la première fois en octobre 2019. Ce mois-là, au moins 25 soldats maliens ont trouvé la mort et des douzaines ont été portés disparus après des raids sur deux camps militaires près de la frontière avec le Burkina Faso, conduits par des militants lourdement armés dans des véhicules. Les insurgés ont aussi volé une grande quantité d'armes, de munitions et d'équipement avant que les forces spéciales maliennes, appuyées par des avions militaires et des hélicoptères français, puissent se défendre, selon un reportage du Defense Post.

Quelques jours plus tard, trois villages et une unité des forces armées ont été attaqués au Nord du Burkina Faso. Les insurgés ont tué 17 personnes, y compris 1 soldat.

LE NIGERIA ÉLIMINE DES LEADERS DE BOKO HARAM DANS UN RAID AÉRIEN

PERSONNEL D'ADF

L'Armée de l'air du Nigeria (NAF) a tué plusieurs hauts commandants de Boko Haram lors de frappes aériennes sur des peuplements près du lac Tchad.

« La frappe aérienne a été exécutée à la suite de rapports impeccables des services de renseignement », déclare le général de brigade Bernard Onyeuko, directeur intérimaire des Opérations médiatiques de la défense, au sujet de l'opération du 18 mars 2020. Le général Onyeuko ajoute que des rapports montrent que de hauts commandants de Boko Haram, ainsi que quelques-uns de leurs combattants et des personnes désignées comme kamikazes, s'étaient réunis dans ce lieu pour organiser des attaques coordonnées. »

Les frappes font partie de l'opération Decisive Edge, une mission destinée à décimer les bastions utilisés par le groupe extrémiste. Les frappes aériennes, organisées par la Force opérationnelle aérienne de l'opération Lafiya Dole du Nigeria, ont bombardé les enclaves de Boko Haram au Nord-Est du pays. Le 6 mars, des avions chasseurs de la NAF ont éliminé des douzaines de terroristes à Bula Korege en bordure de la forêt de Sambisa dans l'état de Borno.

« Les chasseurs de la NAF se sont succédés pour attaquer la zone cible, en neutralisant un grand nombre de TBH [terroristes de Boko Haram] et en détruisant leurs structures lors de passages successifs », déclare l'Air commodore Ibikunle Daramola, selon le journal nigérian *The Guardian*.

« Après la première vague de frappes, les terroristes se sont rassemblés dans une autre section du peuplement où ils ont été traqués et éliminés », a-t-il ajouté.

Le 9 mars, des attaques aériennes ont anéanti les installations logistiques de Boko Haram à Bukar Meram. Le 11 mars, des avions chasseurs et un hélicoptère militaire ont fourni un appui aérien rapproché à des troupes terrestres à Gubio qui poursuivaient, et qui détruisirent finalement, un technical de Boko Haram et des militants battant en retraite, selon un reportage du *Vanguard*.

Le commodore Daramola déclare que les attaques aériennes de Decisive Edge étaient conçues pour « façonner l'espace de bataille » pour les opérations terrestres et aériennes futures.



ARMÉE DE L'AIR NIGÉRIANE

LES PAYS COLLABORENT POUR SAUVER LES RHINOCÉROS



THE ASSOCIATED PRESS

VOICE OF AMERICA

Les responsables des parcs nationaux d'Afrique du Sud déclarent que la coopération avec le pays voisin du Mozambique a été cruciale pour réduire le braconnage du rhinocéros dans le célèbre parc national Kruger. Ce parc abrite la plus grande population de rhinocéros sauvages du monde et s'est révélé être une cible de choix pour les braconniers qui pendant des années franchissaient les limites du parc.

Les gardes forestiers sud-africains, leurs homologues du Mozambique et des entrepreneurs privés qui louaient les terres du gouvernement du Mozambique se sont réunis avec des journalistes le long de la clôture frontalière entre les deux pays lors d'une visite médiatique organisée par le parc dans la

région de Marula-Nord.

Cette zone était sujette à d'importantes activités de braconnage de rhinocéros à partir du Mozambique, mais les gardes forestiers déclarent aujourd'hui qu'ils constatent une tendance positive.

« Entre 2018 et 2019, cette zone a enregistré une baisse de 53 % des incursions de braconniers de rhinocéros, et nous en avons perdu 47 % de moins », déclare Steven Whitfield, garde forestier régional de Marula-Nord. « C'est un gain énorme. Et ce n'est pas une coïncidence. »

Les braconniers ciblent depuis longtemps les rhinocéros africains pour leur corne, qui peut rapporter jusqu'à 60.000 dollars le kilo sur les marchés asiatiques.

L'amélioration des patrouilles, la technologie et la coopération transfrontalière aident à contrecarrer le braconnage généralisé qui avait atteint son point haut en 2014, lorsque près de 830 animaux ont été tués dans le parc.

La surveillance du parc national Kruger, l'un des plus grands parcs d'animaux sauvages d'Afrique avec 9.500 kilomètres carrés, n'est pas facile. Les gardes forestiers utilisent des hélicoptères en plus de leur équipement de surveillance avancé. Le fait qu'il n'existe pas d'accord d'extradition entre l'Afrique du Sud et le Mozambique est un défi supplémentaire pour le maintien de l'ordre.

Il est estimé que le parc national Kruger possède 8.600 rhinocéros sauvages et joue un grand rôle dans l'observation de la faune sauvage qui attire près d'un million de touristes annuellement. Les responsables des deux côtés de la frontière espèrent qu'avec une plus forte coopération, ce chiffre continuera à augmenter.

Les pays d'Afrique centrale introduisent la monnaie « eco »

VOICE OF AMERICA

Le débat concernant l'avenir du franc CFA dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) formée de 6 pays membres s'est intensifié après l'annonce que 8 pays africains avaient accepté de changer le nom de leur monnaie commune à « eco ». Ils ont aussi rompu les liens du franc CFA avec la France.

Le franc CFA utilisé dans les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale est considéré par beaucoup comme un signe de l'interférence de la France dans ses anciennes colonies africaines.

Louis Nsonkeng, chercheur et maître de conférences à l'Université de Bamenda-Cameroun, déclare que lorsque l'eco deviendra la devise officielle, les 8 états d'Afrique de l'Ouest obtiendront leur liberté financière de la France. Il déclare que les 6 états d'Afrique centrale

qui utilisent aussi le franc CFA devraient immédiatement émuler l'exemple des états d'Afrique de l'Ouest.

Le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République du Congo et le Tchad utilisent le franc CFA. Les états membres de la CEMAC ont plus de 50 % de leurs réserves financières conservées au trésor français, à la suite d'accords signés en 1948.

Thomas Babissakana, économiste camerounais et expert financier, déclare que de tels accords pèsent sur les économies des états d'Afrique centrale parce que la France utilise aujourd'hui l'euro mais contrôle toujours sa propre monnaie.

Le Franc CFA était aligné sur le franc français jusqu'en 1999, lorsque sa valeur fut fixée à environ 660 francs CFA pour 1 euro.





Le Kenya lance une campagne de prévention du VPH

VOICE OF AMERICA

L'Organisation mondiale de la santé déclare que l'Afrique de l'Est a le taux le plus élevé de cancer du col utérin au monde. Le Kenya a entrepris une vaccination en masse des jeunes filles contre le virus du papillome humain (VPH) qui peut conduire au cancer du col utérin.

Le vaccin est célébré par les patients souffrant du VPH, qui espèrent que leurs enfants seront mieux protégées qu'eux.

Jacinta Agunja, âgée de 30 ans, s'est révélée positive en 2016 pour l'un des VPH qui provoquent le cancer du col utérin. Après deux ans de traitement intensif et coûteux, elle a été déclarée sans VPH et n'a pas souffert du cancer.

Mme Agunja espère que la vaccination en masse des jeunes filles, lancée fin 2019, permettra à sa fille âgée de 10 ans de ne pas être infectée par le virus.

Le Kenya offre gratuitement le vaccin contre le VPH aux jeunes filles âgées de 10 ans dans le cadre de son programme de vaccination ordinaire.

Au Kenya, au moins 7 femmes meurent chaque jour du cancer du col utérin, selon le ministère de la Santé. Le ministère déclare que le vaccin pourrait réduire le taux de cancer du col utérin jusqu'à 70 %.

Au moins 115 pays pratiquent normalement la vaccination contre le VPH, y compris quelques pays d'Afrique de l'Est. Le Rwanda a introduit le premier cette vaccination en 2006, suivi par l'Ouganda en 2015 et la Tanzanie en 2018.

LES AFRICAINS EMBRASSENT LE VÉGANISME

VOICE OF AMERICA

La viande pourrait avoir un concurrent : de plus en plus de Sud-Africains expérimentent avec des styles de vie végétariens et végétans.

Le végétanisme, qui consiste à éliminer toute la viande et les produits dérivés des animaux, tels que les produits laitiers, les œufs et le miel, est sujet à une croissance graduelle dans le monde. Un rapport de Google Trends classe l'Afrique du Sud comme quatorzième dans le monde pour les recherches de « vegan ». C'est le seul pays africain haut classé.

D'autres pays africains, notamment le Nigeria et le Kenya, signalent aussi un accroissement de l'intérêt dans le végétanisme. Il existe à Nairobi une communauté de 200 personnes qui est complètement végétane, selon Deutsche Welle.

La Nigériane Yvonne Iyoha a lancé le blog Eat Right Naija après s'être informée sur les impacts sociaux et environnementaux de la consommation de viande. Le site Web se concentre sur la création de recettes nigérianes, saines et végétanes, et sur l'éducation des gens concernant les avantages des aliments à base de plantes.

Bien qu'il n'existe pas de chiffre officiel du nombre de végétans en Afrique du Sud, cet intérêt a conduit à l'ouverture de restaurants végétariens et végétans à Johannesburg, capitale économique du pays. En 2020, la première exposition à grande échelle d'aliments végétans et à base de plantes sera tenue au Cap.

Des raisons morales et sanitaires ont été mentionnées par de nombreux végétans, comme par exemple Dayalan Nayagar, conseiller financier âgé de 41 ans, qui s'est converti en 2019 après avoir été omnivore toute sa vie.

« On m'a introduit à cette façon de manger toute nouvelle, vous savez, une nourriture saine d'aliments de type organique à base de plantes, et je ne pouvais pas y croire », déclare-t-il.



Une femme se sert dans un restaurant végétan appelé Veggie Victory au Nigeria. REUTERS

Le Kenya fait des expérimentations avec les thés haut de gamme

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans une usine bourdonnante située sur les hauts-plateaux du Kenya, le thé est ramassé à la main dans les champs, séché et émincé pour former les feuilles fines qui désaltèrent les amateurs depuis des générations, de Londres à Lahore.

Mais le thé noir prisé du Kenya ne rapporte pas autant qu'il le faisait jadis, ce qui force le premier fournisseur de la boisson la plus populaire du monde à essayer quelque chose de nouveau. Dans les collines bucoliques autour de Nyeri, les employés d'une usine conduisent des expérimentations avec des thés haut de gamme, qui divergent d'une tradition vieille de plusieurs décennies dans le but de chercher de nouveaux clients et se protéger contre les prix instables.

Comme la majorité des producteurs du Kenya, ils ont utilisé depuis des décennies la même méthode de production CTC (crushing, tearing, curling – broyage, déchetage, roulage), qui produit des feuilles ultrafines bien adaptées aux sachets vendus dans le monde entier. Aujourd'hui à Gitugi, usine située dans la chaîne de montagnes Aberdare, les producteurs conduisent des expérimentations avec une variété utilisant des feuilles entières et un traitement lent, prisée pour ses accents complexes et son aspect.

Il était nécessaire de prendre des risques : les prix des enchères de CTC de base ont baissé de 21 % en 2018-2019, ce qui souligne l'urgence de la diversification et le besoin d'extraire davantage de chaque théier.

L'évolution du marché pourrait ouvrir les portes des marchés où les thés personnalisés, à feuilles entières, et les infusions spécialisées se vendent à des prix plus élevés, déclare Grace Mogambi de l'Agence de développement du thé du Kenya. Cette agence représente 650.000 petits agriculteurs, dont elle vend et commercialise le thé.

Un ouvrier agricole récolte des feuilles de thé au Kenya.

AFP/GETTY IMAGES

L'Afrique fournit un meilleur rendement des investissements

VOICE OF AMERICA

Les sociétés britanniques ont réalisé de meilleurs profits en investissant en Afrique, comparé à toute autre région du monde, selon un rapport international.

Le groupe de réflexion Overseas Development Institute exhorte les entreprises à chercher à faire des bénéfices sur le continent plutôt que de le considérer comme un lieu où conduire des activités caritatives. L'institut déclare que l'Afrique, avec 1,2 milliard d'habitants et 8 des 15 économies mondiales enregistrant la plus forte croissance, offre un rendement du capital investi qui bat les records mondiaux.

Le rapport examine les investissements des sociétés britanniques en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya et au Nigeria. Ses auteurs déclarent que « la jeunesse de la population, la croissance de la classe moyenne et la croissance industrielle planifiée font du continent un lieu excellent pour faire des affaires ».



Employé du secteur pétrolier sur une plateforme de haute mer à Takoradi (Ghana) REUTERS

En 2019, le rendement de tous les investissements directs étrangers dans les pays africains en voie de développement était de 6,5 %, supérieur au rendement dans les pays d'Amérique latine et des Antilles (6,2 %) ou au rendement dans le monde développé (6 %).

Des données du Centre du commerce international indiquent que la valeur des exportations de l'Allemagne et la France vers l'Afrique est plus de deux fois celle de la Grande-Bretagne. Les sociétés britanniques pensent que la haute technologie leur donne un avantage sur leurs rivales.

Mukhisa Kituyi, secrétaire général de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, déclare que les pays africains doivent faire davantage d'efforts pour attirer les investissements.

« Nous devons développer cette ressource humaine comme contributrice de l'économie mondiale ; nous devons créer les conditions nécessaires pour faire de l'Afrique la nouvelle usine du monde », déclare M. Kituyi.

L'énergie verte est une opportunité pour les Éthiopiennes

BANQUE MONDIALE

En utilisant son vaste potentiel énergétique dans le solaire, l'éolien et le géothermique, et un réseau électrique qui est alimenté presque à 100 % par des sources renouvelables, l'Éthiopie entreprend un projet ambitieux pour assurer l'accès universel à l'électricité en 2025.

En fait, non seulement l'Éthiopie devient un modèle pour le développement de l'énergie en Afrique subsaharienne, mais elle le fait tout en lançant des innovations relatives à l'égalité des sexes.

En 2018, Ethiopian Electric Utility décida de s'assurer que les femmes soient mieux représentées dans un secteur qui était à dominante complètement masculine. En 2020, les femmes représentent 20 % des effectifs de la compagnie d'électricité. Cette dernière souhaite que ce chiffre atteigne 30 % dans 5 ans, et elle a une vision à long terme pour assurer l'égalité des sexes dans l'ensemble de l'institution.

« Les femmes constituent 50 % de la société, déclare le PDG Ato Shiferaw

Telila. Pour que notre service public soit efficace dans le cadre de nos objectifs d'entreprise, nous devons créer un environnement propice pour les hommes et les femmes. »

La société a affecté 4,5 millions de dollars pour combler l'écart entre les sexes et pour l'engagement citoyen. Son approche a commencé avec le développement d'une filière pour les employés futurs. Elle a conclu un partenariat unique avec le ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur et 12 universités éthiopiennes pour offrir des cours en science, technologie, ingénierie et mathématiques en vue d'aider les femmes salariées à atteindre le niveau éducationnel des hommes pour qu'elles puissent faire avancer leur carrière dans le secteur énergétique.

Elle offre aujourd'hui des bourses de scolarité complète aux salariées pour qu'elles obtiennent une maîtrise ou une formation technique. Des efforts sont aussi en cours pour examiner les obstacles à la transition entre la formation et l'emploi, par exemple les

environnements d'étude hostiles pour les femmes ou les réseaux professionnels limités.

L'étudiante en ingénierie Dagmawit Alemayehu déclare que des opportunités se présentent, malgré les circonstances difficiles. « Je dois travailler très dur parce que je suis une femme et la première chose qu'ils se disent lorsqu'ils me regardent, c'est qu'"elle n'est pas supposée être ici". Mais maintenant il y a des bourses d'étude pour les femmes et certains cours sont offerts gratuitement aux étudiantes. Il me semble que les choses s'améliorent. »

La société a aussi développé une formation de leadership pour ses employées, afin d'assurer que les femmes ne restent pas coincées dans des rôles subalternes. Elle est aussi déterminée à rendre son environnement de travail plus sécuritaire pour les hommes et les femmes salariés, en développant une politique sur la violence axée sur le sexe et un code de conduite qui déclare clairement que le harcèlement sexuel n'est pas toléré.

Des chameaux défilent près du parc éolien d'Ashegoda (Éthiopie), qui est le deuxième de l'Afrique subsaharienne. AFP/GETTY IMAGES



Le sultan de DAMAGARAM

PERSONNEL D'ADF

Le sultanat de Damagaram ne fut jamais un très grand empire d'Afrique. Dans ce qui est aujourd'hui le Niger, il avait à son apogée une superficie de 70.000 kilomètres carrés, environ la même taille que le pays moderne de la Sierra Leone.

Mais comme centre commercial, il était à l'époque inégalé dans la région. Il était la plaque tournante d'une route commerciale qui connectait ce qui est aujourd'hui la côte de Libye au Nord et le Nigeria au Sud. Ses sultans, 26 au total, ont régné pendant 200 ans jusqu'au début du vingtième siècle.

Au centre se trouvait la capitale, Zinder, où des témoignages de l'empire survivent jusqu'à présent.

La dynastie est née lors du déclin de l'empire Kanem-Bornu, qui était affecté par des famines, entre autres problèmes. Vers la fin du dix-huitième siècle, la domination de Bornu était limitée aux régions des Haoussas du Nigeria d'aujourd'hui. Les Haoussas, qui sont aujourd'hui le plus grand groupe ethnique de l'Afrique subsaharienne, s'adaptèrent aux circonstances en se convertissant à l'Islam et en devenant commerçants et artisans.

Des aristocrates musulmans fondèrent l'empire de Damagaram en 1731. Il est né en tant qu'état vassal, similaire au système féodal européen qui existait en Europe à l'époque, avec les gens du peuple obligés de servir et de soutenir militairement les aristocrates en échange de l'utilisation des terres pour l'agriculture et l'élevage. L'empire s'est agrandi rapidement en conquérant d'autres états vassaux de la région : 18 en tout au dix-neuvième siècle.

Zinder a commencé comme petit village tribal haoussa, mais il était parfaitement situé pour servir de plaque tournante du commerce transsaharien. Le sultan y a amené sa capitale en 1736. L'empire était sur la route commerciale principale entre Tripoli (Libye) et le sultanat de Kano dans ce qui est aujourd'hui le Nigeria. L'empire était ainsi crucial pour la santé économique de toute la région. Il



participait aussi au commerce Est-Ouest. Presque tous les échanges passaient par Zinder.

En 1850, le sultan vivait dans un palais à Zinder. À cette époque, un voyageur européen notait que le sultan avait environ 300 épouses, ainsi que d'innombrables enfants. À la fin du siècle, on disait que le sultan avait 5.000 cavaliers et 30.000 fantassins. Il avait une douzaine de canons, tous fabriqués à Zinder.

En 1890, les Français se sont implantés au sultanat depuis leur base du Sénégal. En décembre 1897, une mission française de 37 hommes dirigée par le capitaine Gabriel Marius Cazemajou s'est rendue à la cour de Damagaram. Lorsqu'il est devenu certain que les Français voulaient occuper la région, le capitaine Cazemajou a été assassiné. La mission a battu en retraite et a été remplacée par les forces armées.

Une colonne armée a attaqué Zinder le 13 septembre 1899, en tuant le sultan Amadou Kouran Daga et en mettant fin à l'empire. Toutefois, les Français ont largement ignoré Zinder et ses environs et, plus tard, les sultans ont continué à exercer un certain pouvoir.

La liste des sultans survit jusqu'à aujourd'hui, bien que leurs fonctions soient essentiellement cérémoniales. Le sultan continue à vivre dans le palais qui avait été construit il y a 170 ans.

Le palais est la plus importante attraction touristique de la ville. Avec ses murs de 10 mètres de haut et de 10 mètres d'épaisseur, c'est une structure imposante mais il n'a jamais été attaqué et ses défenses n'ont jamais été mises à l'épreuve. L'emblème du sultan, une épée et deux lances croisées derrière un bouclier, est placé au-dessus du portail du palais.



INDICES

- 1 Cette ville a été développée aux quinzième et seizième siècles avec la création du sultanat de l'Aïr.
- 2 Son centre, qui est divisé en 11 secteurs irréguliers, était un carrefour important pour les caravanes de commerçants.
- 3 Un minaret en adobe de 27 mètres, qui est le plus haut de la planète, domine la ville.
- 4 Cette ville est considérée comme un centre de culture pour les Touaregs.

PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ?

Africa Defense Forum (ADF) est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique.

Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité.

Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

DIRECTIVES À L'ATTENTION DE L'AUTEUR CONCERNANT UNE SOUMISSION À ADF

EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

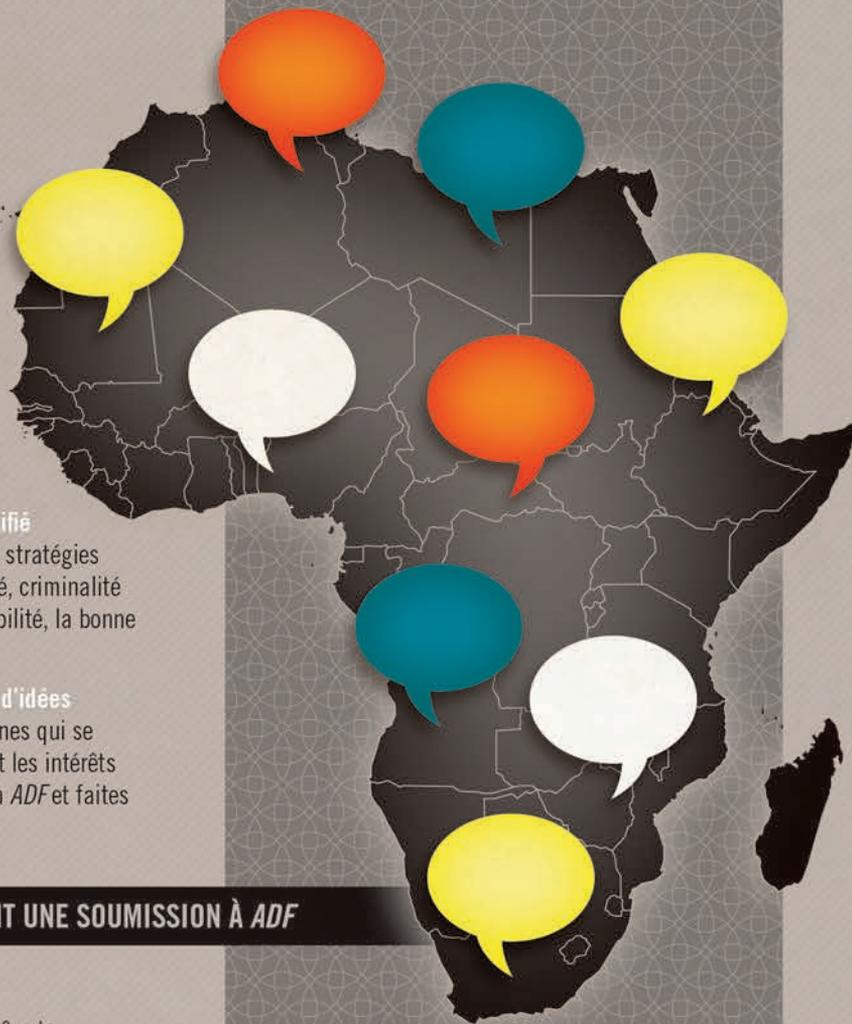
DROITS D'AUTEUR Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'*ADF* à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Kelley Kaserne
Geb 3315, Zimmer 53
Plieninger Strasse 289
70567 Stuttgart Germany



Les infos vous sont envoyées directement !

Nous vous enverrons des actualités fiables sur la sécurité directement au téléphone. Textez « news », envoyez à +4917610407820 et dites-nous quelle est votre langue de choix (anglais, français, arabe ou portugais) : vous recevrez sur une base quotidienne des reportages d'actualités sur les derniers sujets et les dernières tendances sécuritaires en provenance d'Afrique.



RESTEZ CONNECTÉ

Si vous souhaitez rester branché sur les réseaux sociaux, suivez *ADF* sur Facebook, Twitter et Instagram. Vous pouvez aussi vous abonner à notre liste de diffusion électronique en vous inscrivant sur notre site Web, ADF-Magazine.com, ou en envoyant un courriel à News@ADF-Magazine.com.

